

INFORMATION TO USERS

This manuscript has been reproduced from the microfilm master. UMI films the text directly from the original or copy submitted. Thus, some thesis and dissertation copies are in typewriter face, while others may be from any type of computer printer.

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleedthrough, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send UMI a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

Oversize materials (e.g., maps, drawings, charts) are reproduced by sectioning the original, beginning at the upper left-hand corner and continuing from left to right in equal sections with small overlaps.

Photographs included in the original manuscript have been reproduced xerographically in this copy. Higher quality 6" x 9" black and white photographic prints are available for any photographs or illustrations appearing in this copy for an additional charge. Contact UMI directly to order.

Bell & Howell Information and Learning
300 North Zeeb Road, Ann Arbor, MI 48106-1346 USA
800-521-0600

UMI[®]



Université d'Ottawa • University of Ottawa

**Cuba dans le temps mondial, 1989-2000; ou l'histoire
d'un sens contre la mondialisation?**

David MERCIER
numéro d'étudiant: 854454

Thèse déposée à
l'École des Études supérieures et de la Recherche
en vue de satisfaire aux exigences
du cours POL 7999 - «Thèse»

Directrice: Claire Turenne Sjolander
Département de science politique

Université d'Ottawa
Le 26 juin 2000



**National Library
of Canada**

**Acquisitions and
Bibliographic Services**

**395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada**

**Bibliothèque nationale
du Canada**

**Acquisitions et
services bibliographiques**

**395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada**

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-57144-0

Canada

TABLE DES MATIÈRES

	page
Résumé	i
Préface	ii
Acronymes et sigles	iii
Introduction	1
Chapitre premier: «L'Unidéologie, ca vous dit?»	9
Problématique	10
Hypothèse	12
Projet politico-normatif	19
Conclusion	27
Chapitre deuxième: «L'histoire cubaine ou l'histoire d'une résistance»	29
L'histoire. Sens /vs/ présentisme.	32
À la recherche de résistance: passage en revue de l'histoire cubaine	38
Conclusion	66
Chapitre troisième: «L'État, son rôle et son influence sur la formation identitaire à Cuba»	69
L'identité, une histoire de mémoire	71
L'extérieur constitutif	81
Le graphisme étatique	90
La création de héros	103
Conclusion	112
Chapitre quatrième: «Le néo-libéralisme en processus de mondialisation: mise à l'épreuve du sens cubain»	116
La mondialisation vue par l'État cubain	121
Une «privatisation collective» des terres	131
Des dollars, <i>si señor!</i>	138
Cuba, à vendre? Investisseurs recherchés.	142
Retour sur l'hypothèse et conclusion	149
Conclusion	162
Bibliographie	170

RÉSUMÉ

La présente thèse s'intéresse au contexte cubain de la période post-guerre froide. Plus précisément, la thèse soutient que Cuba fait l'expérience de la mondialisation d'une manière qui diffère de la plupart des autres pays en ce sens qu'elle semble offrir de la résistance à la pénétration de l'idéal néo-libéral.

Cherchant à expliquer pourquoi Cuba se distingue d'autres pays, l'auteur suggère que Cuba présente certaines caractéristiques socio-historiques qui se seraient perpétuées au cours des siècles et qui occuperaient un rôle important dans le maintien de la présence d'un sens à Cuba, c'est-à-dire le maintien d'une finalité, d'un fondement et d'une unité. Cette présence de sens, ralentirait l'intériorisation de l'idéal néo-libéral aussi bien par la population que par les autorités gouvernementales. Les deux principales caractéristiques qui permettraient à Cuba d'évoluer distinctement à l'époque de la mondialisation de l'idéal néo-libéral pourraient être trouvées dans une tradition de résistance bien vive ainsi que dans une identité nationale exacerbée par l'État.

La thèse conclut que la tradition de résistance et l'identité nationale, si elles peuvent ralentir la pénétration et la réification de l'idéal néo-libéral à Cuba, ne sont pas suffisantes pour empêcher ces phénomènes de se produire. Les failles du système socialiste, la violence de la crise économique du début des années 1990, la légalisation par l'État de l'usage du dollar ainsi que de certaines activités ont facilité l'enracinement partiel de l'idéal néo-libéral dans la pratique et dans l'imaginaire cubain entre 1989 et 2000.

**À Vous et à Toi;
 À toutes celles et ceux qui, par la *res publica*,
 tentent d'ériger un monde meilleur;**

"Les rêves d'aujourd'hui seront les réalités de demain"

José Martí

-Dans ce cas, échafaudons dès maintenant les rêves les plus doux

David Mercier

Nous exprimons également notre reconnaissance au Fonds pour la Formation de Chercheurs et l'Aide à la Recherche (FCAR, 1998-2000), le Régime de bourses d'études supérieures de l'Ontario (BESO, 1999-2000) ainsi que l'École des Études supérieures de l'Université d'Ottawa pour leur très apprécié soutien financier. Nous souhaitons également remercier le département de science politique de l'Université d'Ottawa qui nous a permis d'occuper les fonctions d'auxiliaire à l'enseignement et à la recherche tout au long de nos études de deuxième cycle. Enfin, une mention toute spéciale à notre directrice, Claire Turenne Sjolander, pour une supervision humaine aussi efficace que professionnelle.

David Mercier
 avril 2000

ACRONYMES ET SIGLES

ANAP	Association nationale des petits agriculteurs
ANEC	Association nationale des économistes de Cuba
BM	Banque mondiale
CANF	Cuban American National Foundation
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CDR	Comité de défense de la Révolution
CTC	Centrale des travailleurs de Cuba
FEU	Fédération des étudiants universitaires
FMC	Fédération des femmes cubaines
FMI	Fonds monétaire international
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PCC	Parti communiste cubain
UBPC	Unité de production coopérative de base
UJC	Union des jeunesses communistes
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund

INTRODUCTION

La fin de la guerre froide est un thème qui a fait couler beaucoup d'encre dans les milieux scientifiques et notamment en science politique. Ouverture du monde sur lui-même, retranchements identitaires, accueil et rejet de l'Autre, telles sont des caractéristiques de la période post-guerre froide que d'aucuns identifient, et nous sommes de ceux-là, comme l'époque de la mondialisation accélérée. La mondialisation de la culture, des modes, de l'information et des idées s'effectue parallèlement au renforcement, dans plusieurs régions, de caractères locaux et distinctifs de nature linguistique, religieuse, culturelle ou historique. Toutefois, la facette de la mondialisation propre aux années 1990 qui traverse la totalité de la présente thèse est celle du normatif et de ses prolongements politiques, économiques et sociaux. Car les normes et les valeurs qu'une certaine mondialisation charrie ont pour effet d'influencer la vision du monde qu'un individu ou un groupe peut avoir, les décisions qu'il perçoit comme étant possibles ou utopiques, souhaitables ou indésirables. Par sa capacité à orienter la réflexion et l'action des sociétés humaines, la sphère du normatif gagne à être étudiée davantage.

L'idéologie néo-libérale, avec son projet civilisationnel et le bagage normatif qui l'accompagne, a été caractérisée par un dynamisme que la chute du mur de Berlin et l'écroulement de l'empire soviétique semblent avoir aiguillonné. L'ouverture de la «frontière» de l'Est et le recours plus ou moins réussi et justifié par les ex-pays socialistes des structures de la démocratie de marché ont consacré la défaite du socialisme réel. Par défaut, l'alternative se serait imposée avec le précieux concours de ceux qui percevaient en elle la solution à tous les problèmes. Seule la combinaison gagnante 'démocratie et marché' pouvait prétendre au remplacement de l'alternative en déroute. L'idéal néo-libéral est ainsi devenu

pour un grand nombre de gens et de décideurs politiques le seul principe organisateur légitime et cela, tant dans les sphères de l'économique, du politique que du socio-culturel. C'est aussi ce que soutient un discours très puissant de la mondialisation qui contribue au renforcement de l'idée selon laquelle il ne sert à rien de chercher une alternative ou une voie originale de développement. Si dans le contexte de la Russie, des pays de l'Europe orientale ou de la Mongolie cet idéal a été non seulement admis mais implanté de manière rapide avec un succès tout relatif, comment expliquer que tous les pays n'aient pas, au cours des années 1990, opté pour l'idéal néo-libéral comme échafaudage principal permettant la restructuration du modèle économique, politique et social?

Par une singularité qui s'exprime par une ouverture économique mitigée et par une structure politique de type autoritaire et unipartiste, le cas de Cuba a vivement suscité l'intérêt de l'auteur. Cela, dans la mesure où l'État cubain semble pourfendre l'idée de la mondialisation de l'idéal néo-libéral tout en procédant, d'une part, à une libéralisation partielle de son régime économique et, d'autre part, en maintenant officiellement le régime politique tel qu'il était, à peu de différences près, avant la fin de la guerre froide. Dans ce contexte, comment pourrait-on expliquer que Cuba ait pu et voulu persister, notamment depuis 1989, dans une voie qui se distingue de celle empruntée par les pays en transition et par de nombreux pays en développement? Comment expliquer cet apparent immobilisme politique et cette prudente ouverture économique alors que la tendance, qui peut être observée dans plusieurs autres pays d'Amérique latine ou de l'ex-camp socialiste, est à une ouverture politique et économique sinon totale, du moins rapide? En d'autres termes, donc, pourquoi Cuba semble-t-elle glisser vers les marges d'une structure mondiale en processus de

construction qui affecte le type de décisions qui sont prises à l'échelle de la planète? C'est là tout l'objet du présent travail de recherche.

La réponse préliminaire aux questions qui ont été posées précédemment pourrait être formulée de la manière suivante. Considérée dans sa totalité, Cuba comporterait certaines caractéristiques socio-historiques qui se seraient perpétuées au cours des siècles et qui tiendraient un rôle important dans le maintien de la présence d'un sens à Cuba. Le sens, qui peut être décomposé en trois piliers, -le fondement, la finalité et l'unité-, ralentirait l'intériorisation de l'idéal néo-libéral par la population aussi bien que par les autorités gouvernementales. Les deux principales caractéristiques qui permettraient à Cuba de conserver un sens et donc d'évoluer distinctement à l'époque de la mondialisation de l'idéal néo-libéral peuvent être trouvées, premièrement, dans la tradition de résistance. Ce premier agent serait conforté dans son action par une deuxième caractéristique fondamentale de la société cubaine, en l'occurrence une identité exacerbée et manipulée par l'État cubain. S'auto-renforçant, ces deux caractéristiques alimenteraient un sens proprement cubain qui, par sa présence, éviterait que l'idéal néo-libéral ne prenne rapidement racine dans la société cubaine de l'après guerre froide.

Mentionnons ici que par les recherches et la connaissance de terrain que nous avons de Cuba, les réflexions et les données que nous avons pu colliger sont particulièrement valables pour la capitale, La Habana. C'est en effet dans la capitale cubaine que nous nous sommes rendus en janvier 2000 afin de faire de la recherche sur le terrain. Aussi, en raison de la densité de la population et de l'état des infrastructures, c'est dans la capitale que les problèmes les plus aigus ont été rencontrés depuis la cessation de l'aide économique accordée à Cuba par l'ex-Union soviétique. Cela vaut autant pour l'approvisionnement en denrées alimentaires

que pour le secteur de l'habitation. Mais La Habana n'est pas Cuba. Par leur nature et leur acuité, les problèmes auxquels doit faire face la population sont sans doute différents de ceux qui affectent les résidents des villes provinciales ou des agriculteurs de l'arrière-pays. En raison des limites de temps et de moyens, nous avons dû nous restreindre géographiquement à La Havane. C'est donc malgré nous et conscients de cette réalité que nous aurons une fois de plus contribué à renforcer la tendance qu'ont quelquefois les études à s'attarder sur La Habana et de projeter, plus ou moins directement, leurs résultats à l'ensemble du pays.

C'est par rapport au contexte, au questionnement et à l'hypothèse que le chapitre premier s'emploie d'abord à présenter et à clarifier le cadre conceptuel dans lequel s'ancre la présente thèse. Parmi les notions de première importance que le chapitre premier définit afin d'éclairer le lecteur sur ce qui constitue les prémisses de départ, on compte celles de la mondialisation et de l'imaginaire qui l'accompagne. À ce sujet, le chapitre expose les tendances qui caractérisent le discours fort de la mondialisation, en l'occurrence celui émanant de l'idéal néo-libéral, et souligne les difficultés que pose ce discours en processus de mondialisation. Le discours néo-libéral de la mondialisation, de même que les valeurs qu'il porte, tendent à se répandre et à être rapidement intériorisés. Pourtant, ce discours serait affecté d'un handicap conceptuel marqué dans la mesure où ce dernier n'offrirait pas de sens en remplacement de celui qui habitait les sociétés de l'hémisphère Nord durant la guerre froide. Ce contexte met en relief les caractéristiques du cas cubain qui sont traitées respectivement dans les chapitres deuxième et troisième.

Le chapitre premier offre également une démonstration de la manière par laquelle s'articulent les liens entre les concepts de temps, d'histoire et de sens. Cette démonstration s'avère nécessaire afin de comprendre comment les notions de résistance, de tradition et

d'identité exacerbée alimentent la présence du sens. En outre, le chapitre tente d'exposer au lecteur le projet politico-normatif de l'auteur et, dans cette perspective, l'utilité que la thèse pourrait avoir dans la poursuite de ce même projet.

Le second chapitre, quant à lui, traite particulièrement de la tradition de résistance qui se serait développée au fil des siècles et qui permettrait, en conjonction avec l'identité cubaine exacerbée, d'alimenter à sa façon les piliers du sens cubain. La formation de la tradition de résistance est traitée via l'étude de l'histoire cubaine depuis la re-découverte de Cuba par les Espagnols à la fin du XV^e siècle jusqu'à l'année 2000. Le chapitre s'attarde d'abord à identifier les manifestations de résistance à travers le temps. Ces manifestations peuvent s'être exprimées à travers des mouvements sociaux, la littérature, des revendications économiques ou d'autres formes. Le chapitre deuxième soutient que la résistance, définie comme tout mouvement cherchant à contrer la présence de conditions perçues comme pouvant freiner la réalisation d'un groupe ou d'un individu donné, a constitué une caractéristique à ce point récurrente de l'histoire cubaine qu'elle en serait devenue une tradition, c'est-à-dire une manière d'agir et de réfléchir transmise de génération en génération. Concurrément à cette première tâche à laquelle s'adonne le chapitre deuxième, l'auteur tente d'identifier les liens entre le développement de cette tradition de résistance et sa capacité à nourrir, hier comme aujourd'hui, un ou plusieurs des trois piliers constitutifs du sens. La présence d'un extérieur constitutif marqué et présent tout au long de l'histoire cubaine aurait facilité l'alimentation des trois piliers du sens. En effet, la présence de l'Autre aurait favorisé la création d'un «Nous cubains» chauffé à blanc (pilier unité), d'un projet d'actualisation selon des valeurs et des normes souverainement déterminées (pilier fondement) dont la réalisation inscrit le présent dans des prolongements qualitativement meilleurs (pilier finalité).

La première caractéristique du cas cubain ayant été traitée dans le chapitre deuxième, le chapitre troisième se concentre sur la seconde caractéristique permettant la conservation d'un sens à Cuba, en l'occurrence l'identité cubaine exacerbée par l'État. C'est d'abord par l'étude de l'environnement physique que le chapitre troisième aborde le thème de l'identité cubaine. À cet effet, est entreprise une analyse du graphisme étatique afin de montrer comment l'environnement sémantique, informationnel et symbolique, c'est-à-dire les slogans, les leitmotivs, les noms utilisés et les thèmes abordés dans le discours officiel, arrivent à créer un environnement mental déterminé qui agit sur le processus de formation identitaire mais également sur la perception qu'ont les Cubains du reste du monde. Afin de pondérer cette perception populaire et l'action de l'État sur celle-ci, des cas d'actualité, dont celui -désormais (tristement) célèbre- de Elián González, sont étudiés. Pour les mêmes motifs, des fragments de conversations que nous avons eues lors de notre passage à La Habana seront intégrés de manière à présenter au lecteur non pas un portrait nécessairement représentatif de la population mais davantage pour illustrer et rapprocher le lecteur d'une réalité quotidienne certes abordée dans la littérature mais qu'il peut être difficile, depuis l'étranger, à se représenter. Observant que les commentaires provenant de la population cubaine se font plutôt rares dans les écrits sur Cuba, il nous a paru d'autant plus intéressant d'en insérer quelques uns dans notre chapitre. Précisons une fois de plus que ces propos recueillis et présentés ne servent pas à structurer le chapitre troisième mais bien à l'étoffer. Ainsi manipulée et piquée par l'État, l'identité cubaine arriverait à nourrir particulièrement l'imaginaire identitaire et collectif cubain qui peut être assez directement associé au pilier unité du sens. Aussi, le projet révolutionnaire dans lequel s'ancre l'identité cubaine pourrait être lié à un avenir réputé meilleur, en d'autres termes, au pilier 'finalité' identifié par Zaki

Laïdi dans sa définition du sens. De la même manière, ce projet révolutionnaire nourrit le pilier fondement du sens dans la mesure où il se fonde sur la résistance et la rétention d'un bagage normatif particulier, donc d'un socle commun sur lequel construire le présent et l'avenir.

Enfin, le chapitre quatrième a pour objectif d'analyser certaines mesures législatives d'importance adoptées au cours des années 1990 par le gouvernement cubain. Par l'examen de ces mesures, l'auteur tente de déterminer si elles s'inspirent ou non -et dans quelle mesure- de l'idéal néo-libéral. En quelque sorte, ce chapitre procède à l'évaluation du bien-fondé de l'hypothèse de départ et particulièrement des deux caractéristiques identifiées comme celles permettant la rétention d'un sens à Cuba. Enfin, les choix concrets que font les autorités cubaines ainsi que la population révèlent le niveau de réification de l'idéal néo-libéral et donc, la qualité de l'intériorisation de ce même idéal.

Les amendements législatifs étudiés touchent les secteurs agricoles, monétaires et financiers. Plus particulièrement, le chapitre examine la réforme agraire de 1994, la décriminalisation de la possession et de l'usage des devises étrangères de 1993 ainsi que la loi de 1995 sur l'investissement étranger. Prenant acte des modifications législatives apportées par le gouvernement cubain au cours de la période spéciale en temps de paix, le chapitre quatrième explique de quelles façons elles répondent de l'idéal néo-libéral et comment ce dernier s'immisce plus lentement à Cuba qu'ailleurs. Nous avons jugé préférable de procéder à ce type d'examen à la suite d'un passage en revue du discours que tient l'État à propos de la mondialisation de manière à pouvoir mieux constater si le discours et la pratique s'accordent ou s'ils se contredisent. Finalement, le chapitre reprend l'hypothèse de départ afin de la

pondérer en identifiant à la fois les éléments qui peuvent être confirmés et ceux qui doivent être infirmés.

La démarche qui vient d'être élaborée voudrait contribuer à l'éclaircissement de la notion de mondialisation étudiée d'abord comme un imaginaire porté par un discours fort. Le présent travail espère donc apposer une pierre supplémentaire à l'édifice de la compréhension du concept de la mondialisation appliqué à un cas précis, celui de Cuba. Si les réflexions et les recherches se basent sur un cas fort particulier qu'est celui de Cuba, la présente thèse espère contribuer à l'ouverture des phénomènes de la mondialisation sur des dimensions encore peu étudiées en politique internationale, en l'occurrence les notions d'imaginaire et de sens. Ces notions peuvent paraître vaporeuses, éthérées. Pourtant, leur étude se révèle plutôt fructueuse dans la compréhension du cas cubain et, par extension, des autres sociétés humaines de la période post-guerre froide. Si les phénomènes de la mondialisation sont souvent abordés via l'étude soit des relations internationales, économiques ou politiques, il appert que le recours à ces dimensions ne suffise pas à la tâche qui consiste à comprendre des cas particuliers dans toute leur complexité. D'autres éléments, bien qu'étant difficiles à mesurer, sont d'une importance qualitative non-négligeable. Parmi ces notions qui permettent de lier et d'étayer le politique, l'économique et les relations internationales, notons l'histoire, les traditions et les identités. L'insertion et l'usage de ces notions à la présente thèse contribuent au décroisement de la science politique et des autres savoirs qui tendent malheureusement à s'éloigner de leur tronc et de leur objectif communs.

CHAPITRE PREMIER

«L'Unidéologie, ça vous dit?»

«Les recherches visant à retrouver l'homme disparu hier dans la forêt Desbois seront prolongées de quelques heures encore malgré la rigueur du climat qui réduit les chances de retrouver en vie le disparu». Voilà une formule que nous avons entendue plus d'une fois dans les bulletins d'information. Il arrive que les recherches intensives se poursuivent au-delà de la limite au-dessus de laquelle il est probable de retrouver l'individu perdu. L'espoir est manifestement l'élément qui motive la prolongation des recherches. Si l'on se base sur ce que certains auteurs ont écrit par rapport au positionnement temporel de notre civilisation, cette analogie semble difficilement transposable au domaine de la politique internationale et comparée. En effet, en s'empressant de sonner le glas de l'histoire, certains se sont donnés bien peu de latitude pour rechercher et développer un mode de gestion et d'organisation sociétales qui limiterait la désarticulation du collectif et la perte de sens qui caractérise les sociétés de l'après-guerre froide¹. En célébrant la victoire d'un modèle de développement et d'organisation, la nécessité de formuler une autre façon de concevoir les relations internationales sembla s'estomper tout autant que la capacité de penser et de se représenter un monde meilleur, c'est-à-dire davantage en accord avec les aspirations d'une collectivité donnée. Envisager les choses de cette façon équivaut à avoir abandonné les recherches pour retrouver le perdu, pourtant encore peut-être en vie².

¹ Nous nous référons ici entre autres à la thèse de Francis Fukuyama in *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992. On remarquera que cette attitude triomphaliste renvoie à une ontologie qui défend et qui célèbre la victoire de la démocratie *de marché*. Ainsi, le manque de latitude auquel nous nous référons ne serait pas seulement le produit d'une insuffisance d'information ou de l'essoufflement de l'imagination humaine mais plutôt un exercice de rhétorique motivé par la volonté de voir se cristalliser un système particulier qui participe d'un projet politico-normatif déterminé.

² Sur l'idée de la fin des utopies et des idéologies et des risques qu'elle présente, on pourra consulter, par exemple, l'excellent ouvrage de Russel Jacoby, *The End of Utopia. Politics and Culture in an Age of Apathy*, New York, Basic Books, 1999.

Dans le cadre d'un questionnement sur le politique et sur les relations humaines aussi intimes que complexes qui le traversent, une interrogation en particulier donnera le ton à une partie importante de la présente réflexion. À une époque à laquelle le discours néo-libéral constitue une force majeure exerçant des pressions sur le type de décisions qui sont prises individuellement et collectivement, est-il possible que des individus, des sociétés ou des États puissent faire l'expérience de la mondialisation tout en résistant à divers degrés à l'idéologie de la globalisation³? Cette idéologie de la globalisation est décrite par R.W. Cox comme les "(...) structures de pensée avec lesquelles les peuples et leurs chefs s'expliquent ce qui se passe. L'idéologie de la globalisation enseigne qu'il n'y a pas d'alternative, qu'il y a une logique économique inexorable à laquelle les forces sociales résistent à leurs risques et périls"⁴. Nous nous référerons régulièrement à cette formule "d'idéologie de la globalisation" qui porte en elle une forte connotation néo-libérale qui empêcherait la réflexion d'évoluer dans des termes autres que ceux véhiculés par l'idéologie de la globalisation. Par résistance nous n'entendons évidemment pas l'idée de repli sur soi ou de volonté de vivre en autarcie mais bien de résister à la rhétorique néo-libérale et à ses invitations à procéder sur-le-champ à des ajustements économiques qui se répercutent sur l'ensemble de la vie humaine. Comme il le sera abordé ultérieurement, les ajustements dits vitaux ont tendance à extirper une partie du pouvoir décisionnel de l'humain ainsi que la capacité à se projeter au-delà des impératifs pressants du marché. En d'autres termes, nous chercherons à savoir s'il est possible -et si oui à expliquer comment- que des collectivités humaines puissent faire l'expérience de la mondialisation sans

³ Nous nous inspirons de ce concept, omniprésent dans l'oeuvre de R.W. Cox. À titre de référence, voir R.W. Cox et J. Sinclair, «Gramsci, Hegemony, and International Relations: an Essay in Method» [1983], in *Approaches to World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, pp. 124-143.

⁴ R.W. Cox, «Dialectique de l'économie-monde en fin de siècle», *Études internationales*, vol. XXI, n° 4, décembre 1990 pp. 694-695.

admettre à priori la validité et la légitimité de ce puissant discours lié à l'idéal néo-libéral en processus de mondialisation. À noter que ce puissant discours tend à faire à réfléchir et réagir les gens ainsi que leurs gouvernements dans des termes qui ne leur permettent pas nécessairement de répondre à leurs besoins, à leurs valeurs ou à leurs aspirations. Et la mondialisation dans tout ça?

Le concept de mondialisation, central à la présente réflexion, sera défini comme un état asymétrique de compression du temps et de l'espace rassemblant les conditions nécessaires à l'intensification des flux transfrontaliers de marchandises, d'idées et de capitaux. Cette dynamique a pour caractéristique d'être difficile à objectiver, que ce soit par l'État ou par la population. Cette difficulté favoriserait donc le développement de tout un imaginaire qui entoure la mondialisation et, à la rigueur, qui la réifie. Pour Zaki Laïdi, le concept d'imaginaire se définit "(...) comme un enchaînement entre faits identifiables communément admis, représentations contradictoires de ces mêmes faits et amplification de ces représentations dans l'espace (effet de généralisation) ou dans le temps (effet de structure)"⁵. En outre, pour Laïdi, l'imaginaire a tendance à "radicaliser le changement, la nouveauté, la rupture"⁶. Enfin, l'état de la mondialisation serait dépourvu d'espoirs constructifs et de buts que des individus, des familles, des associations et des gouvernements feraient leur en prenant les moyens nécessaires pour les atteindre. Si la période de la guerre froide a été une période riche en confrontations, elle a également été une période créatrice de sens, c'est-à-dire une période dynamo proposant à la fois objectifs à poursuivre, buts à atteindre et fondements ou

⁵ Zaki Laïdi, «Les imaginaires de la mondialisation», *Esprit* n° 246 (octobre 1998), p. 86. Ainsi, il convient de garder à l'esprit que la notion d'imaginaire est intimement liée à des représentations plus ou moins fidèles de fragments de la réalité présente ou passé. Une fois reprises par une collectivité donnée, ces représentations deviennent ce qui est ou ce qui a été.

⁶ *Ibid.*

repères sur lesquels les sociétés pouvaient se construire, s'organiser, se gérer et se représenter dans l'avenir.

Les moyens pour atteindre ces objectifs pouvaient différer d'un État à l'autre, d'une collectivité à l'autre. Dans cet ordre d'idées, Zaki Laïdi suggère que le progrès a été l'élément qui a mobilisé les masses et les énergies de toutes celles et ceux qui ont crû dans ce concept séduisant et rassembleur⁷. Pour Laïdi, la fin de la guerre froide aurait mis terme à la poursuite de cet idéal nommé progrès, idéal pour lequel les individus, les collectivités et les gouvernements étaient prêts à tout, la valeur-progrès légitimant la mobilisation de ces ressources par le sens qu'elle insufflait⁸. La poursuite de ce monde "qualitativement meilleur" fut encadrée par un conflit idéologique né de la mésentente entourant la définition de ce monde meilleur et de la meilleure façon de le construire. Le dénouement de la guerre froide, l'identification sans conteste d'un vainqueur, la détérioration rapide de l'environnement et les drames humains ont porté un coup fatal au très mobilisateur idéal-progrès. N'ayant pu résister à la victoire d'un modèle de développement sur l'autre, ce concept d'idéal-progrès ne semble pas davantage avoir été relayé par un complexe de sens qui servirait à la fois de vivifiant et de coagulant aux sociétés. En l'absence de celui-ci, des réactions variées d'ouverture et de repli,

⁷ Z. Laïdi, *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1994. Dans le contexte de la guerre froide, l'idée de progrès était intimement liée aux développements techno-scientifiques et à la capacité à consommer. Les programmes de conquête de l'espace, les développements rapides du crédit à la consommation ainsi que l'ouverture des grandes surfaces constituent quelques exemples illustrant le type de résonance qu'avait la notion de progrès dans les sociétés industrialisées et occidentales lors de la guerre froide. Précisons que si l'idée de progrès a été centrale au sens qui a régné pendant cette période, l'antagonisme idéologico-politique, la course à l'armement et l'accent mis sur les droits de la personne ont, eux aussi, nourri le sens de la guerre froide. Enfin, on notera que l'idée de progrès n'a pas été l'apanage de la seule guerre froide. En effet, les concepts de modernité et de progrès ont également été particulièrement signifiants et présents dans les sociétés européennes des Lumières.

⁸ L'idée selon laquelle l'idéal-progrès s'est écroulé avec la fin de la guerre froide est aussi partagée par Jean Chesneaux in *Habiter le temps. Passé, présent, futur: esquisse d'un dialogue politique*, Paris, Bayard, 1996, chapitre 10 «Du progrès linéaire au devenir ouvert», pp. 221-225.

de solidarité transnationale, d'exclusion et de violence sans nom expriment à leur manière la perte des repères sur lesquels s'était organisé le monde au cours de la guerre froide. Enfin, l'obsolescence de l'idéal-progrès aurait, d'une certaine façon, désancré l'humanité de son axe temporel. Ceci, dans la mesure où l'idéal-progrès laissait entendre aux collectivités qu'il fallait sortir du passé, transformer le présent et l'orienter vers un avenir meilleur dont la représentation s'effectuait via les termes proposés par l'idéal-progrès. Ainsi, en dépit des dérapages auxquels il a mené, l'idéal-progrès de la guerre froide avait tout au moins l'avantage d'ancrer dans l'axe du temps les sociétés qui s'en réclamaient. Cela n'est pas le cas du temps mondial que l'idéal néo-libéral paraît transporter avec lui, un temps qui devient

(...) le présent unique qui remplace le passé et le futur, qui sont liés à une vitesse limite qui est celle de la lumière. Nous avons mis en oeuvre une constante cosmologique -trois cent mille kilomètres par seconde- qui représente le temps d'une histoire sans histoire et le temps d'une planète sans planète, d'une Terre réduite à l'instantanéité et à l'ubiquité, et d'un temps réduit au présent⁹.

Aucun autre idéal rassembleur d'envergure ne semble être proposé pour se substituer à celui de l'idéal-progrès, rendu désuet avec la fin de la guerre froide. C'est bien là toute la difficulté à laquelle semblent confrontées les sociétés du temps mondial. Aucun autre idéal, sauf peut-être celui que nous qualifions d'idéal néo-libéral, un idéal dont la diffusion est non seulement souhaitée par une classe transnationale plus ou moins bien définie, mais qui profite également des conditions permettant le déploiement de la mondialisation. Depuis le début des années 1980 et particulièrement depuis la fin de la guerre froide, cet idéal semble avoir gagné la faveur d'un grand nombre de gens, de collectivités et de gouvernements. Particulièrement éloquente est la vitesse à laquelle l'idéal néo-libéral a gagné la faveur des gouvernements des pays en transition, des pays de l'Europe de l'Est mais aussi des pays asiatiques et d'Amérique

⁹ Extrait de Paul Virilio, *Cybermonde. La politique du pire*, Paris, Textuel, 1996. Cité par Jean-Claude Guillebaud in *La refondation du monde*, Paris, Seuil, 1999, pp. 96-97.

latine qui avaient, du temps de la guerre froide, choisi de se ranger du côté de *Moskva*. L'idéal néo-libéral constitue-t-il la voie obligée par laquelle la société des ex-pays socialistes ou des pays en développement pourra se réorganiser?

Si l'idéal néo-libéral s'est répandu rapidement, ce n'est pas sans poser problème. Car si le néo-libéralisme exerce un certain attrait, cela ne signifie pas pour autant qu'il propose de sens en remplacement de celui qui était présent lors de la guerre froide. Il semblerait plutôt que cet idéal, si séduisant aux yeux de plusieurs, convienne à l'avancement du projet politico-normatif d'une portion de la population qui gagne à en faire la promotion. Aussi, l'intérêt que suscite cet idéal et ce, même chez les populations qui n'ont que peu à y gagner, peut sans doute être expliqué par le fait qu'il répond, de manière cohérente, aux principes d'urgence et d'inévitabilité exprimés dans le discours néo-libéral de la mondialisation. Cela nous paraît évident dans la mesure où il favorise la gestion du temps et des avoirs présents en occultant la nécessité de penser l'avenir, de se soucier des problèmes environnementaux et de gestion du long terme; le présent étant suffisamment problématique, conflictuel et stressant pour que toutes les énergies y soient consacrées¹⁰. Sous cet angle, l'idéal néo-libéral trouverait dans l'absence des repères traditionnels qui caractérise le temps mondial un terreau tout à fait approprié à son développement.

Une référence au type de relation au temps qu'ont les sociétés semble ici utile à évoquer, d'autant plus que la mondialisation est souvent partiellement décrite par l'idée de compression du temps. En effet, il semble que les sociétés soient de plus en plus soumises à

¹⁰ J. Chesneaux, *ibid.*, pp. 73; 84, observe également cette tendance en notant que les privatisations opérées expéditivement pour des motifs douteux ainsi que les interventions humanitaires ponctuelles qui remplacent les mesures de préventions, sont de flagrants exemples de cette "volonté présentéiste" ou de ce qu'il identifie comme la "valorisation présentéiste de l'immédiat".

l'impératif du temps, de la vitesse et de l'instantanéité, que ce soit via les moyens de communication et de transport, par l'informatique ou les sciences qui font s'entre-choquer le temps naturel, c'est-à-dire le temps qui se rapporte à la biologie, à la physiologie et aux cycles des saisons, et le temps social, celui qui découle de l'invention humaine. Cette compression du temps et les frictions qu'elle génère favoriseraient un repli sur le temps présent, repli qui rendrait la société incapable d'évaluer son cheminement historique, de critiquer la période dans laquelle elle évolue et de se penser dans l'avenir. Par son incapacité à "habiter le temps", la société ne serait plus en mesure de s'arrimer à un sens¹¹. Cette incapacité des sociétés actuelles faciliterait donc, elle aussi, la diffusion et l'intériorisation de l'idéal néo-libéral, un idéal qui ne se propose pas de réintroduire les collectivités sur l'axe du temps, c'est-à-dire dans leur passé, leur présent et leur futur. Après tout il ne faut espérer tant d'un idéal qui semble très bien pouvoir fonctionner en mode *tout-de-suitiste*. Si cet idéal peut s'en contenter, on peut douter que tel soit le cas de l'humanité et de sa planète aux ressources limitées.

L'idéal néo-libéral en processus de mondialisation ne semble proposer de sens autre que celui de la rentabilité économique et des performances de l'instant. Cette question de l'absence de sens de l'idéal néo-libéral est d'autant plus importante à nos yeux que les résultats offerts par l'option néo-libérale sont assez peu reluisants si l'on considère que l'écart entre les plus riches et les plus pauvres tend à s'accroître tout autant que l'instabilité et la précarité qui en découlent¹². Le discours qui prétend que des «ajustements» sont nécessaires pour assurer un avenir que l'on peine à se représenter constitue un exemple d'approche qui, pour des fins de rentabilité immédiate, semble faire fi des conséquences vécues par des gens qui doivent

¹¹ *Ibid.*, «prologue», p. 9.

¹² Ce constat est effectué par plusieurs observateurs. On lira, à titre indicatif, Gérard Fonteneau, «Nous ne sommes pas impuissants devant la mondialisation!», in Sylvie Paquerot (dir.), *L'État aux orties?*, Montréal, Écosociété, 1996, pp. 54-55.

composer avec un environnement qui se dégrade, avec une dévaluation monétaire qui ruine les économies de toute une vie, des compressions budgétaires qui se reflètent dans un retrait du soutien offert par l'État et combien d'autres «adaptations» qui favorisent le repliement des populations dans un sauve-qui-peut présentéiste qui compromet l'avenir. La diminution de 48% du PIB des républiques de l'ex-Union Soviétique entre 1990 et 1996¹³ ne peut qu'avoir de très sérieuses répercussions sur les populations les plus défavorisées de cette région. De plus, cette dynamique engendre des problèmes d'articulation des forces sociales, économiques et politiques de la région affectée mais aussi des régions environnantes. On ne peut qu'être suspicieux devant ce genre de (dés-) ajustements macro-économiques.

L'instabilité sociale, politique ou économique qu'engendre la précarisation des conditions de vie de larges pans de la population semble une caractéristique des sociétés s'étant inspirées de l'idéal néo-libéral. Cela, sans toutefois combler l'absence de sens perdu par l'implosion de l'idéal-progrès. L'idéal néo-libéral, qui privilégie le rendement à court terme et le moment présent, se trouve bien mal adapté à la nécessité qu'ont les sociétés de pouvoir se projeter dans le temps, de se représenter elles-mêmes et de se mobiliser dans la poursuite d'un objectif commun et rassembleur pour lequel les membres de ces collectivités sont prêts à s'investir "(...) personnellement, affectivement ou collectivement, autrement que par nécessité économique"¹⁴. Si l'idéal néo-libéral semble attrayant aux yeux de ceux qui détiennent le grand capital, s'il arrive même à être intériorisé chez ceux qui devraient pourtant le craindre le plus, rien ne paraît indiquer qu'il puisse constituer un sens. Un projet civilisationnel dépourvu de sens? En fait, aucun concept/projet suffisamment consistant ne semble actuellement être en

¹³ United Nations, *World Economic and Social Survey 1997*. New York, United Nations, 1997, p. 261.

¹⁴ Z. Laïdi, *ibid.*, p. 23.

mesure de pouvoir remplacer la valeur-moteur de l'idéal-progrès à laquelle ces pays et leur population respective s'étaient arrimés au cours de la guerre froide, provoquant ainsi instabilité dans le présent et crainte du futur. Cette tendance vient d'ailleurs renforcer le comportement d'évitement des questions de fonds et des implications à long terme par les autorités qui jugent préférable de ne pas s'engager dans des opérations dont les résultats ne sont pas observables à court terme, sous peine de perdre de leur légitimité d'ailleurs déjà engagée dans un processus d'effritement. Ce qui n'est pas utile ou rentable dans l'immédiat doit être remis à plus tard ou, mieux encore, relégué aux oubliettes¹⁵.

Dans un monde que l'on dit privé de sens depuis la fin de la guerre froide, est-il possible d'envisager l'expérience de la mondialisation autrement qu'en s'inspirant de cet idéal qui séduit les collectivités, occupe le vide laissé par l'anéantissement de l'idéal-progrès sans toutefois insuffler un élément essentiel, celui du sens, aux sociétés qui s'imprègnent de cet idéal? En d'autres termes, est-il envisageable qu'une société fasse l'expérience de la mondialisation et l'absence de sens qui l'accompagne tout en évitant la démobilisation populaire, l'instabilité patente et la précarité généralisée que l'idéal néo-libéral adopté par défaut contribue à perpétuer?

Nous avons jugé pertinent de chercher une réponse à cette interrogation en abordant le phénomène de la mondialisation dans le contexte cubain, cet État périphérique aux caractéristiques très marquées qui se distingue par son orientation politique socialiste et autoritaire. Cuba se démarque également par les difficultés majeures rencontrées à la suite du remarquable affaiblissement du pôle auquel elle était liée. À nos yeux, le cas de Cuba vient à la fois éclairer les potentialités et stigmatiser les problèmes, les tensions et les pressions que la

¹⁵ *Ibid.*, p. 180 et s.

mondialisation engendre. Pour fin de clarification, mentionnons que ce travail ne prétend d'aucune façon défendre le régime cubain, loin s'en faut. Car en fait, qui pourrait être en faveur d'un régime qui n'a que peu d'égards pour le respect des libertés fondamentales? Cuba ne constitue pas un exemple de démocratie bien ancrée ni de développement économique réussi. Plus précisément, l'étude du cas cubain servira de prétexte afin de pousser davantage notre réflexion sur le *temps mondial* et sur ses enjeux. Aussi, l'analyse de certaines dimensions de Cuba nous permettra de décortiquer la notion de sens, d'étudier la façon dont il se constitue et se transforme. Une compréhension approfondie ou différente de la dynamique du sens stimulera peut-être la réflexion qui devrait s'effectuer en regard du sens que l'on veut se donner individuellement mais aussi, et surtout, que l'on souhaite développer collectivement. Le cas cubain ne servira donc pas d'exemple mais plutôt de matière à réflexion sur les fondements, l'organisation et le fonctionnement des collectivités dans la période post-guerre froide.

En considérant ce qui précède, comment peut-on expliquer que Cuba ait pu et voulu persister, particulièrement depuis 1989, dans une voie qui se distingue de celle empruntée par les pays en transition ainsi que par de nombreux pays en développement?

Nous prendrons pour acquis que Cuba, malgré certains ajustements apportés dans les secteurs agricole, monétaire et financier, continue à se distinguer de la voie suivie, par exemples en Roumanie, au Mexique, en Russie ou en Mongolie, dans la mesure où ces États, contrairement à Cuba, ont opté pour l'abandon d'une série de mesures pour adopter, tant bien que mal, la démocratie de marché couplée à une multitude de réformes de type néo-libéral, parmi lesquelles comptent la privatisation systématique des entreprises d'État, la libéralisation et la déréglementation de l'investissement étranger direct, la vente de parcelles de terre, etc. Malgré ces réformes, des problèmes économiques, sociaux et environnementaux d'envergure

persistent. L'articulation entre société, économie, État, passé, présent et avenir semble absente ou encore incapable de faire face à la nouvelle donne. La précarisation de ces économies et des conditions de vie de leur population ne font que complexifier la tâche. Toutefois, par rapport aux exemples précédents, Cuba, même avec son lot de difficultés sociales et économiques qui n'est pas sans ressembler à celui des pays en transition, semble offrir une certaine résistance¹⁶ ou une moindre prégnance à l'idéal néo-libéral en processus de mondialisation et aux pressions qu'il exerce sur les États et leur population à l'ère du temps mondial. Comment cela peut-il être expliqué? Comment interpréter autrement qu'en invoquant la seule présence de Castro que les Cubains, dès 1989 ou 1991, n'aient pas abandonné le régime, qu'ils ne se soient pas révoltés contre leurs dirigeants et leur système, qu'ils se soient soumis aux éprouvantes périodes de rationnement énergétique et alimentaire ainsi qu'au durcissement ponctuel des restrictions des libertés fondamentales? Les exemples de manifestations et de révoltes contre des régimes impopulaires sont nombreux, dans les pays en transition, développés, en développement, démocratiques ou non. Ces révoltes ont également été très nombreuses dans l'histoire cubaine. Pourquoi cela ne s'est-il pas produit à Cuba si, comme le prétendent respectivement Laïdi et ceux qui font la promotion de l'idéal néo-libéral, le monde est privé de sens et que la mondialisation est celle qui passe nécessairement par l'adoption de la démocratie de marché?

¹⁶ Une définition intéressante de résistance a été proposée par Robert W. Cox dans «Dialectique de l'économie-monde...», *loc. cit.*, p. 695. Ce passage est particulièrement éloquent: "Des groupes humains qui se définissent de diverses manières tentent de choisir leurs propres voies -comment produire autrement, comment vivre autrement qu'avec les structures et les normes prescrites par la globalisation. Bien que faible sur le plan de la puissance économique et militaire, ces tendances contestataires de diversification posent un défi surtout idéologique, puisqu'elles nient, en effet, l'affirmation de la nécessité historique, de l'inévitable globalisation". Dans le même ordre d'idées, la notion de "réaction antiglobalisante" qui proviendrait éventuellement du Sud et à laquelle se réfère Cox, *ibid.*, p. 703, semble intéressante à considérer dans le cadre de cette thèse. Est-ce que l'étude du cas cubain pourrait confirmer cette affirmation controversée? Nous tenterons de répondre à cette interrogation lors de la conclusion.

Sur la base de la problématique ci-haut présentée, nous émettons l'hypothèse selon laquelle Cuba a pu persister dans une voie qui se distingue de celle empruntée par les pays en transition en raison de la conservation des trois piliers du sens, c'est-à-dire le fondement, l'unité et la finalité. Cette présence de sens serait redevable à deux caractéristiques principales de la société cubaine, en l'occurrence une tradition de résistance à tout ce qui l'empêche de se réaliser ainsi qu'une identité cubaine sans cesse interpellée et actualisée par un État très présent et actif.

Afin de clarifier certains termes contenus dans l'hypothèse, il convient de préciser que nous nous référerons à la triple notion de fondement, d'unité et de finalité utilisée par Zaki Laïdi pour caractériser le concept de sens¹⁷. Cette division du sens en trois piliers nous paraît intéressante et utile dans la mesure où elle pourrait servir de guide à notre recherche empirique. Pour compléter la définition que donne Laïdi du sens, il paraît avantageux de garder à l'esprit la notion de sens telle que la définit Jean Chesneaux. En fait, pour lui,

(...) le sens, n'est-ce pas le devenir même de la société, à travers la conscience que nous en avons! Le sens se formerait ainsi dans la relation de l'avant et de l'après, du passé et de l'à-venir; et ceci vaut pour le sens que nous cherchons à donner à notre vie sociale comme à notre vie personnelle¹⁸.

Et d'ajouter,

(...) ce sens, si incertain et pourtant si vital, s'inscrit dans l'axe temporel qui va du passé à l'avenir via le présent. Il se nourrit à la fois du parcours effectué et de l'évaluation qu'on en fait, de la lucidité critique face au présent, et des projets, des espérances en direction de l'avenir¹⁹.

Ces derniers éléments paraissent fort importants à considérer et ne viennent nullement remettre en question la définition du sens donnée par Laïdi. Car en fait, il semble plus aisé de

¹⁷ Z. Laïdi, *ibid.*, p. 15.

¹⁸ J. Chesneaux, *ibid.*, p. 80.

¹⁹ *Ibid.*, p. 9.

comprendre la difficulté que pose la mondialisation de l'idéal néo-libéral aux trois piliers du sens identifiés par Laïdi si l'on tient compte du fait que, pour se déployer, ces piliers doivent être inscrits dans le temps. En l'absence de cette condition -et l'idéal néo-libéral semble incapable de la créer- comment est-ce que le pilier finalité, par exemple, pourrait-il se développer si, comme le suggère P. Virilio, le spectre du temps a tendance à se rétrécir non seulement au présent mais à l'instant? En définitive, pour admettre la notion même de finalité, il faut que le temps soit «ouvert», c'est-à-dire qu'il permette à la réflexion de se sortir du présent pour être par la suite en mesure de se projeter dans l'avenir et d'échafauder des projets en conséquence. Décloisonner le temps deviendrait donc une nécessité pour que les trois composantes du sens puissent être alimentées.

Pour fin de clarification théorique, nous référerons au concept de tradition tel que présenté par Fernand Dumont, c'est-à-dire comme "(...) la raison d'être des coutumes, qu'elle justifie sans les expliquer. (...) La tradition constitue à sa manière une mémoire d'un caractère singulier. (...) Si elle reporte au passé, (...) [c'est] avant tout pour y trouver la légitimité des actions du présent"²⁰. Quant à la notion de «réalisation de la société cubaine», elle se réfère à l'idée de développement et d'évolution qualitative touchant à la fois le politique, l'économique et le culturel tant au niveau collectif que personnel. Enfin, l'identité se rapporte au lien qui unit les collectivités, un lien composé de valeurs, d'images et de repères auxquels les membres d'une collectivité se réfèrent et se reconnaissent entre eux et par rapport aux Autres.

Au cours du présent travail, la mondialisation sera avant tout considérée dans sa dimension discursive. Aussi tenterons-nous d'éviter de considérer que la mondialisation porte *en elle-même* un discours qui lui soit propre et qu'elle prenne à coeur de le répandre comme si

²⁰ Fernand Dumont, *L'Avenir de la mémoire*, Montréal, Nuit blanche/CEFAN, 1995, p. 20.

elle avait intérêt à se déployer en convainquant le monde entier de ses bienfaits. En fait, il semble plutôt que pour chaque interprétation de la mondialisation corresponde une vision ou un projet particulier qu'un discours approprié présente comme *la* mondialisation, aussi unidimensionnelle qu'unique. Une fois intériorisés et opérationnalisés, ces discours favorisent la réification, c'est-à-dire la concrétisation, d'une mondialisation qui reflète plus ou moins le projet qui avait au départ structuré *le* ou *les discours* de la mondialisation. Par sa subtilité, la dimension discursive de la mondialisation est difficile à évaluer mais se doit tout de même d'être problématisée puisqu'elle se trouve à la base des pressions qui sont exercées sur les populations et sur l'État, particulièrement dans les pays en développement et en transition.

Selon le très puissant discours néo-libéral, les sphères économique, sociale et culturelle devraient se soumettre inconditionnellement au marché, ce dernier devant impérativement être libéré de toute contrainte afin de favoriser une allocation optimale des ressources. Or, ces ajustements, s'ils étaient proposés parmi une multitude d'autres et étaient soumis au débat, ne poseraient sans doute pas de problème en soi. En fait, les préceptes néo-libéraux ont tendance à être présentés d'une manière si agressive que plusieurs observateurs en sont venus à noter que le discours entourant ces «commandements» comportait des ressemblances flagrantes avec d'autres discours totalisants²¹. Ainsi, ce discours néo-libéral aurait tendance à délégitimer d'office toute proposition contraire, en l'occurrence des propositions qui contiendraient des éléments interventionnistes, nationalistes, etc. Cette tendance qu'a le néo-libéralisme en processus de mondialisation à disqualifier à priori des idées ne provenant pas de son corpus et à se présenter comme l'unique ensemble légitime d'idées remet en question le principe

²¹ À titre indicatif, on pourra consulter à ce propos Jacques Rancière, *La Méésentente*, Paris, Galilée, 1999, particulièrement le chapitre intitulé «Démocratie ou consensus», pp. 135-165; Pierre Rosanvallon, «Culture politique libérale et réformisme», *Esprit*, vol. 3-4 (mars-avril 1999), pp. 161-170; et J.-C. Guillebaud, *op. cit.*, pp. 65-68.

démocratique. Plus fondamentalement encore, c'est la notion même du politique, cet espace de débat où doit se confronter le pluralisme, qui est niée²².

En fait, la forte connotation normative que porte l'idéal néo-libéral influence de manière non-négligeable l'articulation des relations internationales. La rentabilité optimale obtenue par un processus d'élargissement et d'ouverture tout aussi optimale des marchés devrait conduire à une prospérité inégalée. La multiplication des regroupements régionaux et continentaux semble constituer une réponse concrète de l'intériorisation des normes charriées par la mondialisation de l'idéal néo-libéral. Grands ou petits, puissants ou fort modestes, les pays doivent se regrouper, la menace d'exclusion planant au-dessus des retardataires²³. Le discours néo-libéral de la mondialisation pousse les États-Économies en processus d'effritement à se regrouper au plus vite, à procéder à une harmonisation de leurs politiques macro-économiques et à donner davantage d'espace au laissez-faire que l'on juge -à tort- garant de la prospérité et du bien-être général²⁴. Le pouvoir normatif de l'idéal néo-libéral est tel qu'il semble actuellement constituer un projet ou un "programme" politique qui n'est pas nécessairement explicite mais bien effectif²⁵. L'importance que ce discours accorde à la prépondérance de l'économie sur le socio-politique, un peu comme si ces deux sphères évoluaient pour elles-mêmes sans être intimement inter-reliées, ne peut que renforcer la

²² Pour les détails, on lira deux écrits de Chantal Mouffe. D'abord, *Le politique et ses enjeux: pour une démocratie plurielle*. Paris, La Découverte/MAUSS, 1994; ainsi que «The End of Politics and the Rise of the Radical Right», *Dissent*, vol. 42, n° 2 (automne 1995), pp. 498-502. Sur la question, peut aussi être éclairant l'ouvrage de Nicolas Tenzer, *La société dépolitisée. Essai sur les fondements du politique*, Paris, PUF, 1990.

²³ Richard E. Baldwin, «The Causes of Regionalism», *The World Economy*, vol. 20, n° 7 (novembre 1997), pp. 877-882.

²⁴ Benjamin R. Barber, *Djihad versus McWorld. Mondialisation et intégrisme contre la démocratie*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996, particulièrement le chapitre 12, «Le capitalisme sauvage contre la démocratie», pp. 241-255.

²⁵ Pierre Bourdieu, «L'essence du néo-libéralisme», *Le monde diplomatique* (mars 1998), <http://www.monde-diplomatique.fr/md/1998/03/BOURDIEU/10167.html>.

tendance à la dépolitisation des problématiques humaines. Tel que mentionné précédemment, cette dépolitisation ne peut qu'amputer les principes de la démocratie et du politique. Le corollaire de ce phénomène est sans doute l'amputation de la capacité de l'humain à choisir le meilleur moyen de parvenir à son bien-être et à celui de ses semblables.

Au cours des vingt dernières années, bon nombre de pays semblent avoir répondu, plus ou moins à contrecœur, au souhait exprimé par ceux qui font la promotion de la mondialisation de l'idéal néo-libéral en procédant à une restructuration parfois en profondeur de leur économie en fonction de préceptes néo-libéraux tels la privatisation, la déréglementation et le retrait souhaité du rôle de redistribution de la richesse que l'État jouait précédemment. Par ses multiples coûts sociaux, la restructuration affecte, à divers degrés et niveaux, l'ensemble de la population. En Amérique latine, le Mexique est une figure de cas assez éloquent d'une dite modernisation qui s'est effectuée dès la fin des années 1970 par l'application d'un grand nombre de mesures de type libéral puis néo-libéral. L'adhésion du Mexique à l'ALÉNA a d'ailleurs marqué la cristallisation et l'intériorisation du projet néo-libéral par l'élite mexicaine dirigeante²⁶. Le cas du Mexique ne constitue qu'une illustration de la vivacité avec laquelle l'idéal néo-libéral s'est répandu dans ce pays et en Amérique latine au cours des années 1980 et 1990 sans pour autant régler tous les problèmes auxquels est toujours confrontée la population²⁷. Ces problèmes, liés à la santé, à la criminalité, à l'insalubrité environnementale et à la décomposition du tissu social sont

²⁶ David Mercier, «Le régionalisme stratégique dans les Amériques: tenants et aboutissants de l'ALÉNA vus d'une perspective mexicaine», *Études internationales*, vol. XXXI, n° 1 (mars 2000), pp. 111-133.

²⁷ À titre indicatif, on lira Don D. Marshall, *Caribbean Political Economy at the Crossroads. NAFTA and Regional Developmentalism*, London, Macmillan Press, 1998, pp. 169-170; ainsi que Miguel Székely, «Aspectos de la desigualdad en México», *El Trimestre Económico*, vol. LXII(2), n° 246 (avril-juin 1995).

d'ailleurs aussi très présents en Russie, pays ayant subi de fortes pressions pour que l'ensemble de ses structures économiques participent des normes néo-libérales²⁸.

La tendance des États et des individus à réagir et à agir selon les normes prescrites par l'idéologie de la globalisation et par son serviteur le plus fidèle, le marché, pour seulement ensuite questionner la nature et la qualité des conséquences de l'application de ces normes sur les collectivités doit impérativement être renversée, au contraire de quoi la "concurrence est [pourrait devenir] le moteur **d'une histoire dépourvue de sens** (...)"²⁹. Cet état d'esprit favorisant la fuite en avant s'ancre et se concrétise dans des pratiques politiques et économiques qui "(...) consacre[a]nt la pérennité de l'éphémère"³⁰. Cet état d'esprit doit être modifié. Et peut l'être. Pour ce faire, des espaces de réflexion doivent être créés, autant au niveau individuel que collectif. En effet, comme le rappelle François Chesnais, la mondialisation est foncièrement politique, malgré l'idée répandue du contraire, puisque les gouvernements qui choisissent de se plier aux exigences des canons de la mondialisation ont aussi le choix d'y résister³¹. D'ailleurs, qui sont ceux qui aménagent le cadre politique permettant la mondialisation de l'économie si ce ne sont les États qui répondent de manière plus ou moins adroite à diverses pressions? Les choix orientés par le précepte mondial de la compétitivité doivent être problématisés et politisés, c'est-à-dire qu'il faut collectivement nous

²⁸ Michel Chossudovski, *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Écosociété, 1998, pp. 193-206.

²⁹ Philippe Thureau-Dangin, *La concurrence et la mort*, Paris, Syros, 1995, p. 49. Nous faisons aussi référence aux débats intenses qui animent plusieurs sociétés relativement aux mesures à prendre et aux façons d'utiliser les ressources financières rendues disponibles après des années de compressions budgétaires et qui, comme si elles s'étaient habituées à vivre de coupures, ne pouvaient admettre l'idée -et la nécessité- de réinvestir dans la santé, la culture, l'éducation, etc. en raison de l'intégration de l'idée selon laquelle les dépenses sociales peuvent nuire à la compétitivité d'une économie.

³⁰ F. Dumont, *op. cit.*, p. 43.

³¹ François Chesnais, *La mondialisation du capital*, Paris, Syros, 1994, p. 23.

demander à qui bénéficieront ces choix, pour quelles raisons ils ont été pris et dans quels buts.

Comme évoquée plus tôt, la tendance actuelle consiste à attribuer aux termes que véhicule l'idéologie de la mondialisation la qualité d'unique alternative praticable et viable pouvant orienter l'action des États comme des individus³². Dans ce contexte et à partir des observations documentées par une littérature abondante, l'idée d'admettre cette donne à prétention unique et universelle nous paraît fort risquée et pour ce motif, nous remettons dès maintenant en question l'unidéologie ambiante que promeut le puissant discours néo-libéral en processus de mondialisation³³. À propos du discours de la mondialisation à tendance totalisante, Riccardo Petrella a noté que parmi les grands objectifs devant être atteints par les sociétés dans les années à venir, le plus urgent consiste à "(...) délégitimer la rhétorique dominante. Il faut refuser à la rhétorique dominante toute légitimité comme capacité de création du futur"³⁴. Cette idée est d'ailleurs partagée par Cecelia Lynch qui, dans un sens similaire, écrit que les mouvements sociaux ont le pouvoir d'influencer la politique internationale en démontrant l'illégitimité du discours ambiant. La rupture du discours

³² La dimension idéologique de la mondialisation a été traitée de manière intéressante par certains auteurs d'inspiration néo-gramscienne. Voir entre autres R.W. Cox, «A Perspective on Globalization», in J.H. Mittelman (dir.), *Globalization: Critical Reflections*, Lynne Rienner Publishers, Boulder et London, 1996, pp. 21-30; C. Turenne Sjolander, «The Rhetoric of Globalization: What's in a Wor(l)d ?», *International Journal*, vol. LI, n° 4 (automne 1996), p. 604; F. Chesnais, *La mondialisation du capital*, Paris, Syros, 1994, pp. 1-31.

³³ *Unidéologie*: néologisme réunissant les termes 'uni' (seul, unique) et idéologie que nous avons créé et auquel nous nous référerons régulièrement afin d'exprimer en un seul vocable les prétentions totalisantes, universalistes (homogénéisation positive), d'incontournabilité, «d'inévitabilité» et de «flexibilité obligée» du marché du travail qu'un discours très répandu de la mondialisation semble véhiculer et que nous remettons en question. *Unidéologie* se réfère aussi à l'expression "idéologie de la globalisation" utilisée par R.W. Cox; au syndrome TINA (*There Is No Alternative*) et à la 'Trinité' privatisation-libéralisation-déréglementation que critique Samir Amin in *La gestion capitaliste de la crise*, Paris, l'Harmattan, 1996; ainsi que l'idée de "convergence universelle" exprimée par John Williamson in *The Progress of Policy Reform in Latin America*, Washington, D.C., Institute for International Economics, 1990.

³⁴ Riccardo Petrella, «Urgence: re-crée la citoyenneté. Au-delà de l'économie de marché capitaliste mondialisée, libéralisée, déréglementée, privatisée et compétitive», in *L'État aux orties?*, op. cit., p. 27.

dominant aurait donc pour effet de justifier l'élaboration d'alternatives à un type d'économie politique et internationale qui insatisfait à divers degrés les populations³⁵.

Si les objectifs de la présente recherche ont déjà été présentés, il convient ici de noter un objectif indirect auquel l'auteur de la recherche tient particulièrement. En fait, il nous paraîtrait fort intéressant d'utiliser le cas cubain afin de démontrer qu'il est possible de faire l'expérience de la mondialisation tout en poursuivant des objectifs collectifs particuliers et définis en fonction d'un sens qui va à l'encontre des préceptes que propose l'idéal néo-libéral en processus de mondialisation. Bien sûr, ce sens est construit et maintenu par des mesures pour le moins douteuses. Pourtant, la démonstration du fait que l'intégration massive des préceptes néo-libéraux véhiculés par la mondialisation n'est pas inévitable nous paraît fondamentale et extrêmement utile. En effet, si l'étude du cas cubain suggère qu'il est possible de vivre la mondialisation et ses pressions autrement qu'en faisant de l'idéal néo-libéral un à-priori qualifié d'inévitable dans le discours de l'unidéologie, une brèche pourrait être créée dans ce discours. De cet exemple de dé-légitimation du discours que nous espérons dégager de l'étude du cas cubain pourrait surgir un espace global de réflexion qui évoluerait en dehors du discours que tiennent les tenants du néo-libéralisme et de leur conception univoque et inexorable de la mondialisation. Cet espace constituerait un lieu privilégié de rencontre pour la pensée et la réflexion politique publique d'où pourrait, éventuellement, émaner sinon des idées, du moins l'espoir d'établir des rapports plus sains entre la représentation que l'on se fait de la mondialisation et les collectivités. N'est-ce pas là un premier pas dans la bonne direction?

En d'autres termes, la rupture présumée du discours néo-libéral qui pourrait, hypothétiquement, être identifiée à travers le cas cubain empêcherait la réification du caractère

³⁵ Cecelia Lynch, «Social Movements and the Problem of Globalization», *Alternatives*, vol. 23, n° 2, 1998, p. 159.

inévitables véhiculés par l'unidéologie en processus de mondialisation qui se concrétise par la *convergence universelle* des politiques et partant, des difficultés qui y sont liées. La brèche ainsi créée dans le discours permettrait ne serait-ce que la possibilité de repenser et redéfinir la politique des États les moins avancés économiquement en fonction de paramètres que l'on tenterait de penser et de construire en fonction des aspirations locales, c'est-à-dire en leur donnant un sens local et non pas en les pensant obligatoirement dans le cadre d'inéluctabilité que le discours mondialisant présente. Par ricochet, c'est donc une ouverture sur la ré-articulation des relations internationales à l'ère du *temps mondial* qui serait ainsi créée et qui suggérerait que le 'local' peut très bien entrer en rapport avec le 'global' et le 'mondial' sans adopter nécessairement l'idéal néo-libéral dominant. En d'autres termes, la présence d'un sens local inscrit dans un axe temporel décloisonné, c'est-à-dire ouvert sur le passé et sur l'avenir, permettrait peut-être aux collectivités de vivre la mondialisation plutôt que de la subir.

La tendance à "fuir dans le présent"³⁶ en faisant abstraction du passé et en se refusant à penser l'avenir est une caractéristique de notre temps qui pose de nombreux problèmes. Or, comme notre hypothèse le suggère, il semble s'être construit au fil de l'histoire cubaine une tradition de résistance qui faciliterait l'articulation du passé et du présent tout en permettant aux Cubains d'espérer un avenir qui justifierait les efforts investis et qui surtout, respecterait leur histoire qui est celle d'une quête d'appropriation économique, politique et sociale inscrite dans la mémoire et la conscience collectives. Le prochain chapitre abordera ces thèmes et tentera d'expliquer comment cette tradition de résistance s'est constituée au cours des siècles et comment celle-ci pourrait permettre aux Cubains de faire l'expérience de la mondialisation sans nécessairement s'inscrire dans le courant de convergence universelle.

³⁶ Expression empruntée à J. Chesneaux, *ibid.*

CHAPITRE DEUXIÈME

«L'histoire cubaine; ou l'histoire d'une résistance»

Les traits d'une nation se dessinent lentement au fil du temps, des pratiques politiques, économiques et sociales, de l'expérience qu'elle cumule, de l'évaluation qui en est faite et de la mémoire qu'elle en garde¹. Née du déroulement du temps et d'une lente accumulation de faits marquants, d'incidents symboliques ou de faits banals, la culture historicise et socialise certaines valeurs qui deviennent des référents cardinaux influençant autant les choix qui modèlent le présent que ceux qui concernent l'avenir. Un lien étroit unirait ainsi le passé, le présent et l'avenir. En d'autres termes, on dira que la culture et les valeurs qu'elle porte, établissent les paramètres du vivre-ensemble². La culture constituerait aussi "(...) un stock de codes de manières d'être et de faire indispensables à nos actions comme à l'existence en commun"³. Loin de pétrifier la pensée ou de condamner une société à agir et à penser d'une manière déterminée, la culture évolue. Elle influence la construction identitaire des individus tout autant que des collectivités. Elle influe aussi sur le type d'organisation que privilégie ou qu'emprunte un groupe donné. La culture imprègne, baigne et enveloppe autant l'individuel que le collectif.

Après avoir procédé à la définition de certains termes et à la contextualisation de ces derniers, le chapitre deuxième s'emploiera à passer en revue l'histoire cubaine, de la re-découverte de Cuba à nos jours, afin de démontrer comment l'histoire de l'île a pu favoriser

¹ Sur le thème de la mémoire et de l'importance de sa réhabilitation, on pourra lire, à titre indicatif, l'excellent ouvrage de Laurent Laplante, *La Mémoire à la barre*, Montréal, Ecosociété, 1999.

² Terminologie empruntée à Jean Chesneaux, chapitre 11 «Penser la singularité de notre époque», *Habiter le temps. Passé, présent, futur: esquisse d'un dialogue politique*, Paris, Bayard, 1996, pp. 239-253.

³ Fernand Dumont, *L'Avenir de la mémoire*, Montréal, Nuit blanche/CEFAN, 1995, p. 17.

le développement d'une tradition socio-politique de résistance qui permettrait à Cuba, encore en cette fin des années 1990, de résister à des idées, à des manières de faire et d'être qui sont jugées inacceptables à ses yeux. En fait, nous considérons ici que la récurrence marquée des cas de résistance dans l'histoire tourmentée des Cubain(e)s suggère qu'il s'est construit au cours des siècles une tradition⁴ socio-politique de résistance qui permet à Cuba de ne pas s'inscrire de plein pied dans le malsain courant de convergence universelle que nous avons évoqué dans le chapitre précédent. Une fois cette première section achevée, nous nous efforcerons de montrer en quoi cette tradition de résistance a pu assurer jusqu'ici la conservation du sens à Cuba. Car, doit-on le rappeler ici, notre hypothèse suggère que la conservation du sens à Cuba est l'élément qui expliquerait que l'idéal néo-libéral rencontre une résistance plus marquée que dans d'autres pays en transition et que le régime castriste, en place depuis 1959, n'ait pas été renversé au début des années 1990.

L'intégration de valeurs ou d'aspirations particulières par une collectivité au cours de son histoire permettrait-elle à certains groupes de faire face à des réalités d'une manière originale? Nous sommes enclins à penser que oui. Des cultures spécifiques, entendues aussi bien en termes politiques, économiques que sociaux, permettraient aux peuples qui en participent de se représenter la réalité à travers un filtre politico-normatif et d'orienter leur discours et leurs actions conséquemment. Dans cette perspective, nous considérons que les traditions portées par la culture, même si elles sont difficiles à jauger, constituent un paramètre important à considérer lorsqu'on veut comprendre et expliquer les comportements politiques d'une société dans des circonstances données.

⁴ À titre indicatif, le *Petit Robert* définit une tradition comme une "manière de penser, de faire ou d'agir, qui est un héritage du passé". Le *Petit Larousse*, quant à lui, reprend sensiblement les mêmes termes en définissant la tradition comme une "manière d'agir ou de penser transmise de génération en génération".

L'analyse du développement historique de cette dimension culturelle sera d'une grande utilité dans notre démarche interprétative. En effet, nous estimons que l'élément caractérisant le mieux l'histoire cubaine est celui de la résistance. Celle-ci se serait manifestée contre tout ce qui pouvait empêcher les Cubains de se réaliser politiquement, économiquement et culturellement, tant au plan individuel que collectif. La résistance aurait ainsi, en filigrane, accompagné le déroulement de l'histoire cubaine. Au cours du chapitre, il conviendra d'aborder la composante résistance d'un angle positif, c'est-à-dire non pas comme un rejet ou une négation bornée d'un état de fait ou d'une idée mais plutôt comme l'expression du désir légitime de réaliser un projet politico-normatif déterminé. Cette volonté naîtrait d'une inadéquation entre la matière du cadre politico-normatif, en l'occurrence les aspirations et les valeurs, et l'évaluation d'une réalité qui n'y trouverait pas son correspondant. Les exemples sont nombreux et la suite du chapitre s'attardera à les identifier, à les décrire et à les mettre en relation avec les fondements du sens.

Pour l'immédiat, il suffira de noter que ces manifestations de résistance peuvent être menées individuellement ou collectivement par rapport soit à une loi, à une condition ou une obligation, à une circonstance ou à un système jugé inadmissible en vertu des normes qui animent l'individu ou la société qui fait acte de résistance. Concrètement, cette résistance peut s'exprimer par l'action politique, la dénonciation orale ou écrite, l'art, la littérature, le sabotage et les complots, par l'apathie généralisée, la non-participation, etc. Tous les agents de ces manifestations ont en commun le désir de rompre avec un ou plusieurs éléments qu'ils perçoivent comme des obstacles à leur actualisation et à leur épanouissement. Nous nous référerons au concept de résistance dans un sens très large qui rappelle celui qu'utilise Selwyn R. Cudjoe. Pour ce dernier, la résistance peut se manifester dans "(...) any act or complex of

acts designed to rid a people of its oppressors, be they slave masters or multinational corporations"⁵. Selon cette citation, il appert que la tradition de résistance serait en quelque sorte le symptôme historique de la négation des projets de réalisation d'une collectivité à des époques données.

La frustration historique, née de l'incapacité d'actualiser les valeurs rattachées à un projet particulier, aurait favorisé la formation d'une tradition de résistance qui fait partie intégrante du peuple cubain. Construite, grignotée mais aussi renforcée et polie au fil des siècles, cette tradition de résistance rendrait la société cubaine moins perméable à ce qui semble être imposé de l'extérieur et qui ne correspond pas aux valeurs à défendre, aux objectifs qui devraient être poursuivis afin de tendre vers la réalisation du projet politico-normatif privilégié. De plus, la tradition de résistance aurait pour objectif de dégager un espace dans lequel seraient favorisés le déploiement et l'actualisation des valeurs qu'une collectivité voudrait mettre de l'avant.

Les remarques précédentes nous mènent donc à lier la tradition socio-politique de résistance des Cubains aux difficultés présumées sur lesquelles bute le projet civilisationnel

⁵ Selwyn R. Cudjoe identifie trois types de résistance: la culturelle, la socio-économique et la politique. Dans le cadre de notre étude, peu importe que les manifestations de résistance identifiées soient d'une type ou d'un autre puisque nous considérons la résistance dans son entièreté. De manière fort juste, S.R. Cudjoe note aussi que "The persistence of political, socioeconomic and cultural resistance in the Caribbean was nothing less than the struggle of the masses to retain their way of life within terms that they understand, which constitute the conditions that they thought desirable in order to function as creative and liberated people". Pour les précisions, on lira S.R. Cudjoe, *Resistance and Caribbean Literature*, Athens (Ohio), Ohio University Press, 1980, p. 19 et s.; p. 66. Pour fin de clarification, on voudra bien noter que si Cudjoe traite de la résistance dans les Caraïbes, la définition qu'il donne de la résistance peut aisément être appliquée au cas cubain. D'ailleurs, Cudjoe traite, quoique partiellement, de la littérature cubaine et du contexte cubain de résistance. Enfin, il pourrait être remarqué qu'en dépit des différences qui existent entre les îles antillaises, la zone caraïbe a partagé, historiquement, plusieurs caractéristiques politiques, économiques et sociales. Entre autres éléments, on pourrait noter que la plupart des sociétés antillaises ont été marquées par une longue présence coloniale, par l'arrivée d'une population de souche africaine, par les mono-cultures destinées à l'exportation, par la concentration de la propriété foncière, etc.

néo-libéral à prétention hégémonique qui est en processus de mondialisation. Tel que nous l'avons exprimé dans le premier chapitre, ce projet exerce par plusieurs moyens des pressions pour que les économies nationales soient restructurées à l'échelle planétaire selon un modèle bien défini. Ces pressions, on l'a noté précédemment, sont politiques tout autant qu'économiques. La restructuration économique que l'idéal néo-libéral et ses représentants les plus convaincus favorisent, engendre bien plus que de simples ajustements. En effet, ces ajustements induisent des transformations profondes de l'ontologie, des mentalités, des valeurs. Le déroulement de la vie quotidienne des gens s'en trouve souvent profondément bouleversé⁶. Face à cette réalité qui veut s'imposer à un rythme soutenu, repliement sur le temps présent obligeant, des manifestations de résistance contre certains éléments ou répercussions anticipées de ce programme global ont lieu et sont à prévoir⁷. Les normes tissant l'idéal néo-libéral peuvent aussi être difficilement compatibles avec les valeurs culturelles, c'est-à-dire des valeurs définies et intégrées historiquement par une collectivité donnée. Cette incompatibilité de principes et de projets est source de frictions multiples. C'est, succinctement, ce qui paraît se produire à Cuba, tant sur le plan interne qu'externe.

De surcroît, la tradition cubaine de résistance permettrait, selon nous, de jeter un éclairage complémentaire sur les raisons qui motivent les Cubains à ne pas se départir d'un régime, celui que dirige Fidel Castro, qui perdure malgré des lacunes fondamentales générant des conditions de vie souvent fort difficiles. En plus des éléments généralement évoqués pour expliquer la permanence dans le temps du régime castriste, est-ce que la tradition de résistance,

⁶ À ce sujet, on pourra lire les propos de Michel Chossudovsky, *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Écosociété, 1998.

⁷ L'ouverture du cycle du millénaire de l'OMC, à laquelle voulait procéder la réunion ministérielle de Seattle à la fin de 1999, a porté au grand jour une foule de résistances que plusieurs États et organisations non-gouvernementales voulaient faire valoir.

ancrée dans l'imaginaire collectif des Cubains, permettrait de donner davantage de profondeur à l'analyse? La perspective historique à laquelle nous recourons dans ce chapitre devrait permettre d'élargir le champ d'analyse de la situation de Cuba à l'époque de la mondialisation accélérée. En effet, l'histoire cubaine, tissée d'une suite d'actes de résistance, semble perpétuer jusqu'à aujourd'hui les objectifs historiques d'indépendance, d'égalité et de justice sociale qui sont constamment remis en question dans les sociétés du temps mondial. La tradition de résistance ainsi que son imaginaire, dont l'origine semble remonter bien au-delà du XIX^e siècle, permettraient à la fois de se référer à un passé commun et à des valeurs historicisées et socialisées qui, encore aujourd'hui, permettent de discriminer le souhaitable de l'indésirable. Contrairement à d'autres sociétés, notamment celles de l'Europe orientale, du Viet Nam, de la Mongolie, de la Russie ou des républiques de l'ex-Union soviétique, les repères socio-historiques de Cuba ne semblent pas s'être complètement brouillés avec la fin de la guerre froide. Le cordon nourricier qu'alimentait l'ex-Union soviétique a certes été coupé. Mais les idéaux de justice sociale, d'indépendance et d'égalité des Cubains, produits d'une lente gestation historique bien plus que de la guerre froide, n'avaient pas nécessairement à être mis de côté concurremment à l'avènement du temps mondial. Si les relations privilégiées dont jouissait Cuba se sont terminées, les objectifs poursuivis eux, restaient les mêmes. Avec ou sans guerre froide et depuis belle lurette.

En effet, la Révolution cubaine, de type populaire, aurait été une incarnation -mais pas la première- de la volonté historique des Cubains de construire une société à l'image de leurs aspirations⁸. La coïncidence de la Révolution cubaine et de la guerre froide aurait permis, pour

⁸ Selon Castro, la Révolution "(...) is the struggle of the Cuban nation to achieve its **historic aims** and realize its complete integration. 'This integration' consists (...) in the complete unity of the following elements: political sovereignty, economic independence, and a differentiated culture (...). The Revolution is (...) a continuous historic process". Voir à ce sujet le manifeste et

des questions stratégiques, de mettre en scène cet idéal de société. On peut penser que la fin de la bipolarité n'aurait donc pas nécessairement pour corollaire la volonté de tout laisser tomber, de vouloir naïvement mettre entre parenthèses cette période historique, de retourner au régime ou au système qui précédait cette parenthèse honteuse ou d'adopter, à défaut d'autres alternatives, l'idéal néo-libéral. Cela a sans doute pu se produire dans les pays où le socialisme avait été imposé par la force, les valeurs proposées n'ayant pas nécessairement été admises et *senties*, c'est-à-dire historicisées et socialisées. La résistance que Cuba manifeste à l'égard des normes et des valeurs proposées par l'idéal néo-libéral se trouverait donc renforcée par l'unidéologie selon laquelle la fin de la guerre froide équivaut à l'effondrement d'un système qu'il faut impérativement remplacer. S'il apparaît clair que certaines structures peuvent gagner à être ajustées, il est moins certains que des valeurs profondément ancrées dans une collectivité permettent aisément l'adoption d'un idéal qui ne répond pas du même corpus normatif.

En d'autres mots, nous pensons que le recours à l'histoire permet de mettre à contribution des éléments qui, tout en tenant compte du régime castriste, permettent de le transcender. Cela, d'autant plus que nous ne considérons pas l'avènement de la Révolution comme la consécration ou l'aboutissement de 450 ans d'histoire et de résistance mais plutôt

programme du Mouvement du 26 juillet (novembre 1956)- extrait, rapporté par Geoff Simons *in Cuba from Conquistador to Castro*, New York, St. Martin's Press, 1996, annexe 7, p. 362. La conception qu'a Castro de l'histoire peut être cernée dans les passages suivants: "When we speak of struggle and we mention the people, (...) we mean the people who yearn for a better, more dignified, and more just nation; those who are moved by ancestral aspirations of justice, for they have suffered injustice and mockery generation after generation (...)". Segment tirés du discours de Castro «L'histoire m'absoudra» (1953) publié *in* Marta Harnecker, *Fidel Castro's Political Strategy From Moncada to Victory*, New York, Pathfinder Press, 1987, p. 101. La référence de Castro à l'histoire, aux générations ainsi qu'aux aspirations ancestrales paraît reporter dans une perspective temporelle, économique et sociale le développement de ces objectifs. En ce sens, la tradition de résistance que nous identifions semble venir appuyer cette référence à l'histoire sans pour autant faire de l'histoire un projet dont l'aboutissement est à priori déterminé. Si la vision de l'histoire de Castro semble linéaire, voire scientifique, elle semble depuis s'être pondérée. On pourra lire à ce sujet un discours du Comandante publié dans *Granma Internacional*, <http://www.granma.cu/espanol/nov5/079-e.html>.

comme une forme historique parmi d'autres sous laquelle s'est manifestée la tradition de résistance. Par ailleurs, la Révolution cubaine a rassemblé davantage de gens que les rébellions ou les émeutes plus ou moins isolées des années et des siècles antérieurs. Les motivations, elles, ne se ressemblent-elles pas? Dans tous les cas, n'était-il pas question d'un désir collectif d'émancipation, de liberté et de justice? Désirant simplifier une problématique déjà complexe, les chercheurs s'arrêtent généralement à considérer la deuxième moitié du XIX^e siècle et sa figure la plus héroïque, José Martí. Si Martí et les cinquante dernières années du dix-neuvième siècle ont grandement influencé le devenir de la Cuba actuelle, la réflexion de Martí et le déroulement du siècle passé se sont fondés sur un passé qui, de manière plus ou moins consciente, a modelé la réflexion et orienté le cours du temps à venir. Pour ce motif, il nous a semblé important d'ouvrir l'interprétation du cas cubain sur son histoire.

Précisons ici que les nombreuses manifestations de mécontentement qui ponctuèrent la vie à Cuba ne doivent pas être additionnées entre elles pour «égaler» révolution. Autrement dit, il serait erroné de considérer que la somme des révoltes, des grèves et des émeutes ont provoqué de manière presque naturelle la prise du pouvoir par Castro en 1959. En effet, rien de l'histoire cubaine ne «prédestinait» l'éclatement de la révolution ni la manière dont elle s'est développée⁹. Certes, cela s'est produit à une époque à laquelle plusieurs conditions rendaient propice le développement des événements que l'on connaît mais rien, sinon la contingence, ne peut vraiment expliquer le moment et les circonstances qui permirent à la révolution de se concrétiser. En ce sens, les événements historiques que nous identifions devraient davantage être considérés comme des moments qui ont marqué et forgé, pour une raison ou pour une autre, l'imaginaire collectif des Cubains. Les grands traits de cet imaginaire pourront être

⁹ Marifeli Pérez-Stable, *The Cuban Revolution. Origins, Course, and Legacy*, New York et Oxford, Oxford University Press, 1993, p. 7.

trouvés dans les oeuvres littéraires et poétiques ou encore rester dans l'inconscient populaire pour ainsi créer, au fil des décennies, une culture socio-politique particulière, unique. Ces moments historiques, nous le verrons dans le chapitre troisième, pourront aussi être repris et galvanisés par des groupes ou des individus pour nourrir des projets particuliers.

Est-ce que de reporter dans la longue durée cette quête d'appropriation du politique, de l'économique et du culturel par les Cubains dans le but se réaliser serait vaine? Il semble que la définition qu'en donne Braudel permette de comprendre l'utilité du concept de tradition cubaine de résistance. Pour lui, la longue durée consisterait en une "(...) succession de mouvements répétitifs, avec des variations et des retours, des détériorations, des aménagements, des stagnations (...) ¹⁰. Nous croyons que la perspective historique longue offre l'avantage de saisir dans leur histoire en devenir certaines caractéristiques du peuple cubain qui ne se sont pas manifestées pour la première fois lors de la révolution de 1959. Conséquemment, cette dernière ne devrait pas être considérée comme une rupture historique mais plutôt comme une continuité dont la résistance est peut-être l'élément le plus saillant. "Je ne crois pas, en général, aux mutations sociales rapides, en coups de théâtre. Même les révolutions ne sont pas des coupures totales", écrit un jour Braudel ¹¹. Cette réflexion nous semble fort juste et correspond en bonne mesure à la tradition de résistance que nous identifions et que nous tenterons de dégager du passage en revue de l'histoire cubaine qui suit.

L'histoire de Cuba a été des plus tumultueuses. La vie des générations qui se sont succédées sur l'île l'a été tout autant. En effet, le passé cubain semble composé d'une suite ininterrompue de mouvements de contestation des régimes en place, de rejet des valeurs proposées ou imposées. Rébellions, grèves, émeutes, guérillas et soulèvements ont constitué le

¹⁰ F. Braudel, *op. cit.*, p. 538.

¹¹ *Ibid.*, p. 48.

lot quotidien du peuple cubain. Quelque soit la forme qu'aient prise ces manifestations de mécontentement et de refus, il est davantage utile à notre propos de s'attarder sur l'objet de ces formes de résistance, de cerner ce contre quoi les nombreux mouvements de résistance, parfois violents, étaient portés.

Nous l'avons déjà mentionné, les cas de résistance ont été fort nombreux dans l'histoire cubaine. Indigènes, esclaves, ouvriers, étudiants, militaires et entrepreneurs, plusieurs groupes de la société se sont manifestés soit ponctuellement ou périodiquement contre des situations qu'ils jugeaient inacceptables. Afin de faciliter la présentation des occurrences de résistance dans l'histoire cubaine sans toutefois composer une banale chronologie des événements, nous avons jugé bon d'aborder le sujet par groupes sociaux.

En fait, les premières formes de résistance à avoir été indexées par écrit dans l'histoire cubaine concernent les populations indigènes qui peuplaient l'île de Cuba à l'arrivée des Espagnols. Les Taínos, membres de la grande famille des Arawak, constituaient le groupe indigène le plus présent lors de l'arrivée des Espagnols en 1492¹². Dès l'installation de la première zone de colonisation espagnole en 1511, les frictions entre les Indigènes et les Espagnols se changèrent en conflits sanglants. Devant la faiblesse des moyens de défense des Indigènes, les Espagnols eurent tôt fait de les repousser vers l'intérieur de l'île ou de les faire prisonniers. Les luttes pour la liberté menées par les Taínos ont favorisé l'émergence de ce que fut peut-être le premier héros local, Hatuey, le chef des *Cubeños*, qui organisa la lutte contre

¹² Notons que les Taínos étaient déjà menacés par les incursions des Caraïbes, un groupe indigène mal connu mais ayant la réputation d'avoir été fort agressif dans ses luttes contre les autres groupes. On pourra lire à ce sujet, Jaime Suchlicki, *Cuba from Columbus to Castro*, New York, Scribner's Sons, 1974, pp. 3-12.

l'invasion espagnole en tentant de rassembler ses pairs et en appelant à la résistance contre les étrangers¹³. C'est ainsi que

For generations after the conquest, Indian warriors such as Hatuey (...) were glorified in the pages of Cuban history books and raised to the status of folk heroes. They represented for Cuban children a symbol of the native **resistance** against the oppressive Spanish *conquistador*¹⁴.

La résistance des Indigènes fut aussi dirigée contre une forme de servitude à laquelle les Espagnols eurent recours: les *encomiendas*. Cette pratique consistait à assigner des individus ou des familles indigènes, d'abord, puis des esclaves venus d'Afrique, à un Espagnol qui, en échange de leur christianisation et de la nourriture qu'ils recevaient, devaient effectuer des travaux pour ce dernier. Bien que le bénéficiaire de l'*encomienda* n'était juridiquement propriétaire ni des gens sous sa gouverne ni des terres sur lesquelles ils devaient travailler, en réalité cette main d'œuvre n'était autre qu'une forme d'esclavage. Ce genre de pratiques humiliantes fut source de mécontentement et plusieurs révoltes furent menées par les populations autochtones forcées de s'y soumettre. Il est intéressant de noter que les manifestations de résistance des *Cubeños* se firent plus rares après 1550, date à laquelle on concéda officiellement toutes les libertés aux Indigènes¹⁵. Cette dernière observation suggère que les autochtones, une fois leur liberté regagnée, n'offraient plus le même niveau de résistance aux colons espagnols. Cette remarque renforcerait donc l'idée selon laquelle une disposition comme l'*encomienda*, qui privait les Indigènes de leur liberté et de leur dignité, provoquait contre elle et à l'endroit de ceux qui l'exerçaient un comportement de résistance,

¹³ Irene A. Wright, *The Early History of Cuba, 1492-1586*, New York, Macmillan Company, 1970 (1916), pp. 25-26. Le terme *Cubeños* se rapporte aux «locaux» par opposition aux Espagnols.

¹⁴ J. Suchlicki, *op. cit.*, p. 11. Les caractères gras sont un ajout de notre part.

¹⁵ I. A. Wright, *op. cit.*, pp. 46-48; 185 et J. Suchlicki, *ibid.*, pp. 19; 25.

prenant ici la forme de suicides, d'avortements, de fuites et d'actes de violences perpétrés contre les Espagnols¹⁶.

Les exemples précédents suggèrent que les Indigènes ont été les premiers à refuser de se soumettre à l'étranger qui profitait de sa puissance pour les aliéner par le travail forcé, la privation de leur liberté et les mauvais traitements infligés. Si les éléments ci-haut mentionnés peuvent sembler ténus ou peu significatifs, ceux-ci pourraient, selon nous, être considérés comme ayant jeté les premières bases d'une tradition qui était pour se construire au fil du temps, sédimentant toutes les «particules» historiques de résistance pour lentement sculpter les traits de la société -et de l'imaginaire- cubains en processus de formation. Cela étant, que ce soit dans le cas du chef indigène Hatuey ou d'autres cas semblables, il appert que la résistance indigène à l'envahisseur espagnol et à son système soit la résultante d'une absence relative de sens¹⁷.

Récapitulons et illustrons avec l'aide du cas précédent les trois piliers du sens. La finalité, c'est-à-dire la projection dans un monde meilleur, est sans doute l'élément le plus évident du cas indigène. En effet, l'Amérindien s'opposait au système inhumain dans lequel son temps présent était plongé de force afin, logiquement, d'accéder à une vie future davantage en accord avec ses besoins et ses valeurs. Ensuite, le pilier fondement, qui correspond au principe sur lequel un projet collectif s'appuie, était sans doute aussi simple -et fondamental- que celui de la liberté ou de la dignité. Enfin, la représentation du monde dans un schéma d'ensemble cohérent à laquelle se réfère le pilier unité, mettait en scène une communauté

¹⁶ I. A. Wright, *op. cit.*, pp. 14-15.

¹⁷ Nous utilisons l'expression «absence *relative* de sens» pour signifier que l'absence de sens n'est pas nécessairement ressentie par tous les groupes d'une même société. Dans le cas qui nous occupe, les Indigènes résistaient parce qu'ils ressentaient une absence *relative* de sens par rapport à celui qu'ils poursuivaient; un sens qui ne trouvait pas son correspondant dans celui que proposaient les colons espagnols.

indigène dans une relation violente de soumission aux Espagnols. Au risque de prêter un outillage mental que les Indigènes n'avaient pas il y cinq siècles, il semble tout de même raisonnable de croire que ces derniers, dans des termes qui étaient les leurs, jugeaient *insensée* la situation dans laquelle ils se trouvaient. Pour ce motif, ils manifestaient de la résistance contre ce qui les empêchait de s'actualiser.

Très tôt, un autre groupe a été à l'origine de plusieurs manifestations de résistance, dont les implications ont profondément influencé le développement de la culture cubaine et de la tradition de résistance. En effet, les Africains charriés vers Cuba et réduits à l'esclavage dès les débuts de la colonie espagnole ont été porteurs de résistances multiples, tant culturelles que politiques. En 1533, par exemple, quatre esclaves noirs travaillant dans les mines de Jobabo, se rebellèrent¹⁸. En 1538, des esclaves en fuite profitèrent du fait que les Français assiégeaient La Havane pour prendre d'assaut la ville et la détruire davantage. N'était-ce pas là l'illustration parfaite d'une volonté de s'attaquer à la ville et à l'État se trouvant à la source de leur condition? Vouloir s'en prendre à ce qui symbolisait le pouvoir oppressif et la source de l'humiliation quotidienne illustre avec force la résistance à un système et à des valeurs contraires à l'intérêt des esclavagistes.

D'autres exemples de rébellions, celle de 1727, les neuf soulèvements régionaux de la période 1795-1843 ainsi que plusieurs autres occurrences de ce genre suggèrent que les esclaves ont participé largement au rejet d'une situation intenable imposée par la force¹⁹. Les esclaves en fuite, appelés marrons, eurent tôt fait de susciter la crainte. Ils menaçaient l'ordre que les Espagnols tentaient d'établir dans leurs colonies et particulièrement à Cuba, d'autant que la population noire dépassa en nombre la population blanche dès 1825 et que le

¹⁸ *Ibid.*, p. 151.

¹⁹ G. Simons, *op. cit.*, p. 134.

soulèvement-révolution des esclaves de Saint-Domingue laissait présager le pire²⁰. L'oppression des Indigènes et des esclaves venus d'Afrique, on l'a vu, a donné lieu à une série de manifestations de rejet et de résistance contre l'oppression et contre ceux qui la pratiquaient.

À propos des Africains, certains auteurs ont noté qu'un grand nombre d'esclaves transportés à Cuba provenaient d'un même groupe ethnique caractérisé par une tradition militaire bien établie²¹. Est-ce que la tradition militaire des Yorubas transplantée en sol cubain et métamorphosée par un changement subit de contexte aurait pu influencer le développement d'une tradition de résistance? Nous ne saurions le confirmer. À préciser tout de même que tous les soulèvements des premiers étaient réprimés par les Espagnols, et plus tard par les Créoles, par une violence qui se voulait «exemplaire». Dès les débuts de la colonie, donc, un cycle aliénation-soulèvement-répression d'une extrême violence s'ouvrait et caractériserait les développements historiques et politiques de Cuba. Les suicides collectifs des esclaves constituent probablement la forme la plus extrême de résistance -plus précisément de refus absolu- de conditions de vie inacceptables que seule la mort pouvait soulager et leur permettre de ressusciter dans le lieu qui les avait vu naître²².

Une autre contribution originale des esclaves réside sans aucun doute dans l'élaboration d'une forme de syncrétisme religieux qui a donné naissance à la *santería*, fusion de rites et de

²⁰ J. Suchlicki, *op. cit.*, p. 30. Le «pire» se produit presque puisqu'en 1812, José Antonio Aponte, avait préparé une rébellion du type de celle qui s'était produite à Saint-Domingue à la fin du XVIII^e siècle. Le complot fut toutefois découvert et son chef pendu avec ses proches collaborateurs. On pourra lire à ce sujet G. Simons, *op. cit.*, pp. 134-136. Pour un aperçu historique de la résistance offerte par les esclaves dans d'autres îles antillaises, lire R. Cudjoe, *Resistance and Caribbean Literature*, *op. cit.*, chapitres 1 et 2, «Caribbean Resistance: An Historical Background» et «Caribbean Resistance: An Historical Analysis», pp. 3-28.

²¹ Louis A. Pérez, *Cuba: Between Reform and Revolution*, New York, Oxford University Press, 1988, p. 99.

²² *Ibid.*, pp. 98-99. Ce phénomène n'était pas particulier à Cuba. Des faits semblables se produisaient dans l'île voisine, Saint-Domingue (Haïti). Voir à ce propos G. Simons, *op. cit.*, pp. 128-136. Sur les conditions de vie des esclaves à Cuba, lire Hugh Thomas, *Cuba, the Pursuit of Freedom*, New York, Harper and Row, 1971, pp. 168-189.

croyances africaines au catholicisme romain répandu par les Espagnols²³. Le développement de ce genre de pratique religieuse paraît à nos yeux tout à fait significatif d'une volonté, d'abord des esclaves mais plus tard des Cubains provenant de toutes les strates de la société, de vouloir *cubaniser* une «importation», le catholicisme, qui ne les satisfaisait vraisemblablement pas. La *santería* illustre bien la résistance, non pas violente cette fois mais plutôt spirituelle et culturelle, offerte à un système de préceptes, de pratiques et d'idées que constitue une religion imposée par la couronne espagnole et qui a été adaptée en fonction de paramètres qui permettaient aux Cubains de se reconnaître dans une pratique qui établissait un pont entre leurs origines et leur vie quotidienne dans un environnement particulier et à une époque donnée. Ainsi, la *santería* aurait permis de poser les premières pierres à l'édifice culturel cubain en empruntant à la fois de deux civilisations pour former une culture originale. Cela resterait une trivialité si, à travers cette culture en formation, ne se seraient profilées des traditions qui contribueraient à inscrire la cubanité dans la durée.

Le type de résistance ci-haut évoqué rejoint le pilier unité du sens. En effet, la création d'une spiritualité originale fait appel de manière plutôt subtile à la représentation du monde que se faisaient les premières communautés afro-cubaines. Car en fait, l'amalgamation de deux rituels et de deux spiritualités ne peut pas être qu'un fruit de la contingence. Pour arriver à ce syncrétisme, les groupes afro-cubains ont dû mettre en scène le monde dans lequel ils vivaient et se situer par rapport à celui-ci. Conscients de leurs origines et de leur état, les Afro-cubains auraient créé une culture répondant de cette représentation du monde. Si la cubanisation du catholicisme peut être considérée comme une forme de résistance, elle doit aussi être comprise comme le fruit de la présence du pilier unité du sens. D'autres groupes

²³ Sur cette question, on pourra lire, à titre indicatif, Raúl M. Shelton, *Cuba y su Cultura*, Miami, Ediciones Universal, 1993, pp. 64-83.

sociaux ont participé à l'élaboration d'une tradition cubaine de résistance. Voyons-y maintenant de plus près.

L'histoire cubaine s'est très tôt caractérisée par des luttes entre les *Peninsulares*, nés en Espagne, et les Créoles, nés dans l'île et ayant peu à peu transféré leur allégeance politique et sentimentale de la métropole à leur lieu de résidence, en l'occurrence Cuba. La mésentente a miné les relations entre ces deux groupes dès que la première génération née à Cuba fut active et qu'elle se mit à revendiquer des droits et une place dans l'administration du pays, du commerce et des affaires publiques. L'identité proprement cubaine était, semble-t-il, à se développer.

Une autre manifestation de résistance, c'est-à-dire la mise en oeuvre du nécessaire pour parvenir à maîtriser le politique, l'économique et le culturel pour mieux se réaliser, peut être trouvée dans la volonté des Créoles de se distinguer culturellement des *Peninsulares*²⁴. En fait, il semble possible de lier la revendication identitaire du Créole à la volonté de s'approprier une terre, des coutumes et des traditions qui pouvaient en retour lui permettre d'ancrer dans la nation cubaine d'autres revendications. Se faisant, les Créoles pouvaient ainsi se différencier du «Nous» *peninsular* et de se construire un «Je» collectif et cubain à partir duquel ils pouvaient légitimement exiger une plus grande participation dans la gestion des affaires intérieures.

Un exemple de cette résistance culturelle exprimée par les Créoles peut être trouvé dans leur dégoût de la *corrida*, ce sport-spectacle qui était considéré beaucoup trop *peninsular* (c'est-à-dire espagnol) par les Créoles²⁵. S'il s'agit ici d'un exemple sans doute banal de rejet

²⁴ À titre indicatif, on pourra consulter à ce propos Michèle Guicharnaud-Tollis, *Regards sur Cuba au XIX^e siècle. Témoignages européens*, Paris, l'Harmattan, 1996, pp. 130 et s.

²⁵ Jean Lamore, *Criollismo blanco. Criollismo blanco et conscience nationale à Cuba. Esprit créole et conscience nationale*, Paris CNRS, 1980, p. 98.

d'une culture à laquelle les Créoles ne s'identifiaient pas, il nous semble qu'un tel rejet manifestait, une fois encore, leur désir de s'identifier autrement que par la culture du colonisateur. Résistance culturelle, certes, mais qui a probablement contribué à la construction de l'identité et de la culture cubaines. Comme dans le cas du syncrétisme religieux réalisé par les communautés afro-cubaines, le pilier unité du sens constitue ici un référent important en ce sens que la résistance culturelle a constitué la manifestation d'une représentation cohérente du monde dans lequel vivait les Créoles. Un fossé se créait donc entre les traditions espagnoles et les traditions cubaines; entre *españolismo* et *cubanismo*. Aussi, les revendications créoles se firent très vives sur les plans économique et politique, sphères dans lesquelles les Créoles se sentaient marginalisés, particulièrement par leur exclusion quasi systématique des postes décisionnels de la bureaucratie gouvernementale et par leur dépendance marquée sur les politiques commerciales de type mercantiliste que l'Espagne édictait²⁶.

Toujours dans le registre culturel, nombre d'intellectuels, d'écrivains et de poètes cubains ont participé à l'édification de cette tradition de résistance par les oeuvres qu'ils composèrent et par les idées qu'ils diffusèrent. Quoi d'autre que la poésie, "cet art de l'évasion", pour exprimer les sentiments d'oppression, d'espérance, de déception d'un peuple? Car si la poésie peut être intimement personnelle, celle-ci peut également revêtir des formes plus populaires qui collent davantage aux aspirations d'un peuple ou d'une fraction de celui-ci. La poésie doit aussi être considérée dans son entièreté, c'est-à-dire dans le contexte dans lequel elle est créée. De plus, son rôle culturel n'est pas négligeable dans la mesure où celle-ci immortalise par écrit des événements et leurs circonstances. Cela contribue à la constitution

²⁶ Louis A. Pérez Jr., *Cuba and the United States: Ties of Singular Intimacy*, Athens, University of Georgia Press, 1990, pp. 31-50; J. Suchlicki, *op cit.*, pp. 53-63.

d'un paysage mental proprement cubain dans lequel peuvent germer des traditions, dont celle de la résistance.

La production littéraire cubaine, sous forme de poésie ou de prose, refléta très abondamment la volonté de réalisation ou d'actualisation de ceux à qui on niait ce droit. Par le biais de la littérature, les Cubains ont pu exprimer plus ou moins directement et clairement leurs valeurs, leurs aspirations et le projet de société qu'ils voulaient réaliser. Ces oeuvres, encore célébrées de nos jours, racontent la fierté d'être cubain et l'histoire de l'île, énoncent le souhait que soient préservées les traditions, constituent des sources de mobilisation et d'inspiration du peuple cubain, etc. Que ce soit par des références aux martyrs qui ont donné leur vie pour la nation cubaine, par des faits d'armes ou par des descriptions romantiques, la production littéraire constitue des capsules renfermant à la fois des valeurs et des portions d'histoire qui établissent en quelque sorte des points de repère historiques qui forment tant la mémoire cubaine que l'imaginaire collectif. Le thème de la résistance, considéré dans son sens le plus large, est ainsi capturé dans des oeuvres qui couvrent plusieurs siècles. La tradition de résistance serait donc renforcée par ce processus qui contribue à incorporer à l'imaginaire collectif certains thèmes particuliers qui sont transmis de génération en génération et qui influencent la manière d'être, de penser et d'agir. Si ces thèmes touchent la population et la font réfléchir sur sa réalité, ils sont à même de transporter cette tradition dans le présent du lecteur. Cela favoriserait la conscientisation de l'individu et de la collectivité à laquelle il appartient par rapport à son incapacité à se réaliser.

De toute cette production littéraire, on pourra noter les romans de critique sociale comme *Doctores y Generales* (1920) de Carlos Loveira qui condamne certaines pratiques politiques tout en identifiant les difficultés que rencontre la jeune république cubaine du début

du siècle. Les écrits contre l'annexion et en faveur de l'indépendance cubaine de Félix Varela et Juan Antonio Saco occupent également une place importante. Quant à la poésie de José María Heredia, elle suggérait plus ou moins subtilement la rupture du lien entre la métropole et la colonie. «L'hymne de l'exilé», composé au cours du premier quart du XIX^e siècle en constitue un exemple parmi d'autres. D'autres poésies, dépeignant l'amour de l'environnement et de la topographie de l'île comme «Adiós a mis Lares» du *Cucalambé*, Juan Nápoles Fajardo (deuxième moitié du XIX^e siècle), constituent un prélude au nationalisme en développement. En outre, le célèbre «Mi Bandera» («Mon drapeau») de Bonifacio Byrne relate la stupeur, la tristesse et l'indignation de l'auteur à son retour à Cuba en 1899 lorsque celui-ci aperçoit le drapeau américain flottant à côté du drapeau cubain. Enfin, les multiples écrits politiques et poétiques de José Martí, l'Apôtre, demeurent des références dans le genre²⁷.

L'hymne national, *La Bayamesa*, composé par le poète Figueredo en 1867 est, aujourd'hui encore, fièrement entonné à Cuba. Presque martial, cet hymne constitue peut-être l'exemple le plus évident des valeurs de courage et d'engagement complet que les Cubains devraient démontrer à l'égard de leur pays. Le texte, bref et sans grande subtilité, fait appel à la lutte, au combat et même à la mort, si cette dernière est nécessaire à la survie de la patrie. L'hymne national constitue un de ces exemples qui a sans doute gravé dans l'imaginaire collectif cubain l'idée selon laquelle la résistance face à l'adversité devait devenir sinon un

²⁷ Pour des précisions supplémentaires sur la production littéraire cubaine et ses auteurs, on pourra consulter, par exemple, l'ouvrage de Antonio Núñez Jiménez, *Cuba, Cultura, Estado y revolución*, México, Presencia Latinoamericana, 1984. Concernant la culture et le capitalisme américains tels que perçus par Martí, on pourra lire les extraits choisis et commentés par L. A. Pérez Jr. in *Cuba and the United States: Ties of...*, op. cit., pp. 77-81. On notera également que les critiques formulées par Martí reflétaient implicitement la nature du projet qu'il envisageait pour son pays natal, un projet qui se définissait par rapport à ce que les États-Unis présentaient de pire. Il s'agissait d'éviter que ne se reproduise le genre de société et de système économique que les États-Unis incarnaient.

mode de vie, du moins un leitmotiv devant guider à la fois la réflexion et l'action. Les références à la production littéraire suggèrent qu'elle a été une puissante source d'identification et de transmission de ce que devait privilégier la société cubaine à des époques données. La littérature du XIX^e siècle, en particulier, a vu se développer et se cristalliser des notions telles le nationalisme, l'autonomie et la souveraineté, notions qui étaient diffusées et discutées. Dans cette perspective, il semble que la production littéraire ait permis de nourrir copieusement le pilier fondement du sens, entendu comme l'établissement de principes de base sur lesquels était pour s'appuyer le projet collectif cubain.

D'autres oeuvres artistiques, des discours et l'ascendance de certaines personnalités (Martí, Saco, Mella, Chibás, Guevara, Cienfuegos, etc.) ayant tenu ce genre de rhétorique ont probablement facilité l'intériorisation de cet univers sémantique au sein de la population cubaine. L'imaginaire collectif de résistance des Cubains se serait-il renforcé en présence des gestes héroïques ou patriotiques posés en accord avec l'idée de «mourir pour la patrie»? Il nous semble que cette conjonction des idées et de l'action a favorisé la construction d'une tradition, d'une culture qui avait en son centre l'élément de résistance dont nous essayons de démontrer la présence et la portée.

Le passage suivant, tiré d'un ouvrage portant sur l'histoire culturelle de l'Amérique latine, illustre bien comment la littérature et les intellectuels peuvent avoir contribué à la formation d'une certaine culture nationale caractérisée par la résistance.

Cuba's tragic destiny, which forged a succession of great moralists and patriots culminating in Martí, the 'apostle', and Enrique José Varona (...) who exerted an incalculable moral and intellectual influence on Cuban national life and culture over several decades and whose reorganization of Cuban education after 1898 paved the way for the outstanding generation of intellectuals and artists of the 1920s, saw Spanish colonialism give way to the Platt Amendment and the Big Stick. (...) Cuba in the 1920s underwent feverish political and cultural ferment. (...) Haya de la Torre's arrival in 1923 from Peru inspired Cuban students led by Julio Antonio Mella to found the José Martí Popular University, whilst Mariano Brull

formed the Grupo Minorista of young artists and intellectuals to campaign for a renovation of the national culture. Its principal members were Jorge Mañach, José Tallet, Juan Marinello, Raimundo Lazo, Alejo Carpentier, Eugenio Florit, Emilio Ballagas and Rubén Martínez Villena. (...) Their opposition to the Machado dictatorship made them more cohesive than their varied ideologies would normally permit (...)»²⁸.

Ce passage illustre bien l'enchaînement «passé historique-réflexion-manifestation de résistance» qui semble s'être produit ponctuellement au cours de l'histoire cubaine. La citation expose aussi comment les idées et la culture, produites et diffusées par les intellectuels, se sont nourries de l'histoire cubaine tout en favorisant l'affirmation et l'inscription dans la durée des caractéristiques de la culture cubaine. Si la littérature et l'art en général tendent à se sustenter de la réalité, ils créent aussi une représentation de la réalité. En ce sens, les arts constituent un miroir sans doute souvent déformant de la société dans laquelle ils sont créés. Bien que distordue, l'image qu'ils renvoient viendrait en quelque sorte fixer l'essence d'une réalité dans le temps. Les événements et les états d'âme dépeints dans les oeuvres d'art se joignent donc aux autres «particules historiques» auxquelles nous faisons référence précédemment pour former une culture dans laquelle certaines traditions fortes se perpétuent. La tradition de résistance en constitue une. À cet effet, on remarquera que les intellectuels des années 1920, auxquels se réfère la citation, ont formé un conglomerat de résistance malgré les divergences qui pouvaient les diviser. Comme quoi, la tradition de résistance semble avoir constitué une force capable de transcender les différences.

Les ouvriers et travailleurs salariés semblent, eux aussi, avoir participé à l'élaboration de la tradition de résistance qui caractérise si bien Cuba. En effet, les travailleurs de plusieurs secteurs ont très tôt revendiqué avec force de meilleures conditions de travail et le respect de

²⁸ Leslie Bethell (éd.), *A Cultural History of Latin America. Literature, Music and the Visual Arts in the 19th and 20th Centuries*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, pp. 116-117. Pour réduire l'espace nécessaire à la citation, nous avons retiré les dates de naissance et de décès des auteurs cités.

leurs droits²⁹. Dès le tout début du XX^e siècle, les salariés exigèrent par des mouvements de grèves l'introduction d'un salaire minimum ainsi que l'emploi d'une majorité de Cubains dans toutes les entreprises. Ces demandes furent généralement refusées par les gouvernements cubains qui étaient sous étroite influence américaine depuis 1901 et qui tendaient à protéger les intérêts des propriétaires d'entreprises, notamment lors de la Première Guerre mondiale³⁰.

Un exemple précis pourrait être trouvé dans les grèves ayant touché l'industrie du cigare. Ces grèves ont été très nombreuses et ont opposé les travailleurs et les propriétaires d'entreprises. Un acte de résistance par les classes prolétaires en faveur de la conservation des acquis et des droits des travailleurs est illustré de manière éloquente dans le cas du *lector*. En effet, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, une vague importante d'immigration toucha les travailleurs impliqués dans la confection des cigares. Ils immigrèrent aux États-Unis, particulièrement dans la région de Tampa-Ybor City en Floride à la suite de grèves, notamment celle de 1902 organisée par l'anarchiste González Lozana, qui affectèrent l'industrie du tabac de La Havane et qui poussèrent la main d'oeuvre à chercher du travail aux États-Unis³¹. Or, cette immigration apporta dans son baluchon des traditions, dont celle du *lector*, celui à qui les travailleurs confiaient la tâche de leur faire la lecture pendant que ces derniers s'affairaient au travail. L'intérêt de la présence du *lector* réside dans le fait que très

²⁹ G. Simons, *op. cit.*, p. 241. Entre autres secteurs affectés par les grèves des travailleurs, notons celui des travailleurs de la construction, de l'industrie du tabac, de l'industrie sucrière, du chemin de fer, des restaurants, des briqueteurs, des chauffeurs d'autobus, etc. On pourra également lire Leo Huberman et Paul M. Sweezy, *Cuba; An Anatomy of a Revolution*, New York, Monthly Review Press, 1961, p. 17.

³⁰ M. Pérez-Stable, *op. cit.*, pp. 38-39. C'est en effet le 12 juin 1901 que l'amendement Platt fut ajouté en annexe de la Constitution cubaine. Il est généralement admis que cette disposition fragilisa l'indépendance de Cuba et provoqua une poussée des mouvements pro-indépendantistes. Au sujet de la nature des relations qui liaient certains hommes politiques cubains aux intérêts américains, on lira G. Simons, *op. cit.*, pp. 233-237; ainsi que L. A. Pérez Jr., *Cuba and the United States: Ties of...*, *op. cit.*, chapitre 7 «Stirrings of Nationality», pp. 170-201.

³¹ G. Simons, *op. cit.*, p. 241.

tôt, ce rôle fut considéré avec suspicion par la direction des entreprises du cigare. En effet, les propriétaires de manufacture craignaient fort que le lecteur diffuse des idées qui iraient à l'encontre de leurs intérêts. Si le lecteur était chargé de lire des romans, celui-ci lisait également des journaux cubains et étrangers, des publications en faveur de la cause prolétaire, de la revendication des droits des travailleurs, de l'indépendance cubaine et autres idées jugées subversives³².

Avec la Première Guerre mondiale et la crise économique du début des années 1930, les propriétaires de manufactures exigèrent que le matériel à lire soit préalablement approuvé par la direction. Cela donna lieu à des grèves ouvrières qui échouèrent dans leur objectif de conserver intacts la liberté de choix et le droit à l'information des ouvriers. Car si le *lector* lisait, les travailleurs choisissaient par vote la matière à entendre. À travers le cas du lecteur, on retrouve bien sûr tout le conflit opposant la partie ouvrière à la partie patronale et la volonté de cette dernière de contrôler l'information et, partant, l'opinion de ses salariés. Cet exemple de contestation ouvrière par des Cubains travaillant à l'extérieur du pays montre que l'histoire ouvrière cubaine, même celle liée à la diaspora, a été caractérisée par la défense des acquis que les travailleurs jugeaient bon de conserver, dans ce cas-ci, le droit à l'information et au divertissement par l'intermédiaire du *lector*. Si cette manifestation de résistance n'avait pas les mêmes objectifs que les exemples provenant des esclaves indigènes ou noirs qui étaient soumis à une répression brutale et polymorphe, le cas du *lector* rappelle que la tradition de résistance à laquelle nous faisons référence ne se manifeste pas uniquement en faveur de la survie mais aussi de la conservation des acquis et de l'élimination des obstacles pouvant nuire à la réalisation d'une vie meilleure. Ainsi, le cas du *lector* et les manifestations de résistance

³² Louis A. Pérez, *Essays on Cuban History. Historiography and Research*, Gainesville, University Press of Florida, 1995, pp. 73-81.

qu'il a suscitées permettent d'observer que le pilier fondement du sens a pu être alimenté. Dans ce cas précis, c'est le non-respect du principe du droit à l'information et à l'opinion qui semble avoir déclenché la manifestation de résistance. Ce principe paraissait être le fondement du sens recherché par les travailleurs de l'industrie du cigare alors qu'il leur était nié par la partie patronale.

Les producteurs de tabac ont constitué un autre groupe pour qui la résistance a présenté une solution à l'oppression ressentie. En effet, l'augmentation de la demande pour le tabac au début du XVII^e siècle a mené les producteurs à prendre les armes afin de signifier à l'Espagne que son monopole sur le commerce de la denrée et ses pratiques mercantilistes empêchaient que ne se développe une industrie plus avantageuse pour les producteurs locaux. Les nombreuses révoltes de 1717, des années 1720 et de 1820 montrent la détermination des agriculteurs de ce secteur à ne pas se laisser imposer un mode de gestion et d'organisation qui affectait négativement leur bien-être et leur réussite commerciale³³. Une volonté d'auto-gestion et d'indépendance émane donc de ces actes de résistance.

La période de troubles qu'a constituée la Guerre des Dix ans (1868-1878) a cristallisé la volonté des Créoles, des planteurs mais aussi des esclaves, des paysans libres et de certaines minorités, de rompre leurs liens de dépendance et d'infériorité vis-à-vis l'Espagne. La rupture avec la métropole ainsi que les positions anti-esclavagistes de certains leaders de cette guerre exacerbèrent le conflit déjà ouvert entre les Créoles et les *Peninsulares*³⁴. Cette guerre révolutionnaire, qui s'initia par le célèbre *Grito de Yara* de Carlos Manuel de Céspedes, créole et propriétaire terrien, avait pour objectif de mettre fin au gouvernement arbitraire de la

³³ J. Suchlicki, *op. cit.*, pp. 41-43.

³⁴ Pour les détails, on pourra lire H. Thomas, *op. cit.*, pp. 245-263.

métropole, à la corruption, à l'exclusion des Créoles de l'administration, etc.³⁵. "The power of Spain is decrepit and worm-eaten; if it still appears great and strong to us, it is because for more than three centuries we have contemplated it from our knees", aurait un jour affirmé de Céspedes³⁶. Par sa référence aux siècles antérieurs, cette citation semble replacer dans la durée la répression subie par les Créoles et tend à donner davantage de légitimité à l'appel à la résistance et à la guerre de libération. Cet exemple d'ancrage d'une situation de soumission dans une perspective temporelle a sûrement contribué au renforcement de la tradition de résistance dans la mesure où l'exemple ci-haut mentionné place dans la mémoire collective des cubains une histoire d'injustices à laquelle il faut, sans plus tarder, mettre fin par la lutte armée.

La Guerre des Dix ans ne parvint toutefois pas à émanciper Cuba qui se trouva, économiquement très mal en point au sortir de cette guerre, les terres agricoles et les infrastructures, notamment celles qui étaient utilisées par l'industrie sucrière, ayant été ravagées ou abandonnées. Par conséquent, plusieurs Créoles perdirent leur fortune au profit des investisseurs américains qui saisirent l'occasion pour combler l'espace créé par l'effondrement de la portion de l'économie occupée par les Créoles. Cette Guerre aura aussi permis aux *Peninsulares* de racheter les propriétés des Créoles ruinés et d'accroître leur contrôle dans plusieurs secteurs.

D'un point de vue socio-politique, toutefois, la Guerre des Dix ans eut pour conséquence de faire sortir les Créoles de leur région respective et de leur faire connaître davantage l'île qu'ils habitaient. C'est ainsi que ce conflit aurait favorisé le décloisonnement des micro-régionalismes et le développement d'une identité commune, d'un rapport affectif à

³⁵ J. Suchlicki, *op. cit.*, pp. 67-69.

³⁶ Citation rapportée par Philip S. Foner in *A History of Cuba and its Relations with the United States*, tome premier, 1492-1845, New York, International Publishers, 1962, p. 93.

un territoire commun³⁷. C'est donc dire que cette guerre aux répercussions mitigées, née d'un sentiment de subordination et de volontés indépendantistes, aura eu pour conséquences d'exacerber un sentiment national ainsi que le refus des déséquilibres socio-économiques trop marqués. Prenant appui sur ces disparités, les manifestations de résistance allaient, dans les années à venir, se multiplier. Aussi, d'autres personnalités cubaines appelleraient leurs compatriotes à poursuivre leur résistance contre un régime qui ne pouvait offrir la liberté, la justice et l'indépendance auxquelles aspiraient les Cubains. L'idée de résistance ne semblait donc pas quitter les Créoles qui, sans être tous d'accord avec l'idée d'indépendance complète, jugeaient nécessaire de procéder à des changements qui leur offriraient une plus grande latitude économique et politique. Les événements de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e allaient exacerber les tensions et les disparités entre les Cubains liés d'une manière ou d'une autre aux États-Unis et les autres; les premiers ayant tendance à maintenir et à privilégier leurs relations avec les États-Unis alors que les seconds tendaient à favoriser l'indépendance de Cuba³⁸.

La guerre d'indépendance, qui débuta avec le *Grito de Baire* en 1895, la mise en tutelle de l'indépendance cubaine via l'amendement Platt de 1901 ainsi que le traité de réciprocité de 1903 ne facilitèrent aucunement la réalisation des aspirations cubaines et la libération de l'île du joug contre lequel sa population luttait depuis quatre siècles. Au cours des toutes premières années du XX^e siècle, 75% des terres appartenaient à des étrangers et 44% du sucre cubain était produit par des entreprises américaines. Cette dernière proportion s'élevait à 63% autour de 1925. De plus, les sociétés américaines étaient chargées de la construction et de la

³⁷ J. Suchlicki, *op. cit.*, pp. 73-74.

³⁸ Un bon aperçu de cette tendance est offert par L. A. Pérez Jr. in *Cuba and the United States: Ties of...*, *op. cit.*

maintenance des infrastructures, tant du secteur des communications, du transport, des travaux et édifices publics, du tabac et de l'exploitation minière. Les sociétés américaines étaient aussi largement impliquées dans la production et la distribution des sources d'énergie. Quant au système d'éducation publique, il fut réformé sur le modèle américain. Au début du siècle, 90% des enseignants cubains ont pu se rendre aux États-Unis pour des séminaires d'information et de formation en culture américaine de manière à pouvoir, une fois rentrés à Cuba, répandre une image positive de la société américaine et de ses valeurs. Nombres d'Églises américaines construisirent des écoles dans lesquelles les étudiants apprenaient l'anglais, l'histoire, etc. à partir de manuels américains. Le cinéma, la radio et les prénoms s'américanisèrent. Ainsi, l'intégration de Cuba passait non seulement par l'économie mais aussi par la culture³⁹.

S'il s'agissait bien d'une tentative d'intégration de Cuba à l'économie américaine, plusieurs Cubains ne purent profiter de l'intensification des liens entre les deux voisins. En effet, les Cubains impliqués dans le petit commerce, la production manufacturière locale et dans l'agriculture furent durement affectés par le traité de réciprocité. Ceux qui, de manière générale ne pouvaient ou ne voulaient s'intégrer au système américain, gonflaient les rangs des Cubains repoussés sur les marges de la toute jeune république indépendante dont on rêvait depuis si longtemps. De l'analyse de la situation de Cuba au début du XX^e siècle, Louis A. Pérez Jr. tire la réflexion suivante:

The inequities of colonial society survived into the republic, giving renewed vitality to the **historic sources** of Cuban discontent and revived vigor to the **traditional causes** of Cuban dissatisfaction. For Cubans who had aspired to independence as formulated by Martí, the Platt Amendment was a bitter denouement indeed. For the countless tens of thousands of Cubans of Color who had sacrificed for a new society, the republic was a fraud; for the vast numbers of poor and landless, the promise of *Cuba Libre* proved a lie. (...) The United

³⁹ *Ibid.*, chapitre 5, «Context and Content of the Republic», pp. 113-148.

States had not only rescued and revived the moribund colonial order, it had assumed responsibility for its protection and preservation⁴⁰.

La frustration des aspirations historiques des Cubains est ici évidente. Ces éléments ont sans doute facilité le développement de la résistance dans le temps court, c'est-à-dire les manifestations de mécontentement dans les années suivant le début du XX^e siècle. Dans une perspective plus longue et par phénomène d'accumulation, la non-matérialisation des idéaux et l'amère déception en résultant ont probablement contribué au durcissement de la tradition de résistance de la population.

La construction de la tradition de résistance socio-politique qui s'est opérée à Cuba au cours des siècles semble avoir profité des actions d'un groupe qui a été très actif à ce chapitre. En effet, les étudiants ont constitué une force revendicatrice d'importance dans la première moitié du XX^e siècle. Ceux-ci se seraient soulevés dès 1922 contre l'absence de participation étudiante dans la gestion de l'Université de La Havane, pour exiger l'autonomie politique de l'Université ainsi qu'une plus grande accessibilité de celle-ci aux étudiants moins favorisés. Les étudiants manifestaient également leur mécontentement contre le régime politique, selon eux trop autoritaire et corrompu⁴¹. L'expression de ce mécontentement prit la forme de très nombreux soulèvements étudiants dirigés contre les régimes de Alfredo Zayas, Gerardo Machado, Carlos Manuel de Céspedes, Ramón Grau San Martín et de Fulgencio Batista. Aussi, les étudiants procédèrent à la mise sur pied de groupes de pression comme le Premier congrès des étudiants cubains et le *Directorio Estudiantil Universitario* (Directoire des étudiants universitaires) qui avaient explicitement pour mandat de s'opposer au régime de Machado⁴². De fait, on pourrait considérer que les étudiants, épris de radicalisme politique,

⁴⁰ *Ibid.*, pp. 116-117. Le caractère gras est un ajout de notre part.

⁴¹ H. Thomas, *op. cit.*, pp. 564-568; J. Suchlicki, *op. cit.*, pp. 96-98.

⁴² L.A. Pérez, *Cuba: Between Reform and Revolution*, *op. cit.*, pp. 256 et s.; J. Suchlicki, *op. cit.*,

tentaient de mettre fin à un cycle politique caractérisé par la répression, la corruption et une trop grande dépendance économique et politique sur les États-Unis. C'est en ce sens qu'un spécialiste de l'histoire cubaine a écrit que

(...) The generation of 1930, as these students were later known in Cuban history, seemed irresponsible and undisciplined, but for others it became the best exponent of disinterested idealism. (...) [This] generation (...) seemed incorruptible and willing to bring morality to Cuba's public life⁴³.

À la suite du relevé d'exemples de résistance qui précède, d'aucuns pourraient être portés à croire que la tradition de résistance, inscrite par sa nature même dans la longue durée, se serait fanée en même temps que fleurissait la Revolución de 1959, cette date étant considérée par certains comme l'accession de Cuba à l'indépendance, à une vie plus digne, à une société plus juste. Contrairement aux apparences, la longue durée n'a pas été rompue par la Révolution. En effet, la tradition, c'est-à-dire la permanence difficilement réductible de la tendance à réfléchir et à agir d'une certaine manière, ne s'est ni sublimée dans la révolution, ni évaporée de son ébullition. Si la Révolution a certes pu organiser et structurer la société cubaine en fonction de plusieurs des aspirations séculaires des Cubains, les mécontentements et les manifestations de résistance contre le régime révolutionnaire ne tardèrent pas à refaire surface. Quelques exemples suffiront pour illustrer la position que nous exprimons.

La tradition de résistance semble perdurer autant dans la Cuba post-1959 qu'à l'ère du temps mondial. En effet, la résistance des Cubains face à leur régime pourrait sans doute être trouvée dans l'apathie que plusieurs manifestent dans l'accomplissement de leur travail ou de leurs tâches communautaires, dans l'annulation de leur vote lors d'élections ou, de manière plus générale, dans leur aptitude à acquiescer publiquement et à désapprouver en privé les

pp. 95 et s.

⁴³ J. Suchlicki, *op. cit.*, pp. 101-102.

politiques de l'État (*«obedezco pero no cumpla»*)⁴⁴. Les nombreux échanges sur le marché noir et l'irrespect généralisé des règles et des lois imposées par le régime, que l'on semble par ailleurs davantage critiquer pour son mauvais fonctionnement que pour les objectifs qu'il poursuit, constituent d'autres exemples de résistance. Ainsi donc, le même Cubain serait vecteur d'une double résistance.

D'abord, une résistance *avec* un régime qui lutte contre ce qu'il a toujours rejeté, c'est-à-dire toute disposition qui empêcherait sa réalisation. La tolérance, sinon le support, manifestée par les Cubains envers le castrisme en dépit de toutes les difficultés rencontrées, semble démontrer cela. Enfin, comme exprimé plus tôt, il y a bien résistance *contre* un régime qui, tout en disant vouloir les protéger des «forces du mal», éprouve d'immenses difficultés à accorder les libertés politiques qu'exigent, pas encore très énergiquement, il est vrai, les Cubains. Dans cette perspective, la tradition de résistance serait toujours bien vivante et n'évoluerait pas dans une seule direction. Cette tradition cubaine semble donc traverser les époques et les contextes avec pour seul objectif la réalisation de ceux qui la portent. Tant et si bien que l'idée selon laquelle la Révolution aurait marqué la fin du temps long de résistance ne paraît aucunement coller au cas cubain.

Enfin, ce chapitre serait incomplet s'il passait sous silence une autre poche de résistance cubaine devenue, par la force des choses, cubano-américaine. En effet, l'élite politique et économique, une fraction de la classe moyenne ainsi que les individus liés aux intérêts américains qui ont fui aux États-Unis alors que le régime révolutionnaire s'installait, participent de cette résistance toute cubaine. En effet, ces exilés, membres ou non de groupes

⁴⁴ *Ibid.*, p. 247. "Acquiescing in public and dissenting in private" serait donc une forme de résistance passive à un régime qui, pour une masse difficile à évaluer, ne correspond plus à ce pourquoi il aurait été consacré en 1959. À ce propos, lire M. Pérez-Stable, *op. cit.*, pp. 179-181.

de pressions de diverses qualités, de l'extrémisme de la Cuban American National Foundation (CANF) à des associations caritatives, constituent en quelque sorte un prolongement extra-territorial de la tradition de résistance. L'affrontement entre ces résistances illustre bien l'acharnement dont les Cubains font preuve dans leur résistance contre ce qui ne correspond pas à leurs intérêts et plus largement à ce qui ne correspond pas à leur projet politico-normatif. Même si la diaspora cubaine ne partage pas le même projet politico-normatif que les Cubains insulaires, leur volonté de réaliser ce projet semble être tout autant le moteur de leur résistance que celui de leurs (ex-?) compatriotes.

Avec la venue de la Révolution, les opposants sérieux au régime ont profité de la sympathie stratégique des États-Unis à leur endroit ainsi que des ententes cubano-américaines pour quitter Cuba et s'installer de l'autre côté du détroit de Floride⁴⁵. C'était un moyen intéressant pour le régime de se départir d'une partie de l'opposition, donc de la résistance potentielle au régime et à son projet. L'émigration d'environ 10 % de la population de l'île parmi laquelle se trouvait une proportion non-négligeable d'intellectuels organiques, c'est-à-dire ceux qui auraient pu faciliter la diffusion d'idées contraires à la Révolution, a sans doute compliqué «l'infiltration» de l'idéal libéral dans la tradition de résistance et de l'imaginaire collectif de la population⁴⁶. Ainsi, le cadre politico-normatif qui imprègne

⁴⁵ À ce sujet, on lira une entrevue de Fidel Castro accordée à Lee Lockwood et publiée par ce dernier in *Castro's Cuba, Cuba's Fidel*, Boulder, Westview Press, 1990 (1967; 1969). pp. 290-293; ainsi que L. A. Pérez Jr. in *Cuba and the United States: Ties of...*, *op. cit.*, pp. 252-254.

⁴⁶ Il est difficile d'identifier précisément ces intellectuels organiques. Parmi ceux qui ont quitté Cuba au début des années 1960 se trouvaient plusieurs gestionnaires et propriétaires d'entreprises qui avaient des affinités politiques et idéologiques avec le régime renversé. Aussi, des professeurs d'universités, des professionnels du droit et de l'économie ont quitté afin de pouvoir pratiquer leur profession respective dans un milieu davantage en accord avec leurs principes et leur projet. Potentiellement, toutes ces personnalités de la société cubaine qui partageaient un projet politico-normatif semblable à celui que privilégiaient leurs homologues américains et qui ont fui n'ont pu imprégner aussi directement la société cubaine de leur ontologie.

l'environnement idéal et mental des Cubains depuis des siècles a probablement été davantage préservé que si les intellectuels organiques avaient pu évoluer dans les structures étatiques et sociales sans être embêtés. Cela aurait aussi eu pour effet de faciliter la conservation d'un sens cubain dont la résistance est un élément fondamental. Finalement, la permanence des idées et des modes d'action cubains aurait été préservée pendant la guerre froide et au-delà, c'est-à-dire à l'ère du temps mondial⁴⁷. Et pour cause.

Si l'on peut affirmer que Cuba s'est définie au cours de la guerre froide d'une manière semblable à celle des autres nations, c'est-à-dire à travers sa position géo-stratégique, la Cuba du temps mondial se distingue, d'une certaine façon, des États latino-américains et des pays en transition. En effet, au contraire de la plupart des États de l'après 1989, Cuba est toujours en situation de conflit idéologique ouvert du genre qui caractérisait les relations inter-étatiques à l'époque de la guerre froide. La présence d'un ennemi super-puissant qui ne cesse de renforcer ses mesures d'isolement économique et politique depuis près de quarante ans et, dans une moindre mesure, depuis le début du XX^e siècle, aiguillonne sur une base quotidienne l'imaginaire cubain de résistance⁴⁸. L'omniprésence et la proximité de l'Autre ne peuvent qu'avoir facilité le renforcement de la tradition et la permanence de cette dernière. L'ennemi est là, tout près. Aux aguets. Résistons donc, comme on l'a fait depuis près d'un demi-millénaire.

⁴⁷ Ana Julia Jatar-Hausmann fait une analyse semblable in «What Cuba Can Teach Russia», *Foreign Policy* vol. 113, hiver 1998-1999, pp. 99-100. Elle écrit que "(...) Cuba's revolution was a homegrown affair that institutionalized communism well after the fact. As such, the end of the Cold War has not changed the constellation of factors -property rights, power struggle, racial discrimination, and 100 years of frustrated nationalism- that caused the revolution in the first place".

⁴⁸ Comme précisé dans le chapitre premier, l'imaginaire a pour caractéristique de radicaliser et de généraliser certains faits et certains états. Avec cela en tête, il est possible de mieux comprendre l'immensité de la menace et la grandeur de la bassesse américaine perçues par la population cubaine et, partant, l'importance qu'elle peut porter à la tradition de résistance.

Les politiques commerciales américaines, illustration parfaite de ce que peut être une relation antagonistique, symbolisent ce contre quoi les manifestations de résistance se sont toujours portées, c'est-à-dire le colonialisme, l'impérialisme ou, plus généralement, contre ce qui se pose en obstacle à l'appropriation du politique, de l'économique et du culturel, appropriation qui permettrait aux Cubains de se réaliser. Contre les conquérants espagnols et anglais, la domination et le contrôle qui caractérisaient leur rôle de puissance et de métropole. Contre l'ingérence et l'arrogance des États-Unis. Contre une diaspora qui incarne les valeurs et les projets qui ont depuis longtemps suscité les manifestations de résistance à travers le temps. Contre un système international qui souhaite la réalisation de l'idéal néo-libéral et qui exerce des pressions telles que sont menacés les projets collectifs, l'environnement et les économies nationales. À la fois stimulante et inhibante, la présence de l'Autre a permis à Cuba de se construire une identité définie dans des termes contraires à ceux proposés par les États-Unis. La proximité des États-Unis peut aussi expliquer la permanence de l'état de siège à Cuba qui affecte l'imaginaire collectif. La tradition de résistance s'en trouverait donc renforcée, actualisée, stigmatisée. Dans cet état d'esprit, la résistance à cette menace est perçue, à tort ou à raison, comme la seule condition qui pourrait favoriser la réalisation des aspirations et des idéaux cubains.

On l'a vu précédemment, les étudiants ont constitué un groupe très revendicateur qui n'a pas hésité à descendre dans les rues pour manifester et dénoncer tantôt l'illégitimité, tantôt l'opacité ou la brutalité des gouvernements qui se sont succédés au cours des soixante premières années du XX^e siècle. La répression, souvent sanglante, à laquelle ont eu recours les autorités de cette période ne semble pas avoir freiné l'ardeur des manifestations étudiantes. Si les étudiants ont joué un rôle important dans la déroute des dictatures pré-révolutionnaires,

comment alors expliquer que ce même groupe n'ait pas entrepris de manifester plus ouvertement, même en risquant une dure répression, contre le régime Castro? La tradition de résistance aurait bien pu se manifester une fois de plus de manière éclatante. La fin de la guerre froide donnait sans doute un prétexte supplémentaire pour se débarrasser d'un régime qui avait mené à des difficultés économiques considérables. Pourtant, ce ne fut pas le cas dans les dix ans qui ont suivi la fin de la guerre froide. Pourquoi? Certains diront que des étudiants, sous-alimentés, n'ont pas la force de protester; que le régime inspire une crainte telle qu'il inhiberait l'action subversive. Si ces éléments peuvent en partie expliquer cela, ils ne nous semblent pas suffisants pour comprendre une réalité aussi complexe. Les restrictions alimentaires et le niveau de répression pourraient-ils être plus excessifs aujourd'hui que sous les régimes du début du siècle?

Est-ce que les étudiants, comme la plupart des Cubains qui n'ont pas jusqu'ici semblé exprimer avec force leur désaccord avec le système, hésiteraient à rejeter un régime encore en mesure de proposer un sens considéré légitime et valable? Nous sommes portés à croire que cet élément doit être tout autant considéré que ceux évoqués précédemment. Car en fait, la présence d'un sens inhiberait, dans une certaine mesure, le besoin de descendre dans les rues pour manifester du mécontentement contre l'État, la présence du sens légitimant les actions entreprises par le gouvernement et l'effort collectif demandé à la population. À ce sujet, la majorité des rassemblements populaires expriment une certaine volonté de résistance, certes, mais une résistance contre les tentatives, réelles ou perçues, d'ingérence américaine et rarement contre la situation interne à Cuba. Cela est sans doute dû au fait que les manifestations contre l'État ne sont pas tolérées. Comme mentionné antérieurement, les expressions de résistance peuvent prendre des formes plus subtiles que la traditionnelle

descente dans les rues. À cet égard, l'absence visible de résistance contre l'État cubain ne doit pas être synonyme d'appui inconditionnel à ce dernier.

En définitive, toute la question de la guerre froide et de la fin de celle-ci ne constituent pas un outil très utile dans l'interprétation que l'on peut faire de la résistance cubaine à l'ère du temps mondial. Ceci, dans la mesure où la guerre froide, entendue comme un conflit idéologique inter-étatique, se perpétue entre Cuba et les États-Unis⁴⁹. De surcroît et comme nous l'avons déjà souligné, la révolution cubaine et la guerre froide ne constituent qu'un épisode du temps long cubain. Le sens qui animait la société cubaine et que la tradition de résistance avait pour objectif de préserver, s'est conservé jusqu'à aujourd'hui et les sources provoquant la résistance ne se sont pas taries. À Cuba, le fondement, la finalité et l'unité restent donc sinon intacts, du moins suffisamment consistants pour que le sens ambiant soit préservé. La présence de ce dernier éviterait que l'idéal néo-libéral en processus de mondialisation ne soit accueilli avec la même cordialité par les Cubains que par d'autres sociétés dont le sens n'a pu résister à l'écroulement des repères traditionnels. Du coup, ces sociétés auraient perdu leur capacité à identifier "(...) un principe de base sur lequel s'appuie un projet collectif (...)" [fondement], à se représenter le monde "(...) dans un schéma d'ensemble cohérent (...)" [unité], et à se projeter "(...) vers un ailleurs réputé meilleur" [finalité]⁵⁰. Incapables de remplacer un sens en processus avancé d'évanescence, les sociétés du temps mondial tendraient à faire de l'idéal néo-libéral leur pierre philosophale. Ainsi s'engageraient les États dans le processus de convergence universelle. Ce dernier faciliterait la réification de

⁴⁹ Wayne S. Smith (éd.), *The Russians Aren't Coming. New Soviet Policy in Latin America*. Boulder et London, Lynne Rienner Publishers, 1992, pp. 32-34. On pourra aussi consulter Joseph S. Tulchin et Rafael Hernandez (éds.), *Cuba and the United States: Will the Cold War in the Caribbean End?*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1991.

⁵⁰ Zaki Laïdi, *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1994, p. 15.

l'idée selon laquelle la mondialisation de l'idéal néo-libéral est inévitable, qualité qui ne favorise sans doute pas la recherche de dispositions qui pourraient alléger les effets négatifs de «l'unidéologisation» du monde.

Mais quel est donc ce sens cubain que la fin de la guerre froide ne serait pas arrivé à démanteler? Selon nous, le sens conservé à Cuba trouve ses fondements dans les idées de la Révolution qui sont, elles, similaires à celles qu'exprimaient Martí au XIX^e siècle, idées qui ne sont d'ailleurs pas si éloignées des notions de souveraineté individuelle et collective exprimées par la plupart des groupes composant la société cubaine au cours de l'histoire, des Indigènes aux Créoles en passant par les esclaves. En fait, il nous semble possible de définir le sens cubain en nous référant aux trois piliers du sens exprimés un peu plus haut. D'abord, le fondement du sens cubain, c'est-à-dire le projet collectif qu'il sous-tend, pourrait être trouvé dans la quête frustrée de réalisation, c'est-à-dire dans la volonté d'acquérir et de conserver une souveraineté de fait face aux forces impérialistes et de construire une société selon des valeurs qu'elle privilégie. Ce projet est d'ailleurs celui que défend le régime castriste dans la période post-guerre froide. Les positions du gouvernement cubain sur la mondialisation de l'idéal néo-libéral, expriment assez bien le fondement du sens cubain.

No es justo que se pretenda aplicar un tratamiento igual a naciones con condiciones diferentes y muy desiguales en su desarrollo económico y social. (...) **Nada de limitaciones y condicionamientos para el respeto a nuestra soberanía y a nuestro derecho inalienable a la autodeterminación**, y a la posibilidad de **decidir nuestras prioridades** y modelos de desarrollo⁵¹.

⁵¹ «No debemos aspirar a particulares ventajas o migajas de un orden mundial injusto y despiadado, sino a transformarlo exigiendo nuestros derechos». Discours prononcé par Carlos Lage Dávila, vice-président du Conseil d'État de Cuba, lors du deuxième Sommet des pays ACP, Santo Domingo, 25-26 novembre 1999. *Granma*, n° 237, année 3 (samedi, 27 novembre 1999), [http:// www.granma.cubaweb.cu/27nov99/interna/articulo1.html](http://www.granma.cubaweb.cu/27nov99/interna/articulo1.html).

La citation qui précède exprime avec force le rejet de l'idéal néo-libéral selon lequel toutes les nations doivent être traitées également même si plusieurs d'entre-elles se caractérisent par des niveaux asymétriques de développement. Il est inacceptable, soutient-on dans la même citation, que des conditions et des limites réduisent la souveraineté de Cuba dans l'établissement de ses priorités et le choix de son modèle de développement. Ainsi serait exprimé le pilier fondement du sens cubain qu'il est possible de lier, de manière schématique, à la résistance socialiste de Cuba face à la tendance impérialiste et totalisante du néo-libéralisme.

La représentation du monde dans un schéma d'ensemble cohérent, correspondant à la composante unité du sens, se retrouverait dans la notion d'un monde dans lequel Cuba entreprendrait des relations mutuelles de coopération multilatérale et de solidarité. Les États ainsi en relation pourraient faire front commun pour défendre leurs projets et se développer en fonction de leurs aspirations, comme le suggère essentiellement le passage suivant. "El mundo difícil y complejo que se nos viene encima, y en el que se juega la integridad y supervivencia de nuestros países, sólo podrá ser soportado por las espaldas sólidamente unidas de todos nuestros pueblos"⁵². Enfin, pour le régime et une masse critique de la population cubaine, la notion d'avenir réputé meilleur consisterait en la mise en forme des idées de la Révolution dans un monde en transformation.

(...) [L]os problemas son muy grandes, pero creo que las dificultades, las complejidades, los retos más difíciles y más peligrosos para la Revolución, los ha vencido la Revolución, los ha

⁵² «Actuando separados, uno a uno, podríamos ser todos devorados: juntos, nadie tendría poder para devorar a ninguno de nosotros», extrait d'un discours prononcé par le président Castro lors de l'ouverture à La Havane du neuvième sommet ibéro-américain en novembre 1999. *Granma Internacional*, n° 228, année 3 (mardi, 16 novembre 1999), <http://www.granma.cu/espanol/nov3/actuando-e.html>.

vencido con su **capacidad de resistencia** y con su **voluntad de unidad y de defensa** de las ideas socialistas, los ha vencido defendiendo el socialismo⁵³.

Comme l'indique l'auteur de ce passage, la Révolution a vaincu de graves difficultés et c'est par cette même Révolution, avec sa capacité de résister et de défendre ses idées, que les problèmes actuels pourront être solutionnés. Il semble donc que l'avenir meilleur soit conditionnel au maintien de la Révolution qui est en soi un gage ou une garantie d'avenir qualitativement meilleur. D'une manière semblable, Fidel Castro exprime en quoi consiste l'ailleurs réputé meilleur. "Oui, nous avons tous l'espoir de vivre -tous- dans les idées pour lesquelles nous luttons et nous sommes convaincus que ceux qui viendront après nous seront capables de les matérialiser (...)"⁵⁴. Voilà un projet clairement défini faisant de l'avenir un lieu qui induit la population à se comporter de manière à ce que ce futur devienne réalité en vivant le présent dans l'esprit de la Révolution et des idées qu'elle propose. Cela constitue un bon exemple de lien entre le présent et l'avenir qui donne sens au projet cubain et qui offre une plus grande résistance à l'idéal néo-libéral. De surcroît, ce regard porté vers le futur semble être explicable par le fait qu'en abandonnant le socialisme, la population et l'État cubains se verraient symboliquement revenir vers le passé pré-révolutionnaire et ses caractéristiques qui ont suscité tant de critiques pendant plus de quarante ans. Enfin, on aura remarqué que la notion d'avenir réputé meilleur n'est pas directement liée au progrès tel qu'entendu dans les sociétés occidentales lors de la guerre froide. Dans la Cuba du temps mondial, l'avenir réputé

⁵³ «Sin desconocer la gravedad de las dificultades y limitaciones el país está en un proceso de recuperación económica». Allocution de Carlos Lage, vice-président de la République de Cuba, prononcée lors de la Réunion nationale des présidents municipaux du Pouvoir populaire. *El Economista de Cuba Online*, http://www.eleconomista.cubaweb.cu/eco9/19_090a.html.

⁵⁴ Fidel Castro, *Nous luttons avant pour notre pays; aujourd'hui, nous luttons pour le monde*, Discours tenu à Santiago de Cuba le 26 juillet 1998, La Habana, Editora Política, 1998, p. 9.

meilleur semble davantage se présenter sous la forme d'idées et de valeurs à défendre que de marchandises et de services à consommer.

À partir des éléments identifiés tout au cours du présent chapitre, on peut finalement constater que les manifestations de résistance à travers le temps ne se sont pas limitées à certains secteurs mais ont, au contraire, touché l'ensemble de la société cubaine en devenir. Sans avoir cru nécessaire de relever davantage de manifestations de résistance dans un plus grand nombre de secteurs d'activités, ce qui du reste aurait été inutile dans le cadre du présent travail, nous avons été en mesure de démontrer que toutes les dimensions de la vie, autant commerciales, religieuses, raciales, culturelles que politiques, ont porté des élans de résistance envers ce qui paraissait contraire aux intérêts des groupes qui se trouvaient liés à l'un ou plusieurs de ces champs d'activités. L'imaginaire collectif ainsi que les gestes concrets se sont nourris au fil de l'histoire pour constituer une tradition de résistance qui marque profondément la cubanité et cela, même à l'ère du temps mondial.

La fin de la guerre froide ne s'est donc pas soldée à Cuba de la même façon qu'ailleurs. Il semble que les manifestations historiques de résistance aient imprégné l'imaginaire cubain, lui-même ancré dans une histoire semée d'exemples de grèves contre l'oppression, de manifestations violentes contre la répression, d'oeuvres littéraires faisant l'éloge de valeurs telles le courage, la justice et l'égalité, de comportements religieux originaux, etc. Mais toute cette histoire, aussi épique fut-elle, ne saurait opérer avec une telle force si elle n'était pas manipulée, canalisée et utilisée à des fins précises. Car toute histoire est choisie et ne devient histoire que si on la considère comme telle. Le rôle de l'État cubain dans l'actualisation et l'utilisation de l'histoire ne doit pas être sous-évalué car il permet selon nous que "l'existence quotidienne «[n']éclate» en une suite cahotante de moments successifs dépourvus de toute

cohérence, orphelins du *sens* qui seul pourrait leur conférer un enracinement dans la durée"⁵⁵. Le prochain chapitre s'appliquera à faire la démonstration et l'évaluation du rôle que l'État cubain joue dans la ré-activation de cette culture caractérisée par la résistance. La culture donnerait, paraît-il, du corps à la "(...) solidité de l'édifice social, car la culture, inégalement partagée, traversée de courants contradictoires, donne malgré tout, en fin de compte, le meilleur d'elle-même au soutien de l'ordre en place (...)"⁵⁶. L'État cubain serait-il arrivé à récupérer cette tradition de résistance afin de mener à bien son projet et à préserver un sens à l'époque du temps mondial? Voyons immédiatement comment le chapitre troisième pourrait répondre à cette interrogation.

⁵⁵ J. Chesneaux, *op cit.*, p. 7.

⁵⁶ F. Braudel, «Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècles», *Le temps du monde*, Paris, Armand Colin, tome 3, 1979, p. 540.

CHAPITRE TROISIÈME

«L'État, son rôle et son influence sur la formation identitaire à Cuba»

La conservation du sens à l'époque du temps mondial serait des plus problématiques¹. Pourtant, deux caractéristiques fondamentales de la société cubaine laissent penser que le sens peut être conservé à Cuba. D'abord, la présence de la tradition de résistance a été étudiée dans le chapitre précédant. Comme il l'a été suggéré, le cas cubain semblerait constituer un cas patent de résistance à tout ce qui est considéré comme un obstacle au développement et à l'épanouissement de sa population. Les tendances unidéologisantes ainsi que les pressions qu'elles exercent, intimement liées aux États-Unis par des éléments historiques, idéologiques et politiques, paraissent faire l'objet d'une forte résistance de la part de la société cubaine. Vraisemblablement, cette dernière ne trouverait pas dans les valeurs et les principes en processus de mondialisation la voie d'accès à un avenir meilleur et semblerait préférer le modèle proposé par le gouvernement cubain. Alimentant à sa façon les piliers fondement et unité du sens, la tradition de résistance constituerait l'une des deux caractéristiques du cas cubain qui faciliteraient la rétention d'un sens à Cuba.

La deuxième caractéristique du cas cubain qui permettrait la conservation d'un sens à l'ère du temps mondial résiderait dans l'identité que porte la population cubaine. Le présent chapitre s'appliquera donc à développer une interprétation du rôle que peut tenir l'État sur la scène cubaine de l'identité. Car, faut-il le rappeler, l'hypothèse de travail prétend que le renforcement et l'usage de l'identité cubaine par l'État, seraient responsables, avec la tradition de résistance ci-haut évoquée, de la capacité qu'a la société cubaine à retenir un sens qui lui

¹ Zaki Laïdi, *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1994.

permettrait de vivre la mondialisation sans considérer à priori l'idéal néo-libéral comme unité de base de cette dernière. Dépassant le seul cadre du temps local cubain, cette attitude favoriserait la rupture de l'idée selon laquelle l'adoption de l'idéal néo-libéral en processus de mondialisation est non seulement inévitable mais également souhaitable. Cette rupture paraît essentielle pour qu'une réflexion puisse se dégager des limites fixées par le cadre néo-libéral qui tend à être admis et intériorisé par la population sans qu'elle n'en soit toujours consciente. Les limites imposées par ce cadre ont pour effet de restreindre la capacité de réfléchir à un mode d'organisation des sociétés, à un fondement qui privilégierait la réalisation d'un bien-être collectif qualitativement plus englobant et temporellement plus résistant que celui proposé par l'idéal néo-libéral.

Bien plus que le régime politique pour lui-même, c'est la société cubaine, ses revendications et sa critique d'un modèle qui suscitent l'intérêt de plusieurs pays, groupes et individus. Cuba viendrait, à certains égards, joindre sa présence aux autres manifestations de résistance à l'idéal néo-libéral, qu'elles s'incarnent dans une cuisine collective de Saskatoon, dans un comité pour la protection de l'environnement en activité dans un village de l'Équateur ou dans tout autre forme de mesures favorisant le partage de valeurs communes, de connaissances et d'idées, de temps et d'affinités. On le reconnaîtra, ces paramètres de vie en commun ne se trouvent pas sous la rubrique «priorités» de l'agenda néo-libéral. En fait, l'ontologie guidant les réactions précédentes paraît constituer une forme de résistance à la nébuleuse néo-libérale et à son conglomerat de valeurs et d'idées en processus de mondialisation. Il est permis de croire que toutes ces manifestations permettent de contrecarrer l'idée d'inexorabilité qui entoure le néo-libéralisme et qui favorise son déploiement à une échelle presque universelle.

L'omniprésence de l'État cubain semble jouer un rôle prépondérant dans la perception qu'ont les Cubains d'eux-mêmes et du reste du monde. En effet, par son intervention dans un grand nombre de secteurs et d'activités, l'État cubain influence profondément la construction sociale, économique et politique qu'est Cuba. La fonction que détient l'État dans le martèlement de l'identité nationale ou de ce que l'on présente comme telle paraît aussi substantielle que complexe. Par son action, l'État constituerait à la fois un pôle vers lequel convergent les énergies identitaires et une force productrice et organisatrice de ces mêmes énergies. Dans le cadre de ce chapitre, l'identité sera considérée comme une construction multidimensionnelle, complexe et malléable à laquelle l'individu, la collectivité et l'État participent sur une base continue par les gestes qu'ils ont posé, par ce qu'ils expriment et ce qu'ils entendent, par ce qu'ils ressentent, projettent et choisissent. Cette construction influence l'imaginaire de ceux qui l'habitent mais aussi de ceux qui en sont témoins et ce, par processus d'intersubjectivité.

En effet, le construit identitaire ne devient tel que s'il agit sur la conscience des individus et de la collectivité de manière à influencer leurs actions et leurs réflexions en fonction de ce que cette réalité virtuelle propose en termes de récits, de valeurs et d'objectifs. Ainsi, la construction imaginaire de départ à laquelle on se référait précédemment devient ordonnatrice de la réalité une fois intériorisée par une population donnée. Enfin, l'identité favoriserait une certaine cohésion au sein d'un même groupe, un sentiment d'appartenance, une plus grande conscience de lui-même et, par conséquent, des Autres.

On reconnaîtra que l'identité, tant individuelle que collective, repose en partie sur l'histoire et sur la mémoire collective. Or, est-il même possible de circonscrire *une* histoire et

une mémoire en se référant à une collectivité? Cela serait audacieux. En fait, il semblerait plus juste de se référer à l'identité collective comme étant

(...) le produit d'un long cheminement, infiniment plus long pour la collectivité que pour l'individu, au cours duquel un tri se fait et se refait constamment entre ce qui est oublié et ce qui est conservé, entre ce qui est occulté et ce qui est commémoré. Ce tri s'appelle l'histoire: non pas celle qui s'est effectivement déroulée et qui reste à jamais hors de notre portée dans son intégrité, mais bien celle qu'on écrit et réécrit sans cesse au fil du temps. Ainsi, la mémoire collective, elle aussi, est hautement sélective: elle magnifie les événements dont le souvenir conforte et consolide le groupe, elle minimise, camoufle, refoule les phénomènes moins reluisants, désagréables, dont l'évocation tend à diviser les esprits et à affaiblir le sentiment d'appartenance. (...) Pour la collectivité comme pour l'individu, ce n'est que par le travail sélectif de la mémoire que peut émerger et se consolider notre attachement à ce que nous sommes devenus².

Dans le cadre de l'évolution d'une identité collective, l'omniprésence de l'État cubain paraît extrêmement importante à considérer. L'État devient sinon producteur du moins canalisateur d'identité individuelle et collective, d'histoire, de mémoire et de cohésion sociale. Qui peut prétendre à un rôle plus fondamental que celui-là?

L'identité personnelle ou collective est influencée par un ensemble de facteurs parmi lesquels on peut compter les médias, les arts, l'éducation, les organisations et institutions régionales, nationales ou internationales. Aussi faut-il considérer que si ces facteurs influencent les caractéristiques qui alimentent l'identité, l'image que ces vecteurs d'identité collective projettent sur la collectivité qui en est traversée, par exemples un film, une enseignante, une organisation caritative, contribue aussi à l'évolution de cette identité. Ainsi, l'identité est un construit qui se reflète dans la production littéraire, cinématographique, artistique, etc. d'une société donnée et renvoie, par effet miroir, une image qui modifie quelque peu la représentation initiale que cette société se faisait d'elle même. Prenant conscience de ces changements, la société sera par effet de retour influencée par l'image identitaire qu'elle

² Thierry Hentsch, «Identité, altérité et question nationale», chapitre 1, *Introduction aux fondements du politique*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1993, p. 5.

projette d'elle-même³. Du processus qui vient d'être décrit émerge l'importance de considérer l'identité bien davantage comme un processus évolutif et multidimensionnel qui exige d'être constamment mis à jour qu'un simple produit statique⁴.

Comment peut-on expliquer que le patriotisme cubain soit encore, presque dix ans après la fin de la guerre froide, aussi virulent voire même plus vif que ce qu'il était en temps de bipolarité? En fait, contrairement aux pays de l'ex-bloc de l'Est qui ont, plus ou moins profondément remis en question leurs politiques et leur rapport au monde avec la chute du mur de Berlin en 1989 et l'implosion de l'URSS en 1991, Cuba ne semble pas avoir perçu dans ces changements ni l'occasion ni l'obligation de redéfinir son système de manière radicale. Cela peut être en partie expliqué par le fait que la position géo-stratégique de Cuba n'a pas davantage changé que les politiques américaines envers Cuba.

Plus encore, la dissolution partielle des tensions entre l'Est et l'Ouest semblent avoir accentué l'attention et les pressions exercées sur Cuba, l'un des moutons noirs les plus déterminés du nouveau désordre mondial. À ce sujet, il faut préciser que Cuba n'incarne plus l'affrontement Est-Ouest qui caractérisait la guerre froide⁵. Bien que demeurant idéologique, la lutte que mène Cuba à l'ère du temps mondial semble se rapprocher de celle de certains pays en développement. En effet, des pays comme la Malaisie, la Thaïlande ou l'Inde revendiquent, du moins ponctuellement, une plus grande latitude dans le choix des politiques économiques

³ Dans un sens similaire mais plus directement concernant l'identité américaine de l'après guerre froide étudiée via une analyse cinématographique, on pourra lire les propos de Joanne P. Sharp, «Reel Geographies in Post-Cold War American Movies», in Gearóid O'Thuatail et Simon Dalby (éds.), *Rethinking Geopolitics*, London, Routledge, 1998, pp. 152-169.

⁴ Louis A. Pérez Jr. (éd.), *On becoming Cuban : identity, nationality and culture*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999, pp. 8-9.

⁵ D'ailleurs, cet axe d'affrontements s'est brouillé simultanément à l'étiollement de la notion de «l'Est», redevable aux ex-pays socialistes, même ceux du Sud, qui semblent s'efforcer de repousser la «frontière» de l'Est derrière eux, notamment par leur désir d'intégrer l'UE, l'OTAN, l'OMC, etc.

et du modèle de développement à privilégier. D'une certaine façon, Cuba légitimerait son projet socialiste résiduel en invoquant le droit des États à poursuivre des objectifs jugés acceptables et légitimes d'une perspective nationale. En joignant sa voix à celle d'autres pays en développement, Cuba aurait donc joint l'axe Nord-Sud dans lequel s'inscrivent plusieurs luttes qui ont cours au sein du système international⁶. Ce glissement dû au repositionnement conflictuel de Cuba à travers le temps illustre bien comment la tradition de résistance, abordée dans le chapitre deuxième, a pu transiter de la guerre froide au temps mondial.

Si Cuba poursuit effectivement sa résistance malgré son repositionnement sur l'axe d'affrontements, il faut préciser que par son association à l'Union soviétique, Cuba se devait de jouer la carte de l'affrontement Est-Ouest. Cependant, par sa proximité avec les États-Unis et l'Amérique latine et son éloignement de Moscou, Cuba a tenu, même durant la guerre froide, un rôle sensiblement différent du glacis soviétique et cela, dans la mesure où le gouvernement de La Havane s'est souvent porté à la défense des intérêts des pays de la périphérie qui se trouvaient désavantagés dans le système international. L'internationalisme de l'État cubain est d'ailleurs encore très vif dans la période post guerre froide. À ce titre, on notera l'envoi de médecins dans les zones oubliées du monde ou affectées par des désastres naturels, par exemple en Amérique centrale et dans les Caraïbes, par l'offre de bourses d'études à des jeunes de milieux défavorisés, l'accueil d'enfants malades d'Ukraine, etc.⁷. Plus significatif encore, le gouvernement cubain semble avoir ouvert son discours, c'est-à-dire intégré une dimension

⁶ "Là, il faut se battre. Tous les pays du tiers monde doivent s'unir, et c'est ce que nous disons aux Africains quand nous nous réunissons avec eux, aux Asiatiques, aux Caribéens, à tout le monde, dans tous les organismes internationaux (...), partout. Nous sommes un tas de pays qui avons des intérêts communs, qui aspirons au progrès et au développement (...)" . Fidel Castro, *Une révolution ne peut naître que de la culture et des idées*. Allocution prononcée par Fidel Castro Ruz, président du Conseil d'État de la République de Cuba, au Grand Amphithéâtre de l'Université centrale du Venezuela, le 3 février 1999. La Habana, Editora Política, 1999, p. 42.

⁷ À titre indicatif, on pourra lire à ce sujet Fidel Castro, *ibid.*, pp. 34-37.

mondiale marquée à ses revendications. Ainsi, plusieurs objectifs poursuivis par Cuba sont d'intérêt global. Freiner le consumérisme, diminuer la misère urbaine, éradiquer l'analphabétisme et dénoncer le développement non-durable constituent quelques uns des chevaux de bataille que monte plus ou moins adroitement le gouvernement cubain.

Les objectifs venant d'être évoqués débordent du seul cadre national et font de la lutte historique menée par les Cubains une lutte transnationale pour des idées qui gagneraient à orienter la gestion et l'organisation d'un monde meilleur⁸. L'internationalisme militaire cubain de la guerre froide se serait donc converti en internationalisme idéal. Deux visions du monde, celle proposée par l'idéal néo-libéral et celle que privilégie l'État cubain, paraissent donc s'affronter. Peu de pays du temps mondial prétendent encore proposer quoique ce soit au reste du monde, encore moins des principes qui iraient à l'encontre des canons néo-libéraux; ceux-ci étant souvent considérés comme allant de soi. Cela n'est sans doute pas sans conséquences sur la formation identitaire puisque les revendications faites par l'État cubain s'inscrivent, dans une mesure certaine, dans la tradition de résistance qui s'est manifestée au cours des siècles à Cuba et qui est devenue partie intégrante de la cubanité, c'est-à-dire de ce qui distingue un Cubain des Autres. Les revendications de l'État sur la scène internationale sont donc autant d'affirmations de ce qu'est être cubain.

Avec l'accélération des processus de la mondialisation et l'intensification des pressions qui y est associée, les objectifs historiques des Cubains sont toujours d'actualité, d'autant que ces processus favorisent l'inter-pénétration des économies dans un cadre légal -et national- permissif qui dilue la capacité des États à gérer les courants qui traversent leur territoire

⁸ *Ibid.*, pp. 10 et s. On lira aussi à ce sujet Roberto Robaina González, «Cuba: We Return to Russia», *International Affairs*, vol. 44, n° 4 (1998), p. 56. M. Robaina était, à la date de parution de l'article, ministre des Relations extérieures de la République de Cuba.

respectif. Voilà une réalité qui n'est pas pour plaire au gouvernement cubain actuel qui lutte depuis quarante ans contre l'impérialisme et contre ce qui pourrait grignoter la souveraineté du pays. Cette lutte pour l'indépendance et la souveraineté, on se rappellera, n'est pas l'apanage du castrisme mais une des caractéristiques cubaines qui a été mise en évidence dans le chapitre deuxième. L'actuelle lutte pour la sauvegarde de la souveraineté cubaine s'inscrit donc dans une certaine continuité entre l'Hier et l'Aujourd'hui, la résistance constituant le fil conducteur qui lie l'identité cubaine et la lutte pour la souveraineté politique et idéologique. Dans la dynamique venant d'être décrite, la tradition de résistance joue un rôle aussi central que celui tenu par l'intervention de l'État cubain. Avant d'aborder l'État et sa fonction de fabricant d'identité, voyons un peu de quelle manière les facteurs extérieurs et la situation géographique de l'île favorisent, plus ou moins directement, la construction et la consolidation identitaires à Cuba.

Au niveau international, Cuba n'est pas aussi isolée qu'elle n'y paraît à première vue⁹. L'isolement dans lequel le gouvernement américain tient Cuba constitue sans conteste un fardeau de taille étant donné le poids économique et politique que détient ce pays, notamment dans la gestion des organisations financières internationales. Cela peut, en effet, être perçu comme un obstacle majeur au développement de Cuba. Toutefois, considérant que les institutions internationales constituent une des voies de transmission de l'idéal néo-libéral vers les populations via les structures étatiques et gouvernementales, Cuba se trouverait quelque peu en retrait du champ néo-libéral d'influence. Il se pourrait donc que cette position soit un avantage. En effet, en échange de leurs services, les institutions internationales exigent que

⁹ C'est aussi ce que soutient officiellement l'État. À titre indicatif, on pourra lire Alberto Alvaríño Atienzar, «Cuba est bloquée, mais pas isolée», *Granma internacional* n° 9 (septembre 1997), p. 14.

certaines conditions soient remplies par le pays bénéficiaire. Ces ajustements s'inscrivent dans une logique économique qui participe de l'idéal néo-libéral¹⁰. Or, Cuba n'étant pas membre des institutions de Bretton Woods, elle se trouve soustraite à la conditionnalité de leur support financier et, par extension, aux projets et idéaux qui motivent leurs actions. Ces actions, si elles se veulent constructives à priori, engendrent les conséquences que l'on connaît déjà. Ainsi, Cuba serait privée à la fois d'une source d'influence de l'idéal néo-libéral et d'une source d'endettement qui n'est pas sans conséquences. L'État cubain ne serait donc pas confronté aux mêmes problématiques que d'autres pays en développement. Serait-ce d'aller trop loin que de prétendre que l'État cubain et sa population, par leur exclusion de certaines institutions internationales, soit en partie protégés des influences unidéologisantes?

Malgré un certain isolement, l'intégration de Cuba au monde est plus avancée qu'elle ne pourrait le laisser croire. En effet, peu nombreux sont les États latino-américains qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec Cuba. En 1995, seuls le Guatemala et le El Salvador n'entretenaient aucune relation diplomatique avec Cuba, alors que la République dominicaine, le Costa Rica et le Paraguay avaient des relations limitées¹¹. En 2000, ne restait plus que le El Salvador à n'entretenir aucune relation officielle avec Cuba alors que le Costa Rica et le Honduras limitaient leurs relations aux secteurs économique et consulaire¹². Au niveau international, Cuba entretenait en 1998 des relations diplomatiques avec 163 pays, des relations consulaires avec deux pays et assurait sa représentation dans trois États via des

¹⁰ Ce type d'ajustements a toutefois été sérieusement remis en question à la suite de la crise économique asiatique de 1998. En dépit de cela, les conséquences de ces mesures sur la population ne peuvent que difficilement être limitées à la période à laquelle les ajustements ont été apportés.

¹¹ Antoni Kapcia, *Cuba After the Crisis. Revolutionising the Revolution*, Washington, Research Institute for the Study of Conflict and Terrorism ("Conflict Studies" n° 289), 1996, p. 4 et note 19.

¹² Données pour l'année 2000 confirmées auprès de l'*InfoService* de l'ambassade de Cuba à Ottawa, 24 avril 2000.

bureaux d'intérêts¹³. Si ces indicateurs ne constituent pas un appui formel au régime cubain, les relations diplomatiques normalisées font à tout le moins de Cuba un État reconnu internationalement, un État faisant partie du concert des nations malgré les critiques que son régime suscite de part et d'autre. Sous cet angle, Cuba est loin d'être un État paria comme l'Afghanistan des Talibans ou la Libye de Khadafi.

Aussi, Cuba est un membre actif de plusieurs organisations et comités internationaux. Parmi les plus importants, notons l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation pan-américaine de la santé, l'UNESCO, l'UNICEF, le Groupe des 77, etc. Cuba a aussi été membre non-permanent du conseil de sécurité de l'ONU pour la période de 1990-1992. Le milieu médical cubain est également très présent dans les organisations régionales, continentales et mondiales impliquées dans la promotion de la santé¹⁴.

En outre, Cuba est le lieu de plusieurs rencontres, conférences et congrès internationaux ou hémisphériques. Par exemple, les jeux pan-américains se sont tenus à Cuba en 1991, le 14^e Festival mondial de la jeunesse et des étudiants eut lieu en 1997, le Sommet ibéro-américain en 1999, le Sommet des pays du Sud en 2000, alors que la première et deuxième Rencontres internationales sur la mondialisation et les problèmes de développement se sont tenues respectivement en 1999 et 2000. Si ces faits ne constituent pas des preuves de la reconnaissance internationale de Cuba, ils suggèrent néanmoins aux Cubains eux-mêmes que leur pays non seulement fait partie d'un certain réseau international mais qu'il y joue un rôle actif. Même s'il ne s'agissait que d'une perception, celle-ci est suffisante pour permettre à

¹³ R. Robaina González, *loc. cit.*, p. 56.

¹⁴ Julie M. Feinsilver, «Cuba's Current Integration into the International and Hemispheric Systems» in Archibald R. M. Ritter et John M. Kirk, *Cuba in the International System. Normalizing and Integration*, New York, St. Martin's Press, 1995, pp. 73-83.

la population de se construire une image de son pays et de le positionner par rapport au reste du monde. Dans le champ du politique, l'imaginaire collectif ne doit pas être sous-estimé puisqu'il traverse la réalité; il guide la réflexion et l'action¹⁵. À partir des exemples présentés plus haut et gardant à l'esprit le concept d'imaginaire, la Cuba que se représente la population est accueillante, généreuse et ouverte sur le monde. Par effet de distorsion et d'exagération, l'imaginaire pousserait en fait la population à se construire une représentation outrancièrement positive de Cuba par rapport au reste du monde.

C'est d'une manière semblable qu'il faut interpréter les effets de la condamnation par plusieurs pays des politiques américaines envers Cuba. En fait, l'Assemblée générale des Nations unies a, encore une fois en 1999, voté à forte majorité en faveur de la proposition cubaine condamnant l'embargo imposé par les États-Unis¹⁶. De même, l'Organisation des États américains, les sommets ibéro-américains et le CARICOM (Communauté des Caraïbes) condamnent les sanctions imposées à Cuba par les États-Unis. Bien que cette condamnation soit aussi celle des mesures extra-territoriales, c'est-à-dire un rejet des mesures entravant le droit des États de commercer avec Cuba, il ne fait pas de doutes que la condamnation presque unanime des États-Unis influencent les perceptions que se font les Cubains de la communauté internationale. À plus forte raison encore lorsque ce vote de l'Assemblée générale est présenté par l'État comme une preuve de l'appui à Cuba¹⁷.

¹⁵ Dans un sens similaire, T. Hentsch, *op. cit.*, p. 6, a écrit que "(...) [c]e qu'une collectivité pense d'elle-même, de ses relations avec les autres influe sur son comportement et, par là même, *fait partie* de son rapport au monde".

¹⁶ 157 voix pour, deux contre (Israël et les États-Unis d'Amérique), le reste en abstentions ou en absences.

¹⁷ À cet égard, les discours de Fidel Castro sont clairs. Le vote des membres de l'ONU contre l'embargo américain devient un vote en faveur de la pauvre Cuba, victime d'une injustice sans nom. On lira, par exemple un extrait du discours *Une révolution ne peut naître...*, *op. cit.*, p. 44.

Malgré les critiques que les Cubains peuvent formuler ou entendre à propos de leur pays, la perception qu'ils peuvent développer de leur État par rapport à l'extérieur peut se traduire politiquement par une certaine reconnaissance à l'égard de leur propre gouvernement. Les exemples du vote des membres de l'ONU ainsi que les activités, conférences et colloques qui se tiennent en sol cubain illustrent le mécanisme. D'autre part, la présence active du gouvernement dans les organisations internationales ou régionales, le professionnalisme et l'efficacité du corps diplomatique cubain ainsi que la haute formation des experts¹⁸ confèrent une ascendance, voire même une autorité, au gouvernement de Fidel Castro. Bien qu'en partie réelle et en partie le fruit de perceptions et de représentations mentales nourries de distorsions, la légitimité extérieure relative de l'État cubain confère, au niveau interne, un minimum de résonance aux appels au peuple qui sont régulièrement lancés par l'État.

Ces imaginaires de légitimité extérieure et d'ouverture sur le monde sont sans aucun doute récupérés par les autorités cubaines dans le processus de construction et d'entretien de l'identité. Le fait que le gouvernement puisse se targuer de jouer un rôle sur le plan international tout en défendant des idées différentes de celles que propose l'idéal néo-libéral permet sans doute une plus grande proximité avec sa population, un peu comme si le fait d'être actif internationalement le rendait d'autant plus légitime¹⁹. Si les liens avec l'identité cubaine semblent jusqu'ici plutôt ténus, ceux-ci s'éclairciront ultérieurement. Pour l'instant, il suffit de mentionner que la participation de Cuba et la collaboration plus ou moins formelle qu'elle suscite renforcent la conviction qu'ont le gouvernement et sa population à l'égard du

¹⁸ Ces caractéristiques sont reconnues par des diplomates ayant été en poste à La Habana ainsi que par des observateurs de différents horizons. À titre indicatif, on pourra lire à ce sujet les propos de Julie M. Feinsilver, *ibid.*, pp. 74-75.

¹⁹ On se souviendra que l'imaginaire de la mondialisation tend à accorder une importance capitale au qualificatif global ou mondial, comme si ces deux épithètes étaient garantes de la qualité des termes qu'elles accompagnent.

bien-fondé des objectifs qu'ils poursuivent conjointement²⁰. Ultimement, c'est la représentation que se fait d'elle-même la population cubaine par rapport au reste du monde qui se trouve renforcée par l'image, réelle ou déformée, que lui renvoient les intervenants de l'étranger. Terminons en précisant que ce semblant d'appui, amplifié et glorifié par les autorités cubaines, consolide l'idée selon laquelle les efforts fournis par la population ne sont pas vains ou encore jugés valables uniquement par le gouvernement qui la dirige. Les objectifs poursuivis et les raisons qui les rendent légitimes font eux aussi partie des éléments constitutifs de l'identité. Dans la mesure où ces derniers sont exacerbés par le conflit qui oppose Cuba aux États-Unis et plus largement aux tendances néo-impérialistes, les objectifs nationaux contribuent à différencier les Cubains des Américains et constituent donc une source importante de soutien et de stimulation de l'identité cubaine.

L'élément qui précède relève d'un facteur fondamental, à la fois externe et interne, de la formation identitaire. En effet, la présence de la communauté cubaine de Floride renvoie nécessairement au concept d'altérité, d'extérieur constitutif. Ce dernier paraît s'incarner de

²⁰ Des allocutions prononcées par des membres du gouvernement, par des directeurs d'associations cubaines ou des personnalités de l'île soutiennent cette idée. Le contenu du discours présenté par Roberto Verrier, président de l'Association nationale des économistes de Cuba (ANEC), lors de la session d'ouverture de la deuxième rencontre internationale sur la mondialisation et les problèmes de développement, est fort éloquent. "L'organisation de ces réunions permet, particulièrement à l'ANEC, de poursuivre la vocation solidaire qui se trouve à la base de la société cubaine et de renforcer de manière significative notre activité scientifique et internationale par les liens que nous maintenons avec les organisations homologues de par le monde" [traduction libre de l'espagnol]. Dans ce même discours, l'énumération des organisations internationales participant à la conférence sert de faire-valoir au bien-fondé des objectifs poursuivis par cette rencontre organisée par les Cubains. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un appui politique au régime Castro, la présence des 53 pays et des organismes internationaux à la conférence n'est pas sans suggérer un appui, ne serait-il que moral, qui renforce sans doute l'imaginaire que peut se construire la population de son pays par rapport au reste du monde. Cette place occupée par une population dans le monde contribue au processus de formation identitaire. Pour les détails, on pourra lire le discours complet de R. Verrier édité sur CD-ROM, «II Encuentro Internacional de Economistas. Globalización y Problemas del Desarrollo», Génesis Multimedia, 1999.

manière particulièrement forte dans les Américains d'origine cubaine dont la communauté la plus militante habite dans le Sud de la Floride. En effet, il semble que la communauté cubano-américaine de Floride soit particulièrement au centre de l'extérieur constitutif des Cubains insulaires. Cette interprétation se fonde sur les nombreuses références à cette communauté cubano-américaine dans le discours tenu par les autorités cubaines ainsi que par la population. Si les États-Unis représentent l'Autre, la communauté cubano-américaine de Miami le personnifie; elle est identifiable et reconnaissable. Ainsi, l'Autre n'est pas monolithique. Il n'est pas le Mexicain travaillant dans les exploitations agricoles de Californie ou le Puertoricain vivant dans un quartier défavorisé de New York. Même le gouvernement américain n'est pas toujours identifié comme l'ennemi premier. En fait, l'Autre logerait à l'enseigne de la droite américaine dont la Fondation nationale cubano-américaine est une représentante pour le moins convaincue.

(...) [À] Miami, ces groupes, la mafia terroriste et fasciste, s'imposent par la force. Et cette mafia a poussé Clinton à adopter la première loi Torricelli. (...) La Fondation [nationale cubano-américaine] a financé pendant de longues années, les activités terroristes contre Cuba, les plans d'attentats et les bombes contre notre pays²¹.

Cet extérieur constitutif, aussi proche géographiquement, aussi intimement lié à un long conflit politique et idéologique et à ce point chargé d'émotions, est probablement l'un des

²¹ Fidel Castro, *Nous luttons avant pour notre pays; aujourd'hui, nous luttons pour le monde*, Discours tenu à Santiago de Cuba le 26 juillet 1998, La Habana, Editora Política, 1998, pp. 65-66. "La mafia anti-cubaine de Miami" et la critique des positions ouvertement anti-cubaines des représentants de la Floride au Congrès américain constituent autant d'indices qui renvoient à l'extérieur constitutif; à celui que l'on ne veut pas être. À cet effet, on lira dans Granma les articles suivants: A. García, «Con la ternura de Celia y la fuerza de Maceo», *Granma*, n° 27, année 4 (mardi, 8 février 2000), <http://www.granma.cubaweb.cu/8feb00/nacional/articulo12.html>; et S. Más, «El pueblo unido en un solo reclamo exige regreso inmediato de Elian», *Granma*, n° 28, année 4 (mercredi, 9 février 2000), <http://www.granma.cubaweb.cu/9feb00/nacional/articulo13.html>. De la même façon, la communauté cubano-américaine de Miami est au centre des récriminations cubaines dans le cas Elián González. Des exemples précis du dernier cas ainsi que des liens avec l'extérieur constitutif sont fournis dans la deuxième moitié de présent chapitre.

éléments les plus déterminants dans la construction et la surchauffe identitaire de la population cubaine. Comme l'expliquait Marcel Gauchet, le conflit

(...) est un agent essentiel de la cohésion sociale (...). Dans la mesure où les individus s'affrontent sur les raisons d'être et les finalités de leur société, ils s'affirment comme membre d'une même communauté. (...) Par le conflit social, les individus et les groupes se posent comme ennemis au sein d'un même monde. La lutte des hommes est productrice d'appartenance et restauratrice d'une dimension de communauté²².

Face à un tel extérieur constitutif, il n'est pas surprenant que l'identité cubaine soit aussi à fleur de peau, qu'elle provoque la cristallisation de valeurs et d'objectifs souvent choisis en fonction du contraire du modèle cubano-américain que renvoie le reflet des eaux du Détroit de Floride. On est ce que l'Autre n'est pas, et vice et versa. Dans le même ordre d'idées, on ajoutera que "[l]'autre est justement ce dont nous avons tant besoin pour croire en nous"²³. À ce chapitre, Cuba ne pouvait trouver une altérité aussi prosaïquement incarnée.

En effet, la communauté cubano-américaine de Floride a vu ses rangs se multiplier de manière considérable à la suite du renversement de Batista en 1959 par les troupes menées par Fidel Castro. Si le changement radical de la politique et du système a joué un rôle prépondérant dans ce flux migratoire, il faut aussi considérer le rôle que la Révolution a joué sur le plan identitaire. Il suffira de rappeler ici que la Cuba de la première moitié du XX^e siècle était traversée d'une manière remarquable par les courants nord-américains. L'intégration de valeurs et d'habitudes américaines par un grand nombre de Cubain(e)s n'était pas le seul fait d'une odieuse imposition; les coutumes et valeurs *yankee* interpellaient et séduisaient. Ainsi, bien que la maîtrise de l'anglais constituait un avantage réel dans plusieurs secteurs d'activités, celle-ci était souvent perçue comme un moyen de se distinguer

²² Marcel Gauchet, «L'expérience totalitaire et la pensée de la politique», *Esprit*, 8-9 (août-septembre 1976), pp. 24-25, cité par Gilles Labelle in «Le 'préambule' à la "déclaration de souveraineté": penser la fondation au-delà de la matrice théologico-politique?», *Revue canadienne de science politique*, vol. 31, n° 4 (décembre 1998), pp. 659-668.

²³ T. Hentsch, *op. cit.*, p. 18.

socialement, tout comme l'était la consommation de certains produits, la fréquentation de certains lieux et la pratique d'activités originaires des États-Unis.

Dans ce contexte, les Havanaises faisaient leurs courses au *grocery store*, servaient *hot dogs* et *Jell-O* à leur tendre époux qui préféraient, eux, les *Chester* [*Chesterfield*, cigarettes américaines] aux réputés produits cubains du tabac. Les journaux et magazines en circulation proposaient une représentation du progrès, de la modernité et du bien-être perçue et exprimée dans des formes nord-américaines. D'ailleurs, plusieurs de ces revues et journaux publiés à Cuba se contentaient de traduire en espagnol le contenu de leurs correspondants américains. Les prénoms avaient tendance à s'angliciser. Les paysans des régions éloignées de Cuba allaient même jusqu'à incorporer des mots tels *OK* et *olrait* [all right] à leur vocabulaire. On contourne le *Capitolio* [réplique miniaturisée du Capitole de Washington] à bord d'une *Chevi* [Chevrolet] en se rendant au *Hollywood Cabaret* pour assister au spectacle de Nat King Cole ou pour y danser le *fox trot*²⁴.

Ce ne sont là que des anecdotes. Ces dernières illustrent cependant à quel point la société cubaine, depuis le début du XX^e siècle avait absorbé la culture américaine. Plus significatif encore est la profondeur avec laquelle la société cubaine avait incorporé dans sa propre manière d'être et de percevoir le monde, les valeurs et les normes nord-américaines. Peu étonnant, dès lors, que 1959 ait marqué une rupture non pas seulement politique mais aussi identitaire dans la mesure où ce qui avait constitué la source d'inspiration et d'évolution identitaire depuis le début du siècle était maintenant considéré comme étranger et néfaste. Un phénomène semblable s'était produit à la fin du XIX^e siècle, alors que les Cubains avaient

²⁴ À ce sujet, on lira Louis A. Pérez Jr., *op cit.*, «Assembling alternatives» (chapitre 6) , pp. 354-444.

rejeté l'Espagne comme modèle et source identitaire pour se tourner vers leurs voisins du Nord. Et voilà que

[w]ell before the revolution in January 1959, many Cubans had come to doubt the assumptions that long had given meaning and purpose to their lives. They had subscribed to those assumptions in good faith, only to discover that they were no longer capable of meeting their needs²⁵.

Le Cubain américanisé, c'est-à-dire celui qui avait intériorisé les représentations américaines du progrès et du bien-être, passait brusquement dans le camp de celui que l'on se devait de ne pas être. Ainsi, il semble que la révolution politique et sociale amorcée en 1959 pourrait également être considérée comme une révolution identitaire, voire même civilisationnelle, que l'État cubain s'empresse de prendre en main²⁶. À ce titre, les valeurs et la vision du monde que le gouvernement tente de privilégier encore en ce début d'année 2000 tranchent largement avec le regard que porte sur le monde le projet néo-libéral. On pourra enfin noter que la Cuba d'aujourd'hui se définit par rapport à un extérieur constitutif formé de Cubains dont le projet politico-normatif ne correspond pas aux aspirations des insulaires et donc à l'identité collective qu'ils veulent se donner.

Poursuivant avec le thème de l'altérité, ajoutons que la Russie constitue une autre source à partir de laquelle les Cubains tentent de se construire une identité propre. En effet, les déboires de la Russie de la période post-guerre froide sont plutôt frappants pour un petit

²⁵ *Ibid.*, p. 15. On notera aussi que cette remise en question par les Cubains eux-mêmes de l'ontologie, des valeurs et des normes qui leur étaient proposées ressemble aux manifestations contre le processus d'unidéologisation qui a cours à l'ère du temps mondial. En quelque sorte et pour des raisons historiques, de proximité géographique et d'attrait, les Cubains se seraient rendus compte de la facticité et de l'absence de sens de ce qui leur était proposé. La rupture révolutionnaire pourrait aussi être liée au phénomène de repliement identitaire qui s'opère simultanément à l'ouverture sur le monde dans le cadre de la mondialisation. Les Cubains auraient donc fait l'expérience d'une mondialisation ou d'une régionalisation avancée plusieurs décennies avant qu'elle ne soit ressentie par plusieurs peuples et régions du monde?

²⁶ *Ibid.*, pp. 476 et s. On portera particulièrement attention aux passages dans lesquels L. A. Pérez traite du changement de signification que la Révolution de 1959 a apporté à la notion de civilisation cubaine.

pays comme Cuba. Les exemples de la criminalisation généralisée, de la violence urbaine et de la chute marquée de la qualité de vie affectant certaines populations sont très éloquents pour les Cubains. Ces derniers sont portés à percevoir dans leur ex-grande soeur soviétique l'échec du passage à la démocratie de marché et aux valeurs qui la sous-tend. À ce propos, un Cubain d'environ trente-cinq ans avec qui nous discutons exprimait l'idée selon laquelle des changements qui engageraient le pays dans une suite de déboires comme celle que connaît la Russie auraient toutes les chances d'être rejetés par la population²⁷. Car en fait, si Cuba possède un avantage, c'est bien celui d'avoir plusieurs exemples extérieurs à ne pas singer.

Si la présence de ces extérieurs constitutifs est un élément fort important à considérer dans l'interprétation des causes de l'extrême vivacité de l'identité cubaine et de ses retombées sur la rétention du sens, elle ne paraît pas suffisante pour comprendre la réalité cubaine à l'ère du temps mondial. En effet, il semble nécessaire de se pencher sur la manière dont cette identité cubaine est canalisée, organisée et utilisée par l'État. Car si l'identité ne faisait qu'être, quelle serait sa raison d'être? À quoi mènerait-elle?

L'identité cubaine s'ancre en partie dans l'histoire sociale, économique et politique de l'île. Comme il l'a été exprimé dans le chapitre deuxième, la tradition de résistance s'est développée dès la re-découverte de l'île par les Espagnols. Cette résistance a eu tendance à se manifester à chaque fois que des conditions particulières empêchaient la population ou des fractions de celle-ci de se réaliser et de s'épanouir. Très souvent, la résistance était dirigée contre l'Autre, généralement celui qui était perçu physiquement ou symboliquement comme étranger à Cuba, celui qui imposait des règles et des valeurs qui ne correspondaient pas aux aspirations de la population. Le lien entre résistance et identité est ici important à établir. En

²⁷ Conversation libre tenue à La Havane, 29 janvier 2000.

effet, pour comprendre comment cette tradition de résistance arrive, en conjonction avec une identité exacerbée, à préserver un sens cubain, il convient de procéder aux explications suivantes.

La tradition de résistance habite les esprits, fait partie de la vie quotidienne et se serait développée au cours des siècles par rapport à des sources de mécontentement et de frustration. Dès lors, il paraît évident que l'altérité ait profondément marqué de sa présence l'écoulement du temps à Cuba. Comme le suggère la citation de Marcel Gauchet à laquelle nous nous référerions un peu plus haut, la présence presque continuelle du conflit à Cuba a favorisé le développement d'une tradition qui n'a cessé d'être interpellée depuis. À travers le temps, la tradition de résistance aurait sculpté l'imaginaire des Cubains et aurait peu à peu été intégrée à l'ensemble des éléments constitutifs de l'identité collective. Le même processus se serait également opéré dans le sens inverse. La tradition de résistance et l'identité auraient donc interagi l'une avec l'autre dans leur développement respectif? C'est du moins ce que suggère la réflexion précédente.

L'État cubain lui-même paraît faire ce lien en s'adressant au *Pueblo Combatiente* (Peuple combattant), appellation qui jumelle assez bien les éléments d'identité et de tradition de résistance. Voilà une illustration parmi d'autres de la manière avec laquelle les notions d'identité et de tradition de résistance arrivent à se conjuguer et à s'ériger contre la fuite du sens. Dans le cas qui précède, le slogan facilite la préservation du sens par la combinaison des références (mêmes implicites) à deux piliers importants dans le maintien d'un sens, en l'occurrence le fondement et l'unité. En effet, «Peuple combattant» se réfère à une caractéristique fondamentale de la population cubaine, en l'occurrence sa tradition de résistance. Ce faisant, c'est l'histoire et la mémoire de cette population qui sont invoquées et

actualisées. D'où la référence très présente à la notion fondement du sens. Non seulement le fondement du sens cubain est-il invoqué mais celui-ci est directement accolé à l'identité que doivent collectivement prendre tous les Cubains. La notion unité est ainsi interpellée et conjuguée à celle de fondement. On peut donc conclure que l'utilisation d'un simple slogan par l'État peut être porteur de sens²⁸.

S'il est vrai que l'État cubain peut compter sur la présence de la tradition de résistance et de la cubanité, la fonction que détiennent les autorités gouvernementales dans la socialisation de la population contribue à accentuer la conscience que la population peut avoir de sa tradition de résistance ainsi que de son identité collective. La tradition de résistance existe, l'identité aussi; avec ou sans le régime politique cubain que l'on connaît. Pourtant, il semble que la mobilisation populaire actuelle, ne serait-elle qu'apparente, soit animée d'une extraordinaire vivacité. Comment cela peut-il être expliqué? Le rôle de l'État paraît central à l'interprétation d'un tel niveau de cohésion sociale. Il en va d'abord de la survie du régime et de ses idées mais aussi de la lutte idéologique qu'une masse critique de la population accepte de mener, même dix ans après la fin de la guerre froide, dans des conditions souvent difficiles²⁹. Pour des motifs politiques et idéologiques évidents, la survie de l'État cubain est, à l'ère du temps mondial, plus que jamais tributaire de son habileté, de son pouvoir de persuasion et de sa capacité à couvrir d'une ombre de légitimité les projets qu'il défend. Persuader la population que la résistance aux pressions impérialistes et que le rejet des valeurs

²⁸ On pourra noter que les trois piliers du sens n'ont pas à être présents partout et dans tous les cas. La récurrence de la présence de ces trois piliers dans différentes circonstances peuvent remplir les conditions permettant la présence et la conservation du sens.

²⁹ À titre indicatif et sans relever tout ce que les statistiques suivantes peuvent recouvrir, un sondage effectué en décembre 1994 par le *Miami Herald* indique que 48% des Cubains s'identifient comme des révolutionnaires. Lire Deidre McFadyen, «The Social Repercussions of the Crisis», *NACLA Report on the Americas*, vol. 34, n° 2 (septembre-octobre 1995), p. 22.

proposées par son voisin du Nord constituent l'unique voie pouvant permettre la conservation des acquis de la Révolution ainsi que la permanence de ceux-ci dans le temps semble donc être un objectif central poursuivi par l'État.

Le rôle que tient l'État cubain dans les phénomènes d'exacerbation et de rétention identitaires nous paraît fondamental à considérer dans le cadre du temps mondial, dans la mesure où cette ère serait, entre autres pour Z. Laïdi, fort peu propice à la conservation de repères traditionnels, ces derniers se trouvant brouillés par la densité de la poussière provenant de l'effondrement de l'alternative. Le rôle du gouvernement cubain est d'autant plus important que le pays, depuis la fin de la guerre froide, est aux prises avec d'importantes difficultés économiques qui rendent toujours plus exigeante la poursuite des objectifs cubains. Pourtant, l'État arrive plus ou moins heureusement à garder le cap. La population, elle, n'a pas encore puisé dans sa tradition de résistance au point de faire tomber le régime qui l'encadre et d'en rejeter clairement les repères et les fondements qui la nourrissent. Voilà une conjoncture étreinte et difficile à expliquer. Elle suggère pourtant que la population appuie, non sans le critiquer et sans doute passivement, le gouvernement en place. D'autres éléments interviennent dans l'explication de cette situation.

En fait, le contrôle serré exercé par le régime cubain lui permet de toute évidence de procéder à la socialisation de sa population dans des termes qui lui paraissent nécessaires et légitimes. La part de socialisation des Cubains à laquelle participe l'État est large et contribue évidemment à donner forme à leur identité, tant collective qu'individuelle. Le type de socialisation qu'opère l'État cubain prend plusieurs formes. Le contrôle des médias et de l'information, les restrictions à l'égard de la mobilité physique, l'éducation ainsi que les nombreuses associations populaires liées au PCC constituent quelques moyens par lesquels

l'État arrive à créer un environnement mental qui donne une forme particulière à l'identité cubaine. Abordons donc sans plus tarder l'étude des sources internes «d'ingénierie» et de renforcement de l'identité cubaine.

La mise en scène d'un environnement mental particulier constitue un élément central à la formation et à la consolidation de l'identité. Par prolongement, la présence d'une identité bien définie évite que des populations se trouvent «orphelines de sens» et obligées de se raccrocher au premier substitut de sens venu. Cet environnement mental n'est pas nécessairement créé par d'immenses mouvements, par des structures évidentes ou par des actions spectaculaires. En fait, l'environnement mental d'une collectivité sera ici considéré comme l'ensemble des symboles, des informations, des repères socio-historiques, économiques ou politiques et du champs sémantique dans lequel une population baigne quotidiennement sans nécessairement en être consciente. Cet environnement «intérieur» n'est pas sans lien avec l'environnement physique dans lequel cette même population vit. À ce chapitre, la population cubaine, notamment celle habitant le centre de La Havane et en particulier le quartier du Vedado, évolue dans un environnement très particulier. Le graphisme étatique est probablement ce qui frappe le plus l'étranger qui débarque à La Havane. En effet, les slogans, affiches, murales, publicités, encarts de toutes sortes, panneaux, mais aussi monuments et statues, sont nombreux et se réfèrent à des champs sémantiques qui se rapportent aux principes de liberté, de dignité, d'indépendance et d'unité. Peu d'entre eux sont dédiés à de la publicité de biens de consommation ou de services. Les difficultés en approvisionnement expliquent bien la chose. Le grand 'M' jaune et lumineux de la chaîne de restauration rapide brille par son absence tout autant que le «Just Do It» de la société fabriquant les articles de sport. Notons toutefois certaines exceptions. Les marques locales de

boissons alcoolisées ou de spiritueux sont publicisées, tout comme le sont certaines chaînes locales de restauration rapide ou de boutiques. L'absence relative des publicités commerciales de l'environnement urbain rend donc plus évident encore pour l'oeil étranger comme local la présence des éléments relatifs au graphisme étatique. Si l'on peut supposer que ce graphisme soit moins frappant pour le natif des lieux, il n'en demeure pas moins que les symboles graphiques présents dans le quartier comme dans le reste de la ville doivent influencer, ne serait-ce qu'inconsciemment, les esprits qui en sont habités.

Car le graphisme étatique, faut-il le préciser, est remarquablement présent et semble, de manière globale, s'appliquer à célébrer les fondements de la patrie, d'une part, mais également à mobiliser l'opinion populaire. À l'égard du premier élément, nombreux sont les lieux publics, les affiches et encarts qui citent le héros national, José Martí, ou qui en porte le nom. C'est entre autres le cas de l'aéroport international de La Havane, de la bibliothèque nationale et du pavillon des sciences sociales et de droit public de l'Université de la capitale. Aussi, la Place de la Révolution, centre névralgique de La Havane, a en son coeur le mémorial José Martí. Cet imposant monument semble d'ailleurs être protégé par le regard énigmatique de Ernesto "Che" Guevara qui plane depuis une des façades du ministère de l'Intérieur où celui-ci a été reproduit en relief. Sans constituer un exemple de graphisme étatique à proprement parler, on pourra remarquer que la plus haute décoration honorifique du pays est l'Ordre José Martí. Un nombre imposant d'autres institutions, écoles, etc. se réfèrent à celui que l'on surnomme *El Apóstol* (l'Apôtre de la révolution, de la liberté, de la dignité cubaine)³⁰.

³⁰ On l'aura compris, tous les lieux publics de Cuba n'arborent pas le patronyme de Martí. Comme les héros sont nombreux à Cuba, plusieurs lieux importants sont nommés d'après d'autres figures historiques. À titre indicatif, notons l'aéroport international Juan Gualberto Gómez de Varadero, du nom de l'écrivain et patriote cubain (1854-1933) dont les parents, esclaves, lui avaient acheté la liberté. Il fut aussi un critique de l'Amendement Platt et de l'ingérence américaine. Dans le même sens, on notera l'imposant mausolée à colonnes José Miguel Gómez

Cette pratique qui consiste à nommer des lieux publics importants en hommage au héros national est chose courante en Amérique latine, comme d'ailleurs dans plusieurs autres régions du monde. L'exemple de Simón Bolívar au Venezuela illustre bien cette pratique. En plus de parcs, boulevards et autres lieux publics, la monnaie va jusqu'à arborer le nom du *Libertador*. Avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement populiste de Hugo Chávez et de la nouvelle Constitution, ce pays a d'ailleurs été rebaptisé República *bolivariana* de Venezuela³¹. Qui dit mieux?

À la différence peut-être du cas vénézuélien, le personnage de Martí est demeuré très vivant dans la société cubaine contemporaine, probablement pour deux raisons principales. D'abord, en raison du métier de journaliste, d'écrivain et de poète engagé qu'a été Martí. Ses écrits prêchant en faveur de la souveraineté, de la liberté et de la dignité ainsi que sa vision englobante de l'Amérique latine ont fait de ce personnage une référence presque intemporelle pour ce continent -et particulièrement pour Cuba à l'ère du temps mondial- qui a maille à partir avec les pressions économiques et politiques américaines et plus généralement celles qui sont exercées par la structure du système industriel et financier actuel. Donc, plus que le seul patronyme de la figure historique, ce sont certaines des idées de Martí exprimées dans ses nombreux écrits qui ont, encore aujourd'hui, une ascendance et une présence aussi déconcertante que leur popularité. Par exemple, on souligne en grande pompe l'anniversaire de naissance (*El natalicio*) de Martí à travers tout le pays le 28 janvier. Des bannières et des affiches soulignent cet événement. Lors d'un rassemblement étudiant organisé dans le cadre de l'événement-anniversaire, une étudiante de l'école pré-universitaire Lénine de La Havane

situé près du Castillo del Príncipe dans le Vedado (La Habana). Ce général de l'armée adult fut président de 1909 à 1913.

³¹ Information vérifiée auprès de l'Ambassade du Venezuela le 11 février 2000. L'officialisation du nom était prévue pour la semaine du 14 février 2000. L'italique est un ajout de notre part.

nous a confié que Martí "représente beaucoup, vraiment beaucoup pour moi ainsi que pour nous tous"³².

Enfin, il faut souligner que Martí, intellectuel et penseur, a été l'un des chefs de la révolution de 1895. Il est tombé au combat le 19 mai 1895. Il incarne donc l'esprit de lutte, de résistance et d'héroïsme dont chaque Cubain devrait faire preuve et notamment en cette période spéciale³³. Brièvement, on pourrait ajouter que les efforts que l'État cubain investit dans le processus d'*omni-présentisation*³⁴ de Martí, des valeurs qu'il a défendues et des idées qu'il a exprimées, amplifient les pouvoirs suggestif et normatif du héros national. De là, il n'y a plus qu'un pas pour que l'État en vienne à présenter l'aura normatif de Martí comme la source des *valeurs nationales* à défendre. Car, en identifiant des idées, par exemples celles de la justice, de la dignité, de la culture ou de la fraternité, évoquées par le héros national et en accolant ces dernières aux mesures qu'il prend, le gouvernement cubain provoque, du moins superficiellement, la justification de ses décisions et des gestes qu'il pose. Cela est possible dans la mesure où la population cubaine est socialisée ou éduquée d'une manière telle que les décisions gouvernementales, présentées à tort ou à raison comme émanant du corpus des idées martiniennes, sont perçues comme valides pour le pays tout entier. En ce sens encore, l'État joue un rôle important dans le design de l'identité cubaine.

³² Entrevues menées de manière informelle dans les rues situées face à l'Université de La Havane, quartier du Vedado, où eut lieu une manifestation étudiante qui soulignait le 147^e anniversaire de naissance de José Martí dans la nuit du 27 au 28 janvier 2000.

³³ La période spéciale correspond plus ou moins à la période post-guerre froide au cours de laquelle le gouvernement a dû prendre certaines mesures afin de pallier aux difficultés économiques résultant de l'effondrement de l'aide que lui accordait auparavant l'Union soviétique et les pays de l'ex-bloc de l'Est.

³⁴ Néologisme de l'auteur se référant aux efforts que semble mettre l'État cubain à rendre omniprésentes les idées et les valeurs martiniennes dans la société cubaine contemporaine.

Précisons que dans le contexte présenté plus tôt, l'État ne doit pas uniquement être considéré comme un imposteur sans vergogne qui n'hésite pas à manipuler l'identité de sa population. Car en fait, le personnage de Martí, ses faits et ses gestes ont bel et bien marqué l'histoire politique et intellectuelle de Cuba. Ici, l'État ne vient qu'ajouter un peu de patine au monument, déjà reluisant, qu'est José Martí. Ce faisant, l'État participe, en étroite collaboration avec la population, à la sélection de l'histoire, de la mémoire collective, des valeurs et donc, de l'identité cubaine. Enfin, il est probablement juste de penser que de toute cette meta-interaction résultent le renforcement de la cohésion sociale et la consolidation du socle sur lequel peut s'organiser la vie tant sociale que politique à Cuba. L'importance de la présence de repères solides est incontestable, notamment en ce qu'elle a d'essentielle dans la composition et la préservation du sens. En effet, l'un des trois piliers du sens, l'unité, consiste en la capacité que possède une collectivité à se représenter le monde "(...) dans un schéma d'ensemble cohérent (...) "³⁵. Selon nous, cette notion d'unité revoie directement à la question identitaire puisque pour qu'une collectivité puisse se représenter le monde et s'y insérer de manière cohérente, il faut d'abord qu'elle puisse se référer à une image claire et définie d'elle-même.

La constitution de cette image cristalline que l'on se fait de soi-même est, pour une grande part, rendue possible par les références à une histoire et à une mémoire commune. Dans le cas qui nous occupe, on l'a vu, l'État cubain tend, par ses actions, ses références à un passé héroïque et glorieux ainsi que par la mise en valeur d'une histoire commune, à renforcer l'identité, la cohésion sociale et donc, l'unité. Ce concept d'unité constitue une variable nécessaire pour que puisse être préservé un sens à l'ère du temps mondial et pour qu'une

³⁵ Z. Laïdi, *op. cit.*, p. 15.

collectivité puisse bénéficier des avantages liés à la conservation d'un sens. Ces avantages consistent principalement en une stabilité fonctionnelle qui permet à la fois l'évaluation et l'évolution d'une société ainsi que sa mise en rapport avec le passé, le présent et l'avenir.

La récupération politique des figures marquantes de l'histoire cubaine par l'État s'opère à plusieurs niveaux. En effet, si des étudiants d'une école pré-universitaire peuvent, d'une manière personnelle et consciente, reconnaître en Martí un personnage historique d'une grande qualité, comment en sont-ils venus à penser et à agir de cette façon? Le type de socialisation qui s'opère à Cuba peut sans doute suggérer certaines pistes à considérer dans la recherche d'une interprétation relative au rôle de l'État dans le développement identitaire de la population cubaine.

En premier lieu, il convient de préciser que l'enseignement et la connaissance de l'histoire est un élément essentiel de la socialisation de chaque individu. En effet, comme l'exprime si bien T. Hentsch,

(...) l'histoire contribue puissamment à forger l'image que les peuples se font d'eux-mêmes et de leur place dans le monde. Aucune collectivité un tant soit peu durable ne peut se passer de cette mise en perspective qui la situe dans le temps et l'espace. Et cette perspective comporte inévitablement une dimension mythologique essentielle au processus identitaire.³⁶

C'est d'ailleurs probablement pourquoi l'histoire constitue un élément qui fait régulièrement l'objet de commentaires de la part du Commandant en chef et des médias cubains qui sont, eux aussi, sous contrôle étatique. Le passage suivant offre un bref aperçu de la volonté de l'État de sélectionner et de construire une histoire qui propose à la population une quantité impressionnante de points de repère, historiques ou normatifs, qui semblent faciliter la cohésion sociale, la formation et la cristallisation d'une identité commune. Dans cette perspective, Fidel Castro a déclaré que

³⁶ T. Hentsch, *op. cit.*, p. 6.

Ce que *nous avons semé*, personne ne pourra le déraciner. Un arbre peut tomber si ses racines sont faibles; mais un arbre ayant des *racines profondes* ne pourra jamais être arraché. Et nous avons des millions de citoyens qui ont des racines profondes et *un peuple qui a des racines très profondes*. Nos jeunes, instruits et cultivés, doivent s'en rendre compte, doivent le comprendre. *Vous devez savoir vous nourrir de l'histoire, de la gloire de notre pays, de ses traditions, de ses valeurs*, comme les bébés se nourrissent du sein maternel³⁷.

De la même façon, l'État intervient par la voie des médias pour renforcer l'idée selon laquelle l'histoire est nécessaire à l'identité et à la cohésion du peuple combattant. On peut ainsi lire ces titres dans diverses éditions du journal *Granma*: «Il ne peut y avoir une formation révolutionnaire s'il n'y a pas une bonne formation historique»; «L'histoire: notre bâton [de marche], notre boussole»³⁸, etc.

Bien sûr, l'exemple de Martí abordé plus haut n'en constitue qu'un parmi d'autres. On pourrait aussi penser à Camilo Cienfuegos³⁹, Ernesto "Che" Guevara, Antonio "Le Titan de bronze" Maceo, etc. qui habitent en quelque sorte le panthéon cubain de la mythologie indépendantiste et révolutionnaire. À ce titre, ceux-ci font l'objet d'une constante attention de la part du journal *Granma*, organe officiel du Comité central du Parti communiste cubain, mais aussi l'objet de célébrations et de manifestations organisées par les associations étudiantes, les Comités de défense de la Révolution (CDR), l'Union des jeunes communistes (UJC) ainsi que par d'autres groupes qui sont intimement liés, de par la nature du système politique en place, à l'État. «José Martí, maître d'un monde nouveau» peut-on lire dans l'édition du 28 janvier 2000 de *Granma* qui souligne le 147^e anniversaire de naissance de l'Apôtre. «Camilo [Cienfuegos], la mort ne tue pas», propose l'édition du 1^{er} novembre 1999

³⁷ Fidel Castro, *Nous luttons avant pour notre pays...*, op. cit, p. 84. Les caractères en italique sont un ajout de notre part.

³⁸ [Traduction libre de l'espagnol]. Titres tirés respectivement de *Granma*, n° 9, année 25 (mercredi 11 janvier 1989), p. 5; *Granma* n° 16, année 25 (jeudi 19 janvier 1989), p. 3.

³⁹ Par exemple, on peut lire un article de *Granma*, n° 257, année 25 (samedi 30 octobre 1989), p. 4, intitulé «Aujourd'hui, tout le peuple cubain est un Camilo [Cienfuegos]!» [traduction libre de l'espagnol].

de l'édition de *Granma Internacional* afin de souligner le 40^e anniversaire de sa disparition et pour suggérer du même souffle, quelques lignes plus bas, que Camilo est une figure qui non seulement est l'objet d'une célébration annuelle mais qui devrait inspirer le peuple tout entier sur une base quotidienne. Dans un sens similaire, l'édition du 28 octobre 1998 de *Granma* propose un article dont le titre ne laisse aucune ambiguïté: «Que le peuple soit à l'image de Camilo»⁴⁰. Comme dans le cas de Martí, les valeurs rattachées à Camilo sont mises en évidence. Un autre fragment d'article publié dans *Granma* illustre bien cette tendance.

Il [Camilo Cienfuegos] nous juge tous les jours, dans chaque acte de résistance contre les difficultés, dans notre verticalité face à l'injustice, dans l'exercice de la vocation de solidarité (...). Il [Cienfuegos] est plus qu'une vague qui vient et qui va, il est permanence⁴¹.

L'évocation d'un héros comme Camilo est, on l'aura compris, l'occasion pour l'État de souligner les valeurs de courage, d'intégrité et de patriotisme que devrait endosser et pratiquer l'ensemble du peuple.

La volonté étatique de conserver vivante la mémoire historique est donc très intense. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les références ne sont pas uniquement puisées dans la cohorte des héros de la victoire révolutionnaire de 1959 mais aussi dans celle des héros ou de penseurs des guerres d'indépendance que Cuba a menées au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. À cet effet, on peut lire à chaque 7 décembre dans *Granma* un ou plusieurs articles relatant l'héroïsme guerrier d'Antonio Maceo, soit dans les éphémérides soit dans des articles dédiés à ses gestes et mémoires. De même pour d'autres héros⁴². On notera que le

⁴⁰ Félix López, «Que el pueblo sea la imagen de Camilo», *Granma*, n° 215, année 2 (mercredi 28 octobre 1998), <http://www.granma.cubaweb.cu/28oct98/nacional/articulo2.html>.

⁴¹ Raisa Pages, «Camilo, la muerte no mata», *Granma Internacional* (1 novembre 1999), <http://www.granma.cu/espanol/nov1/44camilo-e.html>. [Traduction libre de l'espagnol]

⁴² Un autre exemple de ce genre de célébration des héros peut être trouvé dans le cadre du bicentenaire de naissance de José de la Luz y Caballero (1800-1862). Cet intellectuel, surnommé *El Maestro* (le maître) a fondé un collège réputé et aurait mis de l'avant l'idée selon laquelle "l'éducation mène à la liberté". Dans ce cas-ci, la célébration prend, entre autres, la forme d'un

nombre impressionnant d'anniversaires de décès ou de naissance des héros a aussi pour conséquence de scander le passage du temps et de présenter à la population des fragments du passé qui, par leur récurrence et leur reconnaissance généralisée, se métamorphosent en mémoire collective dont l'une des fonctions est de créer ou de renforcer le sentiment d'appartenance de celles et de ceux qui la partagent.

Dans un sens similaire, mentionnons que les dates et les années sont fréquemment liées à des événements ou des objectifs-clés de l'histoire cubaine. Ainsi est-il possible de noter que 1961 était l'année de l'éducation, 1970 l'année des 10 millions [de tonnes de sucre], 1981 l'année du 20^e anniversaire de *Playa Girón* [Baie des cochons] et 1999 l'année du 40^e anniversaire de la Révolution cubaine. Ces rappels sont inscrits en première page du journal *Granma*, le quotidien à plus grand tirage de Cuba, mais aussi sur de petits encarts, dans les boutiques, les réceptions d'hôtels, les calendriers, les salles de classe, etc. La célébration des anniversaires vise aussi certaines institutions ou constructions. Lors de notre passage à La Habana au début de janvier 2000, par exemple, une affiche soulignait le 60^e anniversaire de l'ouverture du stade universitaire. Ces éléments rappellent les réussites, les objectifs et l'histoire que doit se partager la collectivité cubaine.

D'autre part, la création d'un environnement mental propice au maintien de l'identité cubaine passe également par les noms avec lesquels on baptise les journaux, la télévision, les

colloque (24 au 27 janvier 2000) organisé par l'Université de La Habana. De manière fort éloquente, le colloque porte le titre suivant. *Cuba: Cultura de la Emancipación. Las Ideas de Varela a Martí* (Cuba, Culture de l'émancipation. Les idées de [Père Félix] Varela à [José] Martí). L'anniversaire constitue ici une occasion pour susciter la discussion des idées d'intellectuels cubains qui ont marqué leur époque et auxquels on se réfère encore pour nourrir l'identité cubaine d'une culture et d'idées qui remontent au début du XIX^e siècle. Il n'est pas futile ici de remarquer que ces penseurs ont tous oeuvré à leur façon pour la patrie, c'est-à-dire pour l'accession de Cuba à l'indépendance. Voilà une illustration du processus de sélection de l'histoire auquel participe l'État.

hôtels, etc. Les noms se réfèrent d'ailleurs à certains champs sémantiques récurrents. On pourrait d'abord penser au quotidien national *Granma* dont le nom rappelle celui du petit yacht à bord duquel se trouvaient environ 80 combattants, dont les frères Castro et le "Che", qui débarquèrent sur les côtes cubaines en provenance de Tuxpan au Mexique afin de procéder au renversement du régime pro-américain. Tuxpan? C'est également le nom d'un hôtel d'une station balnéaire de la côte nord de Cuba... Coïncidence? L'ancien hôtel *Hilton* a été nommé *Le Habana Libre*. Un autre journal, celui-là s'adressant davantage aux étudiants et aux jeunes, s'appelle le *Juventud Rebelde* (*Jeunesse Rebelle*) alors qu'un autre est baptisé le *Trabajadores* (*Les Travailleurs*). Une des stations radiophoniques se nomme *Radio-Progreso* (*Radio-Progrès*) et l'une des deux chaînes de la télévision nationale est *Tele-Rebelde* (*Télé-Rebelle*). On peut donc constater que les références à la Révolution, au progrès, à la jeunesse, à la liberté, etc. sont nombreuses et concordent avec le discours officiel selon lequel la Révolution doit perdurer malgré les difficultés; qu'étudiants, ouvriers et retraités doivent participer tantôt à l'effort révolutionnaire, tantôt aux exigences de la période spéciale.

Dans le même ordre d'idées, le maintien d'un environnement mental particulier a sûrement à voir avec les mots, les slogans et leitmotivs de toutes sortes qui sont utilisés par l'État et qui renvoient à certains concepts et idées dont on juge devoir faire la promotion. À ce titre, l'État cubain fait abondamment usage de la sémantique liée à la Révolution, au concept de résistance, de permanence, de don de soi, etc. Dans ce cadre, les Havanais sont tous les jours confrontés à des slogans peints, écrits ou affichés dans tous les recoins de la ville. Ainsi peut-on lire «Dans chaque quartier, la Révolution» [en se référant aux Comités de défense de la Révolution présents dans chaque quartier] (*En cada barrio, la Revolución*); «Le socialisme ou la mort» (*Socialismo o muerte!*); «La patrie ou la mort!» (*Patria o muerte!*); «Nous croyons

dans la Révolution!» (*Creemos en la Revolución!*); «Vive la Révolution!» (*Viva la Revolución!*); «Science, conscience, patience» (*Ciencia, conciencia y paciencia*); «Le socialisme ou la mort!» (*Socialismo o muerte*); «Cuba il y a aujourd'hui, Cuba il y aura toujours» (*Hay Cuba hoy, habrá Cuba siempre*); «Jusqu'à la victoire, [nous persisterons] toujours» (*Hasta la victoria siempre!*); «Nous vaincrons!» (*Venceremos!*), etc. Remarquons ici que les trois derniers slogans véhiculent implicitement une forte connotation d'ailleurs réputé meilleur, comme si la projection et l'anticipation d'un futur qualitativement meilleur compensaient les difficultés rencontrées aujourd'hui et les moyens choisis pour parvenir aux objectifs nationaux. Si les efforts à fournir sont nombreux, ceux-ci ne seront pas vains car une finalité, même imprécise, c'est-à-dire l'espoir d'une vie ou d'un monde meilleur, émane de ces trois derniers slogans. Bien sûr, ces leitmotivs ont d'abord pour objectif de susciter un sentiment d'appartenance, une cohésion sociale. Si ces derniers éléments sont essentiels à la matrice identitaire, la finalité que véhiculent implicitement ces slogans et le discours tenu par l'État vient se joindre aux composantes constitutives du sens, en l'occurrence, l'unité et le fondement. C'est ainsi que l'on pourrait affirmer que dans le cas présent, l'État favorise la rétention d'un autre élément constitutif du sens, en l'occurrence, la finalité. L'État devient donc un joueur important dans la création de sens à Cuba et permet ainsi, du moins partiellement, de contourner ou de ralentir le phénomène de l'unidéologisation.

De la même façon, la présence de Martí est marquée par des slogans qui certes se réfèrent au héros mais qui servent également à distiller dans la population certaines idées qui, sans être malsaines *per se*, servent à réitérer et à promouvoir les valeurs qui devraient être privilégiées. À titre d'exemple, on notera le slogan suivant qui peut être lu sur des affiches le long de certaines artères routières de La Havane: «Somos las reservas de la Patria» (Nous

sommes les réserves de la patrie [en parlant du peuple et signé José Martí])⁴³. Ce slogan fait référence à un concept fort important pour l'État cubain, celui de la patrie et de l'importance pour chaque cubain de se considérer comme partie intégrante de cette patrie que l'on se doit de défendre. Bien que le thème soit presque sans limite, notons que les références et les citations provenant de l'oeuvre de Martí sont innombrables. Ainsi, les discours officiels ou les commentaires politiques télédiffusés ou publiés dans les médias d'information écrite se réfèrent régulièrement à Martí. Dans un discours du 28 janvier 2000, Fidel Castro soulignait l'importance de l'éducation et les efforts que le gouvernement cubain fournit pour former des enseignants, pour réduire au maximum le taux d'analphabétisme, etc. Comme si une caution de l'histoire et de la figure mythique la plus vénérée de Cuba était pour donner plus de poids à son argumentation, le Commandant évoqua José Martí qui aurait affirmé ou écrit que pour être libre, il faut être cultivé⁴⁴. Ces références à l'*Apóstol* sont nombreuses. En voici une autre:

Je répète: Le peuple le plus heureux est celui dont les enfants ont été le mieux élevés, celui qui a le mieux formé leurs pensées et leurs sentiments. Un peuple instruit sera toujours fort et libre. Merci, Maître [José Martí], auteur intellectuel de la Moncada [début du mouvement révolutionnaire], de nous avoir inculqué ces idées! (...) Aujourd'hui, quarante-cinq ans après ce noble effort, nous pouvons dire: Maître, nous avons tenu parole!⁴⁵

Le passage précédent illustre bien le processus par lequel certains choix politiques ou buts collectifs [l'éducation, la conscientisation] sont légitimés par une entité autre, presque mystique, qui vient renforcer la justesse ou la validité de la décision prise ou de l'objectif atteint. Les conséquences de ce genre de références sur l'identité nous paraissent importantes.

⁴³ L'idée de Martí selon laquelle chaque individu est une force pour la patrie était d'ailleurs reprise en grand titre dans *Granma*, n° 234, année 25 (mardi 3 octobre 1989), p.1, où pouvait être lu le titre suivant: «Avec moins de ressources que jamais, nous sommes en train de faire plus, démontrant qu'il y a encore une grande réserve de ressources et une grande réserve [d'énergie, de détermination, etc.] présente dans le peuple» [traduction libre de l'espagnol].

⁴⁴ Discours prononcé par Fidel Castro Ruz lors de la clôture de la Deuxième rencontre sur la mondialisation et les problèmes de développement. Palais des Congrès de La Havane (Cuba), 28 janvier 2000.

⁴⁵ Fidel Castro, *Nous luttons avant pour notre pays...*, op. cit., p. 26.

Ceci, dans la mesure où les références de ce type sont nombreuses, elles créent un environnement mental dans lequel les objectifs collectifs ne sont pas uniquement et trop simplement liés au PCC ou au chef de l'État mais bien à l'histoire des luttes révolutionnaires que le peuple cubain, celui d'hier comme d'aujourd'hui, se doit de poursuivre. D'ailleurs, cette notion d'histoire des luttes se rapporte directement au marxisme et le régime castriste en fait un usage abondant. La tradition de résistance pourrait aussi être rattachée à cette perspective historique et à celle qui suit.

L'idée d'histoire entendue comme le développement des luttes et des conflits inculque dans l'esprit de la population l'idée selon laquelle la résistance ou la lutte constitue la voie par laquelle le peuple pourra sortir vainqueur de ce conflit. Dans cette perspective, le plaidoyer dont se servit Castro pour se défendre des accusations portées contre lui à la suite de l'insurrection avortée de la Moncada acquiert tout son sens: «La Historia me absolverá» (L'histoire m'acquittera). Ce renvoi constant à l'histoire a sans doute aussi pour effet de dépersonnaliser le pouvoir, ceux étant aux commandes de l'État agissant pour des motifs aussi nobles que la victoire historique sur le temps et les conjonctures ou la mémoire de ceux qui sont morts pour la patrie. Agissant officiellement à ces fins, l'État et les membres du gouvernement ne pourraient être accusés de mal faire ni d'agir pour leur propre intérêt. L'histoire les observe du coin de l'œil. C'est là certes une forme d'imputabilité à laquelle il est difficile d'échapper... Cependant, cette manière de réserver à l'histoire le soin de juger les faits et gestes du régime constitue également une voie d'évitement, le jugement de la population semblant être relégué en second plan. Cette forme de dé-responsabilisation du régime par rapport à la population tend malheureusement à évacuer le politique des questions de société qui se posent actuellement à Cuba.

Là se trouve un autre paradoxe du régime puisque ce dernier s'applique, d'une part à dépolitiser des questions telle celle de l'imputabilité, et d'autre part à incorporer le plus grand nombre d'individus dans des organes politiques qui, du moins officiellement, favorisent la discussion, les questionnements et la participation. En effet, l'environnement politique tend à encadrer les Cubains dans plusieurs associations qui sont des agents de socialisation politique et idéologique. C'est notamment le cas de la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), de l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP), de la Fédération des femmes cubaines (FMC), de la Fédération des étudiants universitaires (FEU), des Comités de la défense de la Révolution (CDR), etc. Un chauffeur de taxi, à qui nous avons demandé si les limites imposées par l'État à la liberté d'expression le contrariaient, a répondu qu'il n'en était rien puisque s'il voulait personnellement transmettre une opinion ou une critique, il pouvait le faire au sein des associations dont il fait partie, se rendre dans les lieux prévus à cet effet et même rencontrer le Commandant en chef⁴⁶. Ainsi, les nombreuses associations sont perçues par cet homme comme autant de tribunes où il peut s'exprimer. Une réponse de ce genre montre bien que les mécanismes instaurés par l'État semblent encore au début de 2000 avoir une certaine efficacité, à tout le moins dans ce cas particulier. Sur le plan identitaire, ce genre de réponse permet de constater à quel point l'individu en question s'identifie à l'État en s'y référant comme à une entité accessible, disponible, dont il fait lui-même partie et qu'il reconnaît comme légitime.

Comme il a été mentionné plus haut, l'État s'emploie activement à polir les figures du panthéon des héros révolutionnaires cubains. Il semblerait aussi que l'État prenne grand soin de procéder, coûte que coûte, à l'élaboration de héros contemporains. L'idée n'est sans doute

⁴⁶ Conversation libre tenue à La Habana, 27 janvier 2000.

pas futile dans la mesure où ces héros nouveau-nés viennent à la rescousse des icônes de la Révolution qui, pour avoir été trop ardemment polies, sont peut-être à perdre de leur lustre. À cet égard, certains remarqueront que s'il manque de tout à Cuba, l'approvisionnement sans cesse renouvelé en héros nationaux fait exception à la règle... Quoiqu'il en soit, il ne fait aucun doute que la présence de héros, ces références nationales, sont fondamentales à la solidité du fondement unité, l'un des trois piliers du sens laïdien.

Un des exemples les plus récents de cette fonction que remplit l'État cubain peut être trouvé dans le cas Elián González, un garçonnet de six ans qui a survécu au naufrage de l'embarcation de fortune dans laquelle prenaient place sa mère, son beau-père et quelques autres Cubains fuyant vers la Floride. Le gouvernement cubain réagit vertement à l'annonce que les autorités américaines étaient pour permettre au jeune rescapé de demeurer aux États-Unis chez de la parenté déjà installée à Miami en lieu et place de le rendre à son père demeuré à Cuba. Les autorités cubaines, avec l'aval du père, exigèrent que le garçon soit rendu à sa famille et à sa patrie. L'ampleur que prit la protestation du gouvernement cubain et de la population a été impressionnante. En effet, autour de ce cas hyper-médiatisé, à Cuba comme en Amérique du Nord, se mit en branle une suite de protestations gouvernementales et populaires. De cela, personne ne pourrait être surpris, d'autant qu'il y a consensus en ce qui a trait à la légitimité de la demande du père à récupérer son fils, sauf dans certaines portions marginales de la population américaine.

De cet incident ayant pris des proportions énormes, il n'est pas difficile de voir transpirer la tentative à peine voilée du gouvernement cubain de monter l'incident en épingle et de le transformer très rapidement en guerre idéologico-politique. Le cas d'Eliancito est ainsi présenté par les autorités cubaines comme un autre affront éhonté des États-Unis qui, faisant fi

de tout respect envers le peuple cubain, osent détenir et corrompre un des siens, qui plus est un enfant, en violant des droits fondamentaux comme celui d'un père et de son enfant à vivre ensemble. Partout à La Habana, d'immenses affiches dépeignent Elián portant un gaminet rayé, la tête légèrement inclinée sur le côté, un doigt à la bouche. L'image parfaite de l'innocence des êtres sans défense. Ce battage sentimental que l'État est à mener n'est pourtant qu'une facette de son action. Il y a bien plus.

En effet, il semble que cet incident ait été transformé par l'État en une sorte de dynamo identitaire se nourrissant de l'affront quotidien que la «détention» d'Eliancito représente. Ceci, dans la mesure où l'État recycle la crise politico-idéologique entre les deux pays -et plus particulièrement entre les Cubains insulaires et la communauté cubano-américaine de Miami- pour constituer une source de mobilisation nationale construite sur l'immoralité, l'illégalité et l'injustice dont fait preuve, d'un point de vue cubain, la communauté cubano-américaine. La situation a aussi de quoi être métaphorique. Le petit Elián, à qui l'on refuse la présence de son père et de sa patrie, pourrait incarner la pauvre île à qui l'on impose, pour avoir choisi un système qui ne fait pas unanimité, des sanctions économiques d'une sévérité difficilement explicable. Ainsi, ce sont quarante ans de conflits et cinq siècles de frustrations qui se cristallisent derrière le slogan le plus clamé en ce début d'année 2000 par bon nombre de Cubains, qu'ils soient écoliers, agriculteurs ou enseignants: «Rendez-nous Elián!» (*¡Devuelvan a Elián!*).

La littérature produite à Cuba ainsi que les mobilisations populaires illustrent assez bien la volonté de l'État de réunir le peuple dans une seule et même cause: le retour d'Elián à Cuba⁴⁷. Si cet objectif est effectivement celui qui est poursuivi, il convient de noter que cette

⁴⁷ À titre indicatif, une manifestation en faveur du rapatriement d'Elián à Cuba a réuni plus de 100 000 personnes à Sancti Spíritus, une ville de province, le 7 février 2000. Pour les mêmes motifs,

revendication nationale passe par la mobilisation nationale et l'exacerbation de l'identité cubaine. La littérature, les publicités, encarts et discours sont à ce sujet fort éloquents. Le titre des articles publiés dans *Granma* est très révélateur de la stratégie utilisée par le régime cubain. On peut en effet lire parmi cette constellation de grands titres tous plus évocateurs les uns que les autres: «La méchanceté a fini par te convertir en symbole»⁴⁸, «Nous verrons qui peut résister le plus longtemps»; «Un autre crime des États-Unis contre le peuple cubain»; «Elián est devenu le symbole de notre révolte et de notre fermeté idéologique»; «Le peuple uni par la même cause exige le retour immédiat d'Elián»; «Miami est sous la terreur de l'extrême droite»⁴⁹. La plupart des exemples précédents se réfèrent à l'injustice que subit le peuple cubain, de la solidarité dont les Cubains doivent faire preuve et, plus généralement, suggèrent la réaffirmation des principes révolutionnaires et idéologiques cubains par rapport à l'extérieur constitutif le plus incarné, la communauté cubano-américaine de Floride.

On l'a vu, les symboles sont très présents dans le discours réclamant le retour d'Elián. En exigeant le retour du petit naufragé, c'est aussi la réclamation du droit à être cubain, du droit à la différence et au respect qui est défendu. Dans cet esprit, le bambin a été transformé en symbole vivant des revendications cubaines. Sa «détention» en Floride symbolise donc la négation des aspirations cubaines. Cette négation est d'ailleurs considérée comme s'inscrivant dans la série d'actes perniciox posés par les États-Unis. Le symbolisme de la situation est à

une manifestation ayant eu lieu à Santa Clara au début de janvier 2000 aurait rassemblé près de 150 000. Enfin, 100 000 étudiants et travailleurs ont joint la Marche du Peuple combattant qui s'est tenue à La Havane le 22 décembre 1999.

⁴⁸ Félix López, «La maldad terminó por convertirte en símbolo», *Granma*, n° 246, année 3 (10 décembre 1999), <http://www.granma.cubaweb.cu/10dic99/nacional/articulo13.html>.

⁴⁹ Tous ces titres peuvent être trouvés en version espagnole dans un index sans cesse mis à jour de l'édition électronique du journal *Granma*. Les titres ci-haut présentés étaient présents dans l'index de *Granma*, n° 35, année 4 (18 février 2000), <http://www.granma.cubaweb.cu/temas4/index2.html>.

ce point développé que les lettres formant le prénom de l'enfant-allégorie ont été reprises pour cristalliser en la personne d'Elián à la fois l'Éducation, la Liberté, l'Indépendance, l'Anti-impérialisme et la Nation⁵⁰. Toujours d'une perspective symbolique, la récupération de l'enfant équivaldrait donc à la ré-appropriation d'une cubanité que la droite cubano-américaine a tenté de nier, de trafiquer et de pervertir en gardant Elián «prisonnier» d'un mode de vie consumériste aussi vil qu'insensé.

Enfin le périple outrancièrement médiatisé des grands-mères d'Elián aux États-Unis à la fin de janvier 2000 a, lui aussi, été l'objet d'une symbolisation dont les répercussions sur l'identité cubaine sont aisément identifiables. En effet, les grands-mères ont été présentées comme des héroïnes d'une trempe exemplaire. Celles-ci n'ont jamais pris l'avion, affrontent bravement les tempêtes de neige et l'assaut des journalistes afin de plaider en faveur du retour de leur petit-fils. L'analyse diffusée à Cuba par les médias étatiques a souligné avec force la dignité, le courage et la volonté inébranlables des deux *abuelas* [grands-mères], qualités qu'un peuple vaillant devrait manifester⁵¹. Dans ce cas-ci, l'action de l'État a été sinon subtile, du moins matériellement difficile à pondérer. Pourtant, par la proclamation de ce qui constitue dans son essence le peuple cubain, l'État a sans doute favorisé l'intériorisation par la population d'une nébuleuse de valeurs. Par la pratique de ces valeurs, les individus se reconnaîtraient entre eux et se distingueraient de ceux qui ne les considèrent pas, en l'occurrence les Cubano-américains. Enfin, mentionnons que toutes les valeurs auxquelles on fait allusion peuvent être évoquées par un seul terme: la Révolution. En fait, le cas Elián

⁵⁰ Sara Más, «Reclamo por la inocencia secuestrada», *Granma*, n° 259, année 3 (mercredi, 29 décembre 1999), <http://www.granma.cubaweb.cu/29dic99/nacional/articulo12.html>.

⁵¹ Les articles de journaux évoquant cette idée sont nombreux. À titre indicatif, on pourra se référer à [sans auteur] «Intensas jornadas de las abuelas de Elián en el Congreso de los Estados Unidos», *Granma*, n° 20, année 4 (vendredi, 28 janvier 2000), <http://www.granma.cubaweb.cu/28ene00/interna/articulo7.html>.

González constitue une occasion de plus pour l'État de ré-activer ou d'actualiser la Révolution ainsi que de rappeler l'histoire mouvementée de Cuba. Car si les guerres révolutionnaires du XIX^e siècle ainsi que la Révolution de 1959 cherchaient à redonner aux Cubains leur autonomie et leur dignité, la lutte pour l'obtention du respect et de la souveraineté de Cuba n'est toujours pas terminée, le cas du petit Elián le rappelant avec force. Pour vaincre, semble juger l'État, il faudra faire appel à l'unité et à la discipline que le peuple cubain a manifesté tout au long de son histoire⁵².

Derrière toute l'agitation politique et légale déteint évidemment un opportunisme politique certain. Pourtant, outre cette manoeuvre politique qui vise sans doute à fixer l'attention des gens sur des problèmes qui titillent leur sentiment patriotique, les retombées des manoeuvres de l'État sur l'identité cubaine nous paraissent encore plus fondamentales. En effet, toute l'affaire González multiplie les occasions de discuter et de conscientiser la population par rapport à ce qui la singularise par rapport à la *Loba feroz* [la louve féroce] de Miami. La télévision, la radio et les journaux liés à l'État mettent en évidence les valeurs cubaines et tout ce qui différencie les insulaires de leurs frères, tantes ou cousins maintenant Américains. S'il est vrai que le débat semble à l'occasion dégénérer en une guerre de mots entre enfants méchants, des éléments sont à certains égards beaucoup plus percutants et significatifs sur le plan identitaire. On pourrait se référer à un article où il est suggéré que la culture et l'imagination [environnement mental] d'Elián sont la proie de la Mafia de Miami qui semble vouloir les modifier profondément. Ainsi, les jouets dispendieux et l'environnement matériel surchargé dans lequel vit Elián projetteraient, d'une perspective cubaine, une image

⁵² Fidel Castro, «Una loba feroz disfrazada de mujer lo- envolvió a la fuerza con la bandera de la barra y las estrellas», *Granma Internacional*, (3 Décembre 1999), <http://www.granma.cu/espanol/dic3/convoca-e.html>; Angel Augier, «Une niño en la historia», *Granma*, n° 5, année 4 (vendredi, 7 janvier 2000), <http://www.granma.cubaweb-cu/7ene00/nacional/articulo13.html>.

de bonheur tout à fait artificiel. "Jamais Elián n'a été vu en présence de livres, assistant à un spectacle pour enfants ou se promenant"⁵³, peut-on lire dans *Granma*.

Les critiques précédentes sont beaucoup plus fondamentales. Il est en fait question de valeurs à privilégier dans l'éducation des enfants. Par extension, ce sont deux ensembles normatifs, deux systèmes qui sont évoqués dans l'article et qui se rapportent à deux conceptions de ce qu'est le bonheur et, ultimement, de ce qu'est la vie. Cette mise en opposition renvoie clairement à la notion d'altérité, si centrale à la question identitaire. Comme il a été mentionné plus haut, la trame dramatique du cas González favorise l'affrontement de deux identités. Ce processus d'affrontement stimule l'affirmation d'une identité exacerbée. Dans ce processus, l'État cubain est amené à réitérer, via des articles de journaux, des discours, l'organisation de manifestations, des émissions de télévision etc., les particularismes cubains qui fondent l'identité du Peuple combattant.

Si Eliancito est devenu à Cuba le héros contemporain le plus cité, nombre d'enfants, d'étudiants ou d'autres individus sont mis sur la sellette par les médias de l'État afin de présenter au plus grand nombre la vigueur et l'engagement dont font preuve l'État et la population, même à l'ère du temps mondial et dans un contexte de rareté généralisée. Les exemples choisis par les médias ne sont pas anodins d'un point de vue de la formation identitaire; ils évoquent souvent la présence tout proche de l'Ennemi contre lequel le peuple se doit de lutter. La mise en valeur des acquis de la Révolution fait partie des tactiques employées par les autorités cubaines afin d'épaissir la soupe identitaire. L'un de ces acquis se trouve dans le système de santé universel que valorisent beaucoup de Cubains et qui sert de faire-valoir gouvernemental en temps de difficultés. Ce système de santé universel est aussi

⁵³ Toni Piñera, «Como un ciervo herido que busca en el monte amparo...», *Granma*, n° 35, année 4 (vendredi, 18 février 2000), <http://www.granma.cubaweb.cu/18feb00/nacional/articulo14.html>.

invoqué pour asseoir la légitimité du régime par rapport aux démocraties de marché d'Amérique centrale et du Sud qui n'arrivent pas toutes à mettre sur pied ce genre de système universel à l'ère du temps mondial. Quoiqu'il en soit, le gouvernement cubain met en évidence cet acquis afin de susciter la cohésion et les valeurs qui devraient permettre à Cuba de se distinguer et de poursuivre sur la voie choisie.

Les historiettes, publiées dans les journaux et dont le fond est probablement véridique, sont nombreuses et ont tendance à mettre en valeur le régime. À preuve, l'histoire de la petite Dorita qui, après avoir été diagnostiquée leucémique, a suscité de remarquables mouvements d'entraide et de solidarité de la part de tous les secteurs de la société cubaine. Ne pouvant se déplacer par transport public en raison de son état de santé, des voisins transportent la jeune fille de onze ans vers l'hôpital où elle doit se rendre sur une base régulière. Quand ceux-ci sont dans l'impossibilité de le faire, des représentants de la direction municipale du Pouvoir populaire s'en chargent. À d'autres moments, c'est le président du gouvernement de la municipalité qui se déplace pour la cause. 190 personnes offrirent volontairement de leur sang, dont des membres de la micro-brigade locale et des délégués de l'Assemblée municipale du Pouvoir populaire. Dans l'article, les coûts de l'opération et des soins médicaux sont chiffrés. Tous ces coûts, prend-on le soin de préciser, sont entièrement couverts par l'État. L'école que fréquente Dorita fera le nécessaire pour qu'elle puisse rattraper le retard cumulé lors de son absence prolongée. Jusqu'ici, rien qui tranche fondamentalement avec d'autres faits émouvants -mais divers- de ce genre qui sont rapportés dans plusieurs journaux à travers le monde. Mais il y a une suite.

"Bien que son sourire suffirait pour la savoir heureuse et reconnaissante, Dorita insiste pour laisser en noir sur blanc son message", rappelle l'article. En effet, la fillette aurait écrit

un message de reconnaissance dans son calepin. Elle y remercie d'abord affectueusement le Président Castro, puis l'équipe médicale et la médecin en chef. En outre, Dorita termine en écrivant ceci: "Le jour où les États-Unis laisseront tomber le blocus qu'ils imposent à notre pays, des médicaments de dernière génération pourront entrer au pays et sauver un plus grand nombre d'enfants de notre patrie socialiste et cubaine qui ont cette horrible maladie"⁵⁴. Cet article de journal met donc en scène tous les éléments pouvant stimuler la sécrétion de sentiments patriotiques, d'un patriotisme révolutionnaire et officiellement socialiste, au sein de la population. La préoccupation d'un État pour la vie d'un enfant, la collaboration spontanée de la population, les capacités de la médecine cubaine et l'exemple d'une jeune écolière qui exprime sa reconnaissance envers un système socialiste irréprochable en notant de surcroît l'obstacle commercial auquel doit faire face son gouvernement, renvoient le lecteur à l'essentiel. En fait, c'est la Révolution cubaine, dans ce qu'elle a de plus actuel et de plus institutionnel, qui se cristallise dans la bouche de la fillette dont l'article traite.

Analysé sous l'angle de l'identité, cet article offre un exemple plutôt évident de la manière par laquelle l'État socialise la population. En inculquant à dose minime mais de manière quotidienne l'idée selon laquelle l'État est omniprésent dans la vie des gens, qu'il n'hésite pas à pourvoir aux besoins primaires, mêmes les plus coûteux, de tous ses citoyens, l'État suggère implicitement qu'il est non seulement bon mais également nécessaire au bien-être de sa population. Aussi, il semble qu'un article comme celui relatant le cas de Dorita tente de présenter l'État comme un grand frère généreux, attentif, sensible et toujours présent dans les moments difficiles. En lisant un article pareil, on pourrait aussi être porté à croire qu'un Cubain n'est pas vraiment cubain sans son État révolutionnaire et socialiste, sans le

⁵⁴ Sara Más, «Historias detrás de un sueño», *Granma Internacional* (semaine du 4 novembre 1999, <http://www.granma.cu/espanol/nov4/historias-e.html> [traduction libre de l'espagnol]).

système dans lequel il vit, sans les acquis de la Révolution (dans l'exemple, l'universalité des soins de santé) défendus avec acharnement, sans des valeurs telles la disponibilité et la solidarité. Le Cubain dépossédé de ces attributs n'est pas; il est Autre⁵⁵. C'est aussi ce qui ressort de l'analyse partielle du cas Elián González. Il convient maintenant de présenter les liens devant être faits par rapport à l'hypothèse de départ.

Ce chapitre a été consacré à la démonstration du rôle et d'une partie du processus à travers lequel l'État cubain arrive à influencer le développement identitaire à Cuba. Des précisions relatives aux liens entre l'identité exacerbée par l'État et la conservation d'un sens s'imposent. D'une part, la surchauffe identitaire alimente le pilier unité du sens. Ceci est possible dans la mesure où le renforcement identitaire, auquel tente de procéder l'État cubain par les moyens décrits plus haut, passe par l'affermissement de la cohésion et de la mobilisation sociale autour d'un passé et d'objectifs précis qui orientent l'avenir. Les liens à ce sujet ont d'ailleurs été élaborés un peu plus tôt. D'autre part, si l'exemple du cas Dorita renvoie, lui aussi, à la consolidation de certaines valeurs privilégiées par l'État, il exprime également une autre facette essentielle du sens, en l'occurrence le pilier finalité. En effet, comme c'est le cas de certains slogans utilisés, le récit du cas Dorita exprime un idéal de comportement qui ouvre la voie de l'avenir. Même avec peu de ressources, même en subissant

⁵⁵ Un autre «attribut» par lequel les Cubains sont ce qu'ils sont réside dans la présence de Fidel Castro. La personnalisation du pouvoir est une caractéristique qui, même si elle tend à s'embrouiller avec le vieillissement du Commandant en chef, demeure présente à Cuba. Au-delà des conséquences politiques de cet attribut, la personnalisation du pouvoir tend dans le cas cubain à renforcer d'une présence humaine et paternelle l'imaginaire collectif cubain. Ce repère mental et historique que devient Castro peut ainsi avoir une incidence sur le construit identitaire qui rassemble les Cubains. Les liens historico-affectifs qui ont pu se créer depuis 1959 font dire à Marifeli Pérez-Stable que même si les Cubains ne sont pas tous en accord avec le régime, une éventuelle rupture avec ce gouvernement révolutionnaire marquerait aussi une rupture avec leur vie, particulièrement celle de ceux qui ont profité et assisté à la mise en place des mesures après 1959. Voir M. Pérez-Stable, *The Cuban Revolution. Origins, Course, and Legacy*, Oxford, Oxford University Press, 1993, p. 180.

les pires injustices, Nous, Cubains, pourrons nous développer en privilégiant notre modèle, nos valeurs, etc. En agissant de la sorte, l'avenir ne peut que nous sourire. C'est du moins une interprétation que l'on peut tirer et probablement aussi celle que l'État tente de diffuser. En d'autres termes, l'État tente de répandre l'idée selon laquelle le maintien des acquis de la Révolution constitue une promesse d'avenir meilleur, tant dans le cas particulier de la petite Dorita et de sa famille que, par extension, pour l'ensemble du peuple cubain. La finalité suggérée au peuple par le modèle et l'État cubains est donc, encore aujourd'hui, très présente.

En effet, le modèle cubain évolue dans un contexte où la présence d'un conflit remet quotidiennement en question la possibilité de réaliser ce projet révolutionnaire et socialiste. Le conflit auquel est soumis le modèle cubain comporte donc un fort potentiel mobilisateur. Aussi, les notions d'attente, de persévérance et d'espoir d'un monde meilleur qui percent à travers ce conflit s'inscrivent contre la "culture politique de l'impatience" identifiée par Laïdi. Ces notions véhiculées par le modèle cubain permettent d'envisager un avenir qualitativement meilleur par opposition à une vile répétition de l'immédiat. Précisons que ces éléments constitutifs de la finalité sont généralement absents de la démocratie de marché puisqu'elle est considérée comme insurpassable, d'où l'idée de repli sur le présent. Cette dernière considération ampute le projet de toute finalité puisque, étant parfait et sans adversaire, il n'est plus soumis au questionnement ou à la remise en question. Son potentiel évolutif est donc presque nul⁵⁶. Ainsi peut-on considérer que le pilier finalité est fort présent à Cuba. Combinée au pilier unité, dont nous avons traité via l'identité sans cesse stimulée par l'État, et au pilier fondement, qui renvoie à l'idée de résistance traitée dans le chapitre deuxième et dont la révolution socialiste est un exemple probant, la présence de finalité favorise la rétention

⁵⁶ Zaki Laïdi, *op. cit.*, p. 63.

d'un sens à Cuba qui, en retour, offre une moins grande prégnance de l'idéal néo-libéral dans l'esprit de la population cubaine.

Afin de re-situer notre analyse dans notre perspective politico-normative, mentionnons que selon l'hypothèse présentée dans le chapitre premier, l'État détiendrait un rôle très important dans le processus de construction identitaire. L'identité, canalisée et modelée en partie par l'État cubain, formerait, avec la tradition de résistance, l'une des deux variables centrales à la capacité qu'a Cuba à retenir un sens à l'ère du temps mondial. Cette capacité à retenir un sens défavoriserait, dans une certaine mesure, l'intériorisation de l'idéal néo-libéral par la population cubaine ainsi par la classe dirigeante. Ainsi, les pressions unidéologisantes internes, par exemple celles exercées par les classes transnationales nationales, et externes, pensons à celles que les prêts conditionnels du FMI exercent, seraient moins vives à Cuba qu'ailleurs. Moins profondément conditionnée par ces pressions et consciente des ratées que la Russie et d'autres pays en développement ont connues dans leur transition vers la démocratie de marché, la plus grande île des Caraïbes se trouverait donc dans une meilleure posture que d'autres pays d'Amérique latine et des Antilles dans le choix, le développement et la poursuite de politiques et d'objectifs pouvant répondre aux aspirations et aux besoins nationaux.

Justement, le chapitre quatrième, dernier de la présente réflexion, se penchera particulièrement sur les modifications que le gouvernement cubain a apportées au système agraire, financier et monétaire de l'île depuis 1989. Cette analyse, ciblée et partielle, aura pour but de vérifier à quel point le processus d'unidéologisation influence les décisions qui sont prises par le gouvernement cubain. Car si ce dernier semble, dans son discours, tout à fait contre l'idéal néo-libéral de rentabilité à tout prix, de libéralisation, de déréglementation, de

privatisation et de désengagement de l'État, qu'en est-il dans les faits? Si l'État réaffirme sans cesse son désir de poursuivre dans la voie révolutionnaire, que reste-t-il en ce tournant de siècle des acquis de la Révolution de 1959? Une fois les observations faites lors de cette première partie du chapitre quatrième, il sera possible de procéder à l'évaluation du bien-fondé de l'hypothèse de départ.

À titre de rappel, l'hypothèse suggérait que la tradition de résistance ainsi que la présence d'une identité très fortement stimulée par l'État permettent la conservation d'un sens à Cuba et que ce sens, par sa présence, facilite la résistance au processus d'unidéologisation en plus de favoriser la rupture du discours qui en fait la promotion. Le passage en revue de la période 1989-2000 ainsi que des amendements législatifs les plus révélateurs permettra de vérifier la justesse de l'hypothèse. En effet, s'il peut effectivement être conclu que les objectifs, les valeurs et le discours qui sous-tendent les amendements de ces politiques s'inscrivent plus ou moins en faux contre l'idéal néo-libéral, les caractéristiques du cas cubain ci-haut identifiées pourront être confirmées. Dans le cas contraire, seront présentées les explications pouvant motiver l'infirmerie de certains des éléments contenus dans l'hypothèse de départ.

CHAPITRE QUATRIÈME

«Le néo-libéralisme en processus de mondialisation: mise à l'épreuve du sens cubain»

L'idéal néo-libéral serait en processus de mondialisation. L'adoption de cet idéal par certains groupes socio-économiques, notamment par cette classe transnationale composée d'investisseurs et de gestionnaires, par certains décideurs politiques et par des individus en contacts quotidiens avec les préceptes néo-libéraux, faciliterait la généralisation et l'intériorisation des normes et des repères qu'ils suggèrent. Ce processus d'intériorisation serait d'autant plus rapide que les valeurs et les repères qui orientaient la vie des collectivités seraient toujours moins clairement définis en raison des transformations rapides que l'ordre mondial de la guerre froide a subies à la fin des années 1980. Après avoir été discréditées par l'insuccès du socialisme réel, les valeurs et les normes qui légitimaient les décisions politiques, économiques et individuelles auraient été balayées aussi vivement que les écuries d'Augias par Héraclès¹. Dans ce contexte, il est peu étonnant que les repères et les normes proposés par l'idéal néo-libéral aient été (mé) pris pour une solution de rechange qui se chargerait de remettre sur pied une humanité désorientée. Cela étant, des exceptions montrent que la mondialisation de l'idéal néo-libéral rencontre des difficultés, une certaine résistance. L'étude de ces exceptions, dont Cuba fait partie, semble avantageuse afin de comprendre si les obstacles au processus de la mondialisation de l'idéal néo-libéral sont réels et efficaces ou encore l'objet de chimères.

¹ On se rappellera que c'est Héraclès qui, dans le cadre de ses douze corvées, détourna le fleuve Alphée pour nettoyer les écuries d'Augias, roi légendaire d'Élide. Autre temps, autres mœurs, diront certains. Pas tout à fait. Car en remplaçant le nom du fleuve Alphée par Idéal néo-libéral, c'est l'image du puissant balayage effectué par ce courant qui a emporté l'alternative discréditée ainsi que l'embarras de son utopie qui reviennent à l'esprit.

Selon l'hypothèse de travail, Cuba aurait la capacité de résister aux pressions néo-libérales en raison de la conservation d'un sens intégré, c'est-à-dire d'un fondement, d'une unité et d'une finalité que nourriraient deux caractéristiques principales du cas cubain. D'abord, le chapitre deuxième a traité de la tradition de résistance qui se serait formée au cours des siècles et qui aurait en quelque sorte colonisé l'imaginaire collectif cubain et favorisé la discrimination et le rejet de conjonctures ou de circonstances jugées inacceptables. Le chapitre troisième a, quant à lui, abordé la question du rôle détenu par l'État dans la surenchère identitaire qui a cours à Cuba. Cette exacerbation de l'identité cubaine jouerait, un peu comme la tradition de résistance, un rôle de préservation et d'actualisation d'un corpus normatif distinct qui rendrait problématique l'avancée du projet civilisationnel néo-libéral. Aussi, les chapitres deuxième et troisième ont montré comment ces deux caractéristiques alimentent les trois fondements du sens qui, par synergie, permettraient à la Cuba du temps mondial de conserver et de privilégier certains repères normatifs. Les repères normatifs cubains constitueraient en quelque sorte une force de résistance à la pénétration de l'idéal néo-libéral en processus de mondialisation. Par extension, cela expliquerait partiellement pourquoi Cuba n'a pas avalé dès 1989 l'idéal néo-libéral pour remplacer d'un coup son système. Or, qu'en est-il vraiment sur le terrain²?

Les comportements politiques peuvent être difficiles à percevoir, encore plus à examiner pour ce qu'ils sont. De la même façon, il peut être ardu d'évaluer dans quelle mesure un État et sa population ont incorporé des éléments néo-libéraux dans leur manière

² La persistance d'un régime socialiste n'est pas garant de la conservation des valeurs ou des acquis dans un contexte donné. À propos du Viêt-nam, l'économiste de gauche écrit que "(...) le néo-libéralisme était devenu, avec l'aide des institutions de Bretton Woods, la doctrine officielle du Parti communiste. Bureaucrates et intellectuels furent appelés, «au nom du socialisme» à appuyer sans réserve le nouveau dogme". Michel Chossudovsky, *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Écosociété, 1998, p. 131.

d'être, d'agir et de penser. Bien sûr, certaines conjonctures ou mouvements laissent peu de doutes quant à la présence ou non des idéaux néo-libéraux. L'adhésion souhaitée du Mexique à l'ALÉNA a induit une accélération des processus d'ajustements néo-libéraux à la fin des années 1980 et au début des années 1990. La libéralisation, les très nombreuses privatisations et la déréglementation souhaitées par la classe des grands entrepreneurs et décidées par les dirigeants politiques illustrent bien la puissance suggestive des forces néo-libérales en présence au Mexique à cette époque³. L'évaluation de la présence de l'idéal néo-libéral est souvent complexe dans la mesure où la rhétorique officielle tend souvent à diverger des mesures concrètes et de leurs retombées sur le terrain.

Afin d'évaluer la densité et la puissance de l'idéal néo-libéral opérationnalisé à Cuba, une analyse du discours dominant tenu par le gouvernement cubain à propos de la mondialisation sera d'abord effectuée. Cette première étape a pour objet d'apprécier la teneur du discours étatique en repères ou en normes de type néo-libéral. Comme l'évaluation du discours ne peut refléter que partiellement le niveau réel d'intégration de l'idéal néo-libéral, une seconde étape, plus substantielle, sera entreprise.

La deuxième partie consistera en l'analyse de mesures législatives relatives à la production agricole, à la dollarisation de l'économie et à l'investissement étranger prises au cours des années 1990. Ces trois éléments sont particulièrement significatifs pour Cuba. La dollarisation l'est pour des motifs économiques, bien sûr, mais surtout symboliques. En effet, l'usage répandu de la devise de l'ennemi rappelle de manière continuelle sa présence, une présence pour le moins embarrassante puisque le symbole fort des États-Unis, le billet vert, en

³ Pour plus de détails concernant l'intégration de l'idéal néo-libéral par certaines classes mexicaines, on pourra lire David Mercier, «Le régionalisme stratégique dans les Amériques: tenants et aboutissants de l'ALÉNA vus d'une perspective mexicaine», *Études internationales*, vol. XXXI, n° 1 (mars 2000), pp. 111-133.

vient à concurrencer le *peso*. La souveraineté tant souhaitée est donc entachée. Les modifications à la loi sur l'investissement étranger sont tout aussi significatives. Leur analyse permet de vérifier comment Cuba arrive à se reconstituer des sources de financement à l'époque du temps mondial alors que l'époque de l'aide soviétique est révolue. Enfin, les amendements concernant la production agricole touchent une corde sensible et centrale de la révolution cubaine: la nationalisation des terres. Les enjeux sont donc autant pratiques que symboliques. On remarquera aussi que les trois mesures étudiées sont liées à la sphère économique-administrative. Cela est explicable par le fait que les amendements législatifs apportés par le gouvernement qui ont le plus profondément marqué la société cubaine sont de nature économique, fiscale ou administrative. On l'aura noté, les changements politiques se sont faits beaucoup plus discrets lors de la période étudiée et ne constituent donc pas une base très riche pour l'analyse que nous nous proposons d'effectuer.

Plus généralement, toutes ces mesures seront étudiées afin de vérifier si leurs fondements, leurs objectifs et la manière dont elles sont justifiées par le gouvernement s'imprègnent des idées néo-libérales. Est-ce que le contenu des réformes pourrait être de type néo-libéral alors que le contenant, le discours, demeurerait farouchement cubain? Se pourrait-il que le contraire soit aussi possible ou qu'un mélange des deux s'opère simultanément? C'est ce que la confrontation de la rhétorique et des mesures législatives adoptées dans la période post-guerre froide permettra d'évaluer.

Les modifications apportées dans plusieurs secteurs d'activités par le gouvernement cubain au cours des années 1990 peuvent sembler *à priori* néo-libérales. Ainsi, il semblerait tout à fait approprié de considérer certaines mesures d'ouverture de l'économie cubaine, certains accommodements financiers accordés aux entreprises étrangères comme des *preuves*

de l'*unidéologisation* de Cuba. Or, comment sortir de ce cadre dans lequel la moindre volonté de s'intégrer à l'économie mondiale est jugée comme une faiblesse du système cubain ou comme une évidence de plus de la qualité irréprouvable de l'idéal néo-libéral? Car, on l'admettra, Cuba ne peut rester figée dans le temps et faire semblant de jouir des avantages que le bloc économique soviétique, le COMECON, lui apportait avant 1991 alors que les relations commerciales artificiellement avantageuses de Cuba avec l'URSS et l'ancien bloc de l'Est ne sont plus que des souvenirs⁴. Ainsi, il semble plutôt hardi de considérer le repositionnement économique et commercial de Cuba comme l'aveu incarné de sa sympathie pour l'idéal néo-libéral. Car se faisant, il faudrait aussi reconnaître l'incontournabilité de l'*unidéologisation* de Cuba et, partant, du reste du monde. De plus, cela équivaldrait à légitimer le discours dominant de ceux qui font la défense et la promotion d'un projet eschatologique vide de sens et à reconnaître, donc à créer, une réalité que l'on s'acharne à contenir. Ouverture ou adaptation ne veut pas nécessairement dire néo-libéralisation; tout est fonction du type d'adaptation privilégiée et de ses retombées sur l'ensemble de la société.

D'aucuns prétendront que les exemples de l'Inde ou de la Malaisie montrent qu'il est possible pour des États de se développer sans toutefois copier le modèle consumériste américain et les idéaux qu'ils charrient⁵. À ce titre, il semble que Cuba constitue, à prime abord, un de ces cas de résistance au modèle proposé, tant au niveau idéologique que pratique. Que le pays ne soit pas passé, au contraire de certains ex pays socialistes, d'un totalitarisme de

⁴ Avec la fin du COMECON, c'est 84% du commerce total effectué par Cuba qui a dû être re-dirigé. De plus, 92% des transactions étaient effectuées soit en devises non-convertibles, soit par troc. Une conséquence majeure de la fin du COMECON a donc consisté en l'insuffisance des réserves cubaines de devises étrangères afin de financer ses importations au prix des cours internationaux. Des explications à ce sujet peuvent être trouvées notamment dans Carmelo Mesa-Lago (éd.), *Cuba After the Cold War*, Pittsburgh, Pittsburgh University Press, 1993, pp. 184-185.

⁵ Propos tenus par le professeur Lynn Mytelka lors d'une conférence présentée à l'Université d'Ottawa, 9 mars 2000.

type socialiste à un totalitarisme de type mercantiliste⁶ avec la chute du mur de Berlin, cela est déjà remarquable. D'autre part, il n'est bien sûr pas ici question de prétendre que Cuba soit complètement imperméable à l'idéal néo-libéral mais plutôt que Cuba soit dotée d'une plus grande force d'inertie par rapport à cet idéal. Ces précisions faites, débutons la première partie en présentant d'abord comment est perçue la mondialisation par le gouvernement cubain en tentant d'évaluer la teneur néo-libérale de sa perception.

Le discours étatique entourant la mondialisation suggère qu'elle est un phénomène objectif et irréversible⁷. Irréversible, la mondialisation l'est dans le sens où, pour le Commandant en chef, elle

(...) ne provient pas du caprice de qui que ce soit, ni même de l'invention de qui que ce soit. La mondialisation est une loi historique, une conséquence du développement des forces productives -pardonnez-moi d'utiliser cette expression dont l'auteur fait peut-être encore peur à certains- un produit [de l'] essor de la science et de la technique (...)⁸.

Si, tel que décrit par les autorités cubaines, le phénomène de la mondialisation peut à priori laisser croire en une certaine fatalité, il est pourtant l'objet de vives critiques qui permettent d'éclaircir ou de remettre en perspective l'idée d'irréversibilité ci-haut exprimée. En effet, l'irréversibilité à laquelle Fidel Castro semble se référer ne signifie pas, dans l'esprit du

⁶ Par totalitarisme de type mercantiliste, nous nous référons à un régime ou à un système qui condamne, plus ou moins subtilement, les projets ou les mesures -et ceux qui les proposent- qui ne participent pas ou qui ne respectent pas la dite loi de l'offre et de la demande.

⁷ On pourra lire à ce propos le résumé d'une entrevue accordée par C. Lage Dávila, vice-président du Conseil d'État, au journal allemand *Die Zeit* présenté dans «En Cuba no habrá privatización», *G-2000*, site officiel de la deuxième Rencontre internationale des économistes sur la mondialisation et les problèmes de développement, http://www.globalizacion.cubaweb.cu/texto/0015_25.html. L'idée d'irréversibilité de la mondialisation est également soulevée dans le discours que Fidel Castro a prononcé lors de la séance de clôture de la Rencontre internationale d'économistes, le 22 janvier 1999. On consultera à cet effet *Charge de rapporteur. Exposé du docteur Fidel Castro Ruz*, La Havane, Association nationale des économistes de Cuba, 1999, p. 16.

⁸ *Une révolution ne peut naître que de la culture et des idées*. Allocution prononcée par Fidel Castro Ruz, président du Conseil d'État de la République de Cuba, au Grand Amphithéâtre de l'Université centrale du Venezuela, le 3 février 1999. La Habana, Editora Política, 1999, p. 9.

gouvernement, qu'il n'y ait pour autant rien à faire pour la rendre plus compatible avec les intérêts de la population. Car les autorités se réfèrent fréquemment à une mondialisation néo-libérale qui doit être contrée. Ainsi, pour Fidel Castro, la planète sur laquelle nous vivons serait un "(...) monde mondialisé, vraiment mondialisé, [d'] un monde dominé par l'idéologie, les normes et les principes de la mondialisation néolibérale"⁹. Dans cette optique, la mondialisation poserait problème; elle représenterait des défis de taille. En effet, affirme Castro,

Notre plus grand intérêt est que notre peuple puisse être préparé pour ce monde qui va bientôt nous tomber dessus (...). Quarante-cinq ans après [l'insurrection révolutionnaire de 1953], nous souhaitons précisément que notre peuple se prépare et s'éduque. Il faut regarder plus loin, il faut élaborer de nouvelles idées, se tracer de nouveaux objectifs, de nouveaux principes, à partir des mêmes sentiments, de l'amour éternel de la dignité de l'homme, de l'être humain, de la justice qui nous a mené jusqu'ici (...) ¹⁰.

Il ressort de la dernière citation l'idée selon laquelle la mondialisation doit être envisagée avec vaillance et flexibilité sans toutefois faire déroger le système et les gens qui le font fonctionner des principes privilégiés et défendus par le régime, en l'occurrence, la centralité de l'humain et de la justice sociale. C'est en ce sens qu'il faut interpréter la déclaration plutôt grinçante du *Comandante en Jefe* qui a affirmé que "*Lo preferible no es que Cuba se incorpore a ese proceso* [la mondialisation], *sino que la globalización se incorpore a Cuba*"¹¹. Cette affirmation illustre bien la résistance de Cuba à se plier aux exigences de la mondialisation néo-libérale et le désir des autorités cubaines de se servir de la mondialisation comme un

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Fidel Castro, *Nous luttons avant pour notre pays; aujourd'hui, nous luttons pour le monde*, Discours tenu à Santiago de Cuba le 26 juillet 1998, La Habana, Editora Política, 1998, p. 81.

¹¹ "Le mieux serait que Cuba ne s'incorpore pas à ce processus mais bien que la mondialisation s'incorpore à Cuba" [traduction libre]. Marina Menéndez et Luis Jesús González, «Los secretos del milagro». Article résumant les propos tenus par Fidel Castro lors de la dernière journée de la deuxième Rencontre internationale des économistes sur la mondialisation et les problèmes de développement publié sur le site officiel de cet événement, http://www.globalizacion.cubaweb.cu/texto/0034_29.html.

moyen de poursuivre des objectifs déterminés par elles-mêmes. L'idée répandue selon laquelle les États n'ont pas de choix, que la mondialisation est incontournable semble donc rejetée par Cuba. Enfin, la mondialisation n'est pas perçue comme un outil facilitant par lui-même la résolution des problèmes que rencontrent les populations. En ce sens, un autre article de *Granma* note que le développement scientifique et technologique qui caractérise la mondialisation ne doit pas faire l'objet d'oppositions inutiles; il s'agit bien davantage de mettre ces derniers au service des intérêts et des nécessités de la population¹². Concernant la représentation que les Cubains se font de Cuba par rapport au reste du monde il est intéressant de lire que "Cuba n'est plus une île. Il n'y a plus d'îles. Il n'y a qu'un monde"¹³.

Ainsi donc, la mondialisation serait un phénomène incontournable qui doit être affronté et contrôlé de manière à ce que la population n'en devienne pas la victime. Aussi, la mondialisation obligerait les autorités à modifier leur propre perception de Cuba par rapport au reste du monde. À partir de ces éléments, il semble possible de noter que la manière avec laquelle les autorités cubaines prennent acte de la mondialisation reflète les préoccupations économiques provenant de l'obligation qu'a Cuba à réorienter son économie à la suite de la fin de ses relations commerciales au sein du COMECON. Toutefois, l'économie que les autorités cherchent à stimuler et à restructurer a pour but avoué de servir les intérêts de la population cubaine. Un gouvernement, quel qu'il soit, pourrait-il faire autrement que de tenir un discours comme celui-là?

¹² «No debemos aspirar a particulares ventajas o migajas de un orden mundial injusto y despiadado, sino a transformarlo exigiendo nuestros derechos». Discours prononcé par Carlos Lage Dávila, vice-président du Conseil d'État de Cuba, lors du deuxième Sommet des pays ACP, Santo Domingo, 25-26 novembre 1999. *Granma* n° 237, année 3 (samedi, 27 novembre 1999), <http://www.granma.cubaweb.cu/27nov99/interna/articulo1.html>.

¹³ [traduction libre] Propos tenus par R. Valdés Vivó, recteur d'une école d'études avancées du Parti communiste cubain. Cités par John J. Putman, «In the Revolution. Cuba», *National Geographic*, vol. 195, n° 6 (juin 1999), p. 19.

Pour situer le type d'analyse que l'on cherchera à faire à partir du cas cubain, on pourrait se référer à l'exemple du gouvernement du Québec qui, au nom de la social-démocratie, s'est mis dans la deuxième moitié des années 1990 à poursuivre frénétiquement l'objectif du déficit zéro en tranchant dans les programmes sociaux¹⁴. Le gouvernement québécois semblait certes trouver regrettables les conséquences sociales que l'assainissement des finances publiques engendraient. Ces conséquences semblaient toutefois nécessaires pour que la cote des maisons de notation de crédit ne soit pas davantage dépréciée en raison d'une dette publique québécoise jugée inacceptable. "Exigées par Wall Street, les mesures d'austérité adoptées au Québec ressemblent fort à «la thérapie de choc» que le Fonds monétaire international impose aux pays endettés du tiers-monde", suggère l'économiste M. Chossudovsky¹⁵.

De cet exemple ressort que le gouvernement du Québec a jugé préférable de répondre aux demandes de ses créanciers et de procéder à une restructuration rapide des finances publiques via le virage ambulatoire, les programmes de mises à pied volontaires, le sous-financement des universités, etc. et de reléguer au second plan les conséquences humaines de ce type d'entreprise. En acquiesçant aux exigences de ses créanciers, le gouvernement du Québec a démontré ce qu'il privilégiait, ce qui compte vraiment à ses yeux. Les pressions exercées par le grand capital ont prévalu, tout comme la vision à court terme qui a orienté la démarche du gouvernement. Car en fait, la finance l'a emporté sur la qualité de vie de l'infirmier sur-sollicité, sur celle de l'éducatrice débordée et de toutes les autres victimes anonymes car moins médiatisées, de l'empressement du gouvernement à répondre aux exigences d'une nébuleuse dont la responsabilité sociale n'a d'égal que l'absence d'imputabilité

¹⁴ M. Chossudovsky, *op. cit.*, pp. 225-231.

¹⁵ *Ibid.*, p. 227.

face aux électeurs québécois. Malgré le discours, donc, l'idéal néo-libéral semble s'être immiscé dans la sphère gouvernementale québécoise et avoir orienté les gestes posés par ce même gouvernement.

D'un ordre cette fois plus général, l'importance accordée aux statistiques économiques, par exemple celles dépeignant le taux de croissance du PNB, peut être révélatrice des fondements et des objectifs d'une société donnée. Car, quelques dixièmes ajoutés ou retranchés au taux de croissance et voilà que l'on se met à croire au pactole ou que la faillite guette, que l'opulence règne ou que la misère va déferler sur la société tout entière. L'exemple des indices boursiers est tout aussi éloquent. Une hausse des cours donne un sursis aux populations; une dégringolade peut défaire le monde en quelques heures¹⁶. Pourtant, le maintien ou l'augmentation de la qualité de vie est loin de tenir à un taux de croissance et encore moins à l'égaliser. L'utilisation massive des statistiques économiques témoigne également de la confiance et de l'importance qu'accorde le discours néo-libéral au quantitatif. Le chiffre, la virgule et l'exposant sont objectifs; ils expriment et, par conséquent, construisent la réalité à laquelle se réfère ensuite une population donnée. Le normatif, le qualitatif et l'éthique constituent autant d'obstacles au règne du quantitatif, du mesurable; ils doivent donc être minimisés¹⁷. Cela est d'autant plus important que le discours de la mondialisation ainsi que les liens étroits qui sont généralement faits avec le marché tendent à faire des choix individuels la force ordonnatrice de l'ensemble de la société. Ici, le lien avec l'idéal néo-libéral est plutôt clairement établi. Ce phénomène lié à la mondialisation est identifié et décrit par Z. Laïdi qui affirme que

¹⁶ Idées empruntées à Jean-Claude Guillebaud in *La refondation du monde*, Paris, Seuil, 1999, pp. 90 et s.; p. 350 et s.

¹⁷ *Ibid.* Également à ce propos, on lira François de Bernard, *Le gouvernement de la pauvreté*, Paris, Éditions du Félin, 1995, pp. 31 et s.

(...) l'imaginaire de l'effacement, puissamment nourri par la mondialisation et entretenu par elle (...), a partie liée avec des processus de désacralisation ou de désymbolisation qui conduisent, au nom précisément du libre choix individuel, à vouloir combattre toutes les conventions ou institutions susceptibles de l'entraver¹⁸.

Cette tendance à l'individualisation des choix économiques que l'idéal néo-libéral induit traverserait-elle le gouvernement cubain?

À propos de l'usage des statistiques économiques, l'État cubain ne semble pas donner sa place. Ce genre de recours dans le discours économique officiel pourrait-il s'inscrire dans une volonté de désymbolisation des difficultés que rencontre le pays, un peu comme si une croissance économique modeste dans certains secteurs était pour réduire d'autant les difficultés en approvisionnement en riz ou en médicaments? Le discours que tient l'État semble plus pondéré que cela. En effet, bien que les statistiques soient fort présentes, des déclarations rappellent plus ou moins subtilement l'extrême importance de ne pas considérer la richesse matérielle pour elle-même puisque sans une répartition équitable, sans un "usage juste et solidaire" de celle-ci, sa valeur est minime¹⁹. Au même sujet, l'État prend soin d'indiquer que si les chiffres montrent effectivement que l'économie cubaine tend lentement à se dynamiser, les répercussions de cette convalescence de l'économie nationale ont des effets positifs, quoique encore trop modestes, sur les conditions de vie de la population²⁰. L'absence de ce type de références aurait pu être un indice de l'intériorisation de valeurs ou de symboles contenus dans l'idéal néo-libéral tels que l'individualisme ou l'équivalence symbolique de la croissance et du bien-être. Or, cela ne transparaît pas de manière évidente dans le discours.

¹⁸ Zaki Laïdi, «Les imaginaires de la mondialisation», *Esprit* n° 246 (octobre 1998), p. 90.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ «Sin desconocer la gravedad de las dificultades y limitaciones el país está en un proceso de recuperación económica». Allocution de Carlos Lage, vice-président de la République de Cuba, prononcée lors de la Réunion nationale des présidents municipaux du Pouvoir populaire. *El Economista de Cuba Online*, http://www.eleconomista.cubaweb.cu/eco9/19_090a.html

En effet, en principe et sous un angle rhétorique, le gouvernement cubain semble s'opposer à toute forme de coupures dans les dépenses publiques. À ce sujet, les autorités cubaines affirment que le "financement indispensable pour le maintien et l'amélioration, dans la mesure du possible, des services offerts dans les secteurs de l'éducation et de la santé publique est garanti [pour l'année 2000]"²¹. L'État semble donc garder le cap dans le maintien de deux fleurons de la Révolution, en l'occurrence l'éducation et la santé publique. Du point de vue discursif, cette référence suggère que l'État cubain demeure, malgré l'ampleur des difficultés financières, convaincu de sa responsabilité face à la population qu'il dirige. Toujours au niveau du discours officiel, il est possible de remarquer l'attention que porte l'État à réitérer l'importance fondamentale de l'humain par rapport à son environnement économique. À cet effet, Fidel Castro a affirmé que "(...) l'homme doit être tenu au-dessus des chiffres macro-économiques des États"²².

Ici se termine cette première partie qui tentait de brosser un tableau général du discours que tient l'État cubain à propos de la mondialisation ainsi que de ses responsabilités par rapport à la population qu'il dirige dans ce contexte. À la lumière de la partie précédente, on pourra noter que rien au niveau discursif ne permet de noter que l'idéal néo-libéral traverse de manière significative le discours de l'État ni la représentation qu'il se fait de la mondialisation. Cette première partie servira davantage de point d'ancrage à l'évaluation des politiques foncières, monétaires et financières qui sera effectuée dans la partie qui suit. Pour l'instant, il suffira de noter que le discours officiel de l'État cubain ne laisse pas présager de

²¹ [traduction libre] «En los resultados de 1999 se aprecia una mejoría, ante todo, en los indicadores de eficiencia económica», *Granma* n° 259, année 3 (mercredi, 29 décembre 1999), <http://www.granma.cubaweb.cu/29dic99/nacional/articulo1.html>. Rapport sur les résultats économiques de 1999 et le Plan économique et social de l'année 2000 présenté par José Luis Rodríguez, député cubain et vice-président du Conseil des ministres.

²² [traduction libre de l'espagnol] M. Menéndez et L. J. González, *loc. cit.*

tournant néo-libéral dans la pratique, c'est-à-dire dans l'élaboration des politiques et des amendements apportés par le gouvernement cubain. Or, comme le discours peut servir autant à temporiser, à convaincre ou qu'à tromper le destinataire et qu'il ne peut qu'être un reflet partiel de la réalité, il appert judicieux de s'attarder plus longuement sur la «pratique» du gouvernement cubain afin d'en évaluer ses tendances et sa teneur en préceptes néo-libéraux.

Pour fins de clarification méthodologique, l'évaluation des amendements et des nouvelles politiques en vigueur à Cuba reposera sur le néo-libéralisme défini comme une doctrine proposant

(...) un retour à l'économie de marché, au laisser-faire et au libre-échange, remettant en question l'intervention de l'État, prônant la privatisation, la déréglementation, les coupures dans les programmes sociaux et finalement la libéralisation du marché du travail (remise en question du salaire minimum, de l'assurance chômage, des droits syndicaux, etc.)²³.

À cette définition générale, il doit être ajouté que l'idéal néo-libéral est également une croyance selon laquelle l'hyper-libéralisme économique ainsi que son support politique constituent la voie par excellence pour régler les problèmes économiques, politiques et sociaux rencontrés par les pays. En d'autres termes, les politiques cubaines du temps mondial seront évaluées en fonction de leur tendance à introduire la logique marchande, le libre-choix outrancier (favorisant la dislocation sociale) et l'intervention du secteur privé dans des domaines d'activités jusque-là dirigés et/ou protégés par le régime socialiste. L'introduction de cette logique marchande, qu'elle soit volontaire ou le résultat de l'absence -imaginée ou réelle- d'alternative, manifesterait la pénétration de cet idéal néo-libéral à Cuba. Le résultat des analyses effectuées dans le cadre de la prochaine section pourra faciliter la confirmation

²³ Philippe Bourdeau et Claude Perron, *350 mots clés de science politique*, Montréal et Toronto, Chenelière/McGraw-Hill, 1998, p. 87. Lire aussi Alain Musset, «Interventionnisme, libéralisme et mondialisation: l'Amérique latine dans tous ses états», *Cahiers des Amériques latines*, n° 26 (1997), p. 69.

ou l'infirmité du bien-fondé de l'hypothèse de départ. Selon cette dernière, deux caractéristiques du cas cubain, c'est-à-dire la tradition de résistance ainsi que l'identité exacerbée, permettraient la conservation du sens. Ultimement, la présence de sens réduirait la prégnance de l'idéal néo-libéral en sol cubain.

Certaines modifications législatives apportées par le gouvernement cubain à la suite de l'effondrement de l'empire soviétique ont modifié en profondeur le visage de la Cuba du temps mondial. La «période spéciale en temps de paix», qui a débuté en août 1990 à la suite de l'irrégularité de l'approvisionnement en pétrole soviétique, avait pour objectif immédiat de réduire au maximum la consommation nationale d'énergie et de biens et services, les dépenses publiques et la fuite des devises étrangères²⁴. Car, faut-il le rappeler, la rareté des sources d'énergie affectaient toute la vie à Cuba, de la préparation des repas jusqu'à la production et la distribution des biens de consommation. L'agriculture, les transports, le fonctionnement des entreprises et des institutions scolaires et de santé étaient ralentis ou paralysés par cette pénurie énergétique; c'était du jamais vu en trente ans de révolution²⁵. L'objectif ultime visé par la mise en oeuvre de la période spéciale consistait en la réinsertion de Cuba dans l'économie mondiale. Cette réinsertion devait s'opérer sans pour autant compromettre le socialisme ni la souveraineté nationale de Cuba face aux États-Unis²⁶. Devant cette situation inédite, l'État pouvait choisir entre deux voies pour pallier aux nombreuses difficultés sur

²⁴ Carmelo Mesa-Lago, «Assessing Economic and Social Performance in the Cuban Transition of the 1990s», *World Development*, vol. 26, n° 5 (mai 1998), p. 867. Avec la cessation du paiement de sa dette extérieure en 1986, Cuba n'arrive que difficilement à obtenir des prêts sur le marché international et cela, à des taux d'intérêt très élevés.

²⁵ Les difficultés en 1992-1993 étaient telles que plusieurs prédirent à l'époque qu'elles entraîneraient la chute du régime cubain. A.J. Jatar-Hausmann, *loc. cit.*, pp. 87-92.

²⁶ Marifeli Pérez-Stable, *The Cuban Revolution. Origins, Course, and Legacy*, Oxford, Oxford University Press, 1993, p. 158. Pour une généreuse description des mesures adoptées par les autorités cubaines à partir d'août 1990, voir C. Mesa-Lago (éd.), *op cit.*, pp. 165-168.

lesquelles buttait l'économie cubaine. Les autorités de l'île pouvaient soit opter pour une ouverture rapide de l'économie cubaine ou alors élaborer des politiques de leur cru, aux retombées incertaines et qui se réclameraient officiellement du socialisme²⁷.

De par la position idéologique de Cuba et de son *Comandante en Jefe*, la première possibilité était difficilement envisageable. La seconde voie, que l'État semble avoir choisie, le poussa à réduire les subventions accordées aux entreprises, à procéder à des coupures dans la fonction publique afin de ré-allouer les sommes épargnées aux priorités du moment, c'est-à-dire à l'agriculture, aux industries stratégiques, à la construction de logements pour les camps de travail ruraux, etc.²⁸. Bien que ces mesures avaient pour objectif d'assainir des finances publiques devenues insoutenables à la suite de la cessation des subventions et de l'aide soviétiques, elles ne se sont pas effectuées sans certaines précautions. En effet, l'État offrit aux employés remerciés des cours de recyclage professionnel ainsi que l'équivalent de 60% de leur salaire jusqu'à ce qu'ils se soient trouvés un autre emploi²⁹. Aussi, afin de minimiser un taux de chômage que les mises à pied était pour faire augmenter, le gouvernement autorisa environ 160 types d'emplois autonomes pouvant être pratiqués moyennant le paiement d'impôts³⁰. Si l'État avait officiellement décidé de faire face à la crise par une politique d'austérité économique³¹ et de préservation du socialisme plutôt que par une

²⁷ M. Pérez-Stable, *op. cit.*, p. 158.

²⁸ *Ibid.*, pp. 165-166.

²⁹ Jean-François Fogel et Bertrand Rosenthal, *Fin de siècle à La Havane. Les secrets du pouvoir cubain*. Paris, Seuil, 1993. pp. 492-498. Lire aussi Ana Julia Jatar-Hausmann, «What Cuba Can Teach Russia», *Foreign Policy* 113 (hiver 1998-1999), p. 91; ainsi que C. Mesa-Lago (éd.), *op. cit.*, pp. 183-184. L'idée de verser un salaire, même modeste, et d'offrir de la formation à ceux qui sont remerciés de leur fonction paraît démontrer un certain souci de l'humain. Obliger les entreprises de nos sociétés à en faire de même réduirait probablement la propension de certaines d'entre elles à procéder à d'irrationnelles rationalisations.

³⁰ C. Mesa-Lago, «Assessing Economic and Social Performance...», *loc. cit.*, p. 869.

³¹ On pourrait croire que la politique d'austérité imposée par le gouvernement cubain ressemble à celle que le gouvernement québécois a privilégiée. Toutefois, l'objectif du gouvernement cubain

ouverture et une libéralisation radicales de l'économie et de la politique cubaines, certaines mesures ont eu des conséquences qui étaient sans doute pour modifier l'essence du socialisme cubain et, plus significatif encore, insérer dans celui-ci des mesures inspirées du néo-libéralisme. Le temps mondial était donc pour ouvrir Cuba, ne serait-ce que partiellement, à l'idéal néo-libéral.

L'augmentation en 1994 des coûts de certains biens et services tels l'essence, l'électricité, les cigarettes, etc. a sans doute affecté les strates de la population les plus défavorisées³². De la même façon, la décision de l'État de ne plus subventionner certaines productions agricoles, entre autres parce que le secteur privé utiliserait plusieurs de ces produits subventionnés pour réduire ses coûts de productions, a contribué à augmenter graduellement le prix de 25 variétés de légumes et de tubercules³³. Or, ce choix fait par le gouvernement a probablement eu un effet pervers sur les plus pauvres, ceux pour qui les subventions étatiques constituent une planche de salut. Une décision comme celle-là, de

était différent de celui poursuivi par son homologue québécois. Dans le premier cas, il s'agissait d'une rareté subite de ressources financières alors que dans le second, il était davantage question de l'atteinte d'un équilibre budgétaire, non pas parce que les ressources financières faisaient défaut du jour au lendemain (les déficits budgétaires remontent à l'époque de la révolution tranquille) mais parce que ces déficits ont pour effet de rendre l'accès au crédit plus difficile sur les places financières.

³² Cela étant, les prix de plusieurs services tels le logement, l'alimentation en électricité et en eau, le transport public, le téléphone, etc. sont encore contrôlés et largement subventionnés par l'État. À titre d'exemple, une famille cubaine paie en moyenne 12 pesos par mois pour le service électrique. Cela équivaut à environ 54 cents américains. Pour plus de détails concernant le pouvoir d'achat des Cubains, on lira Fransisco Soberón Valdés (président de la Banque centrale de Cuba) «Al Peso lo que Es del Peso», *El Economista de Cuba*, année 2, n° 12 (novembre-décembre 1999). Section "En el Centro, Especial n° 10", pp. 1-4.

³³ C. Mesa-Lago (éd.), *Cuba After the Cold War*, op. cit., p. 167. Les problèmes de ce type semblent se multiplier dans la mesure où le système socialiste continue à produire des biens qui sont offerts à des prix réduits par les subventions et qui peuvent ensuite être revendus en dollars sur le marché parallèle. Dans ces conditions, le maintien d'un système universel de biens rationnés devient problématique; il se trouve miné par le dualisme du système. On lira à ce propos Archibald R. M. Ritter, «The Dual Currency Bifurcation of Cuba's Economy in the 1990s: Causes, Consequences and Cures», *CEPAL Review*, n° 57 (décembre 1995), pp. 120-121.

surcroît prise pour un motif de ce genre, est donc discutable d'un point de vue de justice et d'équité. Comment alors ne pas considérer ces mesures comme étant le fruit d'un changement de vision du monde de la part des autorités, un changement qui a pour conséquence de priver les plus nécessiteux pour empêcher le secteur privé de profiter indûment des subventions de l'État?

La décision du gouvernement cubain de se désengager de la culture des terres qui étaient sous sa gouverne pour confier cette responsabilité à des coopératives constitue la première modification importante qui fera l'objet d'une évaluation approfondie. En fait, cette décision symbolise un changement profond apporté aux fondements de la société cubaine. Car, il faut rappeler que les réformes agraires de 1959 et 1963 ont été menées prestement et sont généralement considérées comme étant non seulement centrales à la Révolution cubaine mais aussi révolutionnaires pour l'ensemble de la société latino-américaine³⁴. En dépit de l'importance de la nationalisation des terres dans le projet socialiste cubain, le pourcentage de la superficie des terres agricoles directement cultivées et administrées par l'État sous la forme de fermes étatiques est passée de 75,2% à 33,4% entre 1992 et 1997³⁵. C'est donc dire que l'État tend à se retirer de la production directe et de la gestion agricoles à Cuba au profit des unités de production coopérative (*Unidades Básicas de Producción Cooperativa*, UBPC).

Si une certaine forme de retrait de l'État est incontestable, il faut cependant remarquer que le démantèlement des fermes d'État pour constituer les UBPC n'a pas engendré la vente de

³⁴ À titre indicatif, on pourra lire à ce propos Centro de Estudios sobre América, *The Cuban Revolution into the 1990s. Cuban Perspectives*. Boulder, San Francisco et Oxford, Westview Press, 1992, pp. 121 et s. La nationalisation des terres allaient en effet contre la tradition latino-américaines des *latifundios*, des *haciendas* ou des *estancias*, ces immenses propriétés foncières appartenant à l'aristocratie foncière conservatrice.

³⁵ Oficina Nacional de Estadísticas, *Panorama Económico y Social. Cuba 1999*. La Havane, janvier 2000, p. 10.

la terre proprement dite puisque les UBPC cultivent des terres en usufruit, donc sans frais d'utilisation. Ainsi, les terres agricoles demeurent la nue-propriété de l'État³⁶. La loi agraire adoptée en septembre 1993 aura donc permis que les membres des UBPC deviennent propriétaires de la production principale ainsi que des productions complémentaires qu'ils entreprennent. Les membres d'une coopérative sont collectivement responsables des instruments aratoires et de l'infrastructure de production rachetés à l'État lors de la création des UBPC, élisent leur équipe de direction parmi les membres de la coopérative, expulsent ou admettent des membres et se partagent 50 % des profits qu'ils peuvent réaliser (l'autre moitié allant à des fonds sociaux). En contre partie, des firmes étatiques continuent à s'impliquer dans la vente des fertilisants et des semences. Les productions et les quotas que l'État s'engage à acheter à un prix qu'il fixe lui-même font, quant à eux, l'objet de négociations entre les entreprises étatiques et l'UBPC³⁷. À la lumière des caractéristiques de ces unités de production coopérative, il est possible de noter que la présence de l'État est toujours réelle, autant en amont qu'en aval de la production, quoique beaucoup plus discrète qu'à l'époque à laquelle la production agricole était organisée en mega-fermes étatiques. La productivité, malgré les nombreux problèmes rencontrés, tend à augmenter de manière significative par rapport à celle qui caractérisait les fermes d'État³⁸. Parler d'une privatisation des terres et de la production agricole serait donc exagéré. Dans ce cas-ci, il serait plus exacte de se référer à un genre plutôt original de «privatisation collective» des terres agricoles. Les modifications apportées dans la structure et l'organisation de la production agricole font dire à C.D. Deere

³⁶ Carmen Diana Deere, «Reforming Cuban Agriculture», *Development and Change*, vol. 28 (1997), pp. 653.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Ibid.*, p. 657; ainsi que A. R. M. Ritter, *loc. cit.*, p. 115.

que leurs retombées "(...) could generate more profoundly 'socialist' or collective relations of production than those governing the pre-reform period"³⁹.

Cela étant, le glissement de la production agricole étatique à une production qui prend de plus en plus appui sur le secteur privé reflète-t-il l'adoption de l'idéal néo-libéral par le régime cubain? C'est ce qui pourrait être défendu en faisant référence aux faits que les UBPC s'impliquent dans la vente de leur production, dans la réalisation des profits, etc. L'idée d'introduction de la logique de marché dans une production agricole jusque-là effectuée majoritairement par l'État pourrait indiquer, quoique timidement, l'introduction de l'idéal néo-libéral. Timidement, parce que l'État demeure l'acheteur d'une partie importante de la production agricole et parce qu'il s'implique aussi dans le type de production effectuée de manière à pouvoir remplir ses obligations. Malgré tout, l'amendement de septembre 1993 ne semble pas -en soi- être particulièrement fort en teneur néo-libérale dans la mesure où il n'induit ni une privatisation réelle des terres ni un désengagement très substantiel de l'État dans ce domaine. Il s'agit plutôt d'un partage des tâches dans lequel le rôle de l'État est modifié, d'une part, et dans lequel il perd la quasi exclusivité de la production agricole, d'autre part. Moins apparent qu'avant la fin de la guerre froide, l'État occupe pourtant toujours un rôle important.

Si l'État tend à se désengager de la production agricole au profit des membres des coopératives, ceux-ci tendent à percevoir les entreprises étatiques desquelles ils doivent acheter semences et engrais et auxquelles est vendue une large partie de leur production comme des intermédiaires inefficaces et inhibants⁴⁰. Cette perception de l'État, qui n'est sans

³⁹ C. D. Deere, *loc. cit.*, p. 649.

⁴⁰ C. D. Deere, *loc. cit.*, p. 659. Voir aussi C. Mesa-Lago, «Assessing Economic and Social Performance», *loc. cit.*, p. 865.

doute pas sans fondements, suggère que l'implication de l'État est perçue comme étant plus nuisible qu'avantageuse et, par extension, que la production, la distribution et la vente des produits agricoles devraient être l'affaire du secteur privé. De là, il n'y a plus qu'un pas pour que le lien économie/secteur privé et politique/secteur public soit tiré et que la population en vienne à réfléchir dans des termes opposant politique et économie. Il peut donc être observé que la décision de l'État d'ouvrir lentement la production agricole au secteur coopératif-privé est en partie responsable de la tendance qu'ont les intervenants des coopératives à percevoir l'État comme un obstacle à la productivité et à l'efficacité des UBPC. La pratique quotidienne des membres des coopératives semble avoir favorisé le développement de cette attitude et de ces perceptions. Qu'importe si ces perceptions soient plus ou moins fondées; ce qui découle de ces dernières constitue peut-être le début d'une lutte du secteur privé contre l'intervention de l'État dans certains domaines d'activités. Ces pressions pourraient bien être qualifiées de néo-libérales, c'est-à-dire des pressions favorisant le désengagement de l'État, une privatisation plus systématique et une libéralisation ou une déréglementation du secteur agricole.

En ce sens, une seconde mesure, prise en octobre 1994 et liée à celle ayant créé les UBPC, a légalisé le retour des marchés agricoles sur lesquels les petits agriculteurs, les membres de coopératives, les jardiniers particuliers ou les fermes d'État peuvent vendre leurs surplus agricoles à des prix fixés selon le mécanisme de l'offre et la demande⁴¹. En fait, la

⁴¹ A. R. M. Ritter, *loc. cit.*, p. 125. Sauf dans le cas des jardiniers privés, les surplus agricoles pouvant être vendus sur le marché dit libre correspondent à la production totale moins la production réservée et achetée par l'État. Il faut toutefois préciser qu'une mesure semblable avait déjà été prise au cours des années 1980, époque à laquelle le marché noir était florissant. Les déséquilibres créés par la libéralisation de l'économie cubaine avaient cependant poussé Fidel Castro à mettre fin à la nouvelle souplesse de l'économie. À propos de ce processus de rectification engagé en 1986, on lira, à titre indicatif, Lee Lockwood, *Castro's Cuba, Cuba's Fidel*, Boulder, Westview Press, 1990 (1967; 1969), pp. 357-371.

légalisation de la vente des surplus agricoles ainsi que la subdivision des terres agricoles étatiques en unités de production coopérative s'est inscrite dans le mouvement de libéralisation dans lequel l'État a engagé l'économie cubaine afin de faire face à la sévérité des difficultés économiques de la première moitié des années 1990. La réforme agraire et ses prolongements, c'est-à-dire l'ouverture des marchés agricoles ainsi qu'une libéralisation dans le secteur du transport de ces mêmes denrées, constituaient une tentative pour stimuler la production et faciliter l'approvisionnement en denrées alimentaires⁴². Ces mesures semblent avoir rencontré leur objectifs. En effet, une chute du prix de ces denrées alimentaires fut observée par rapport à ceux qui étaient pratiqués sur le marché noir et leur production a été stimulée⁴³. Aussi, la création d'un marché officiel a contribué à apprécier le peso par rapport au dollar, permettant ainsi aux Cubains qui n'avaient pas accès aux dollars de s'approvisionner, même modestement, sur ces marchés⁴⁴. Un autre avantage que présente l'ouverture de ces marchés agricoles réside dans le fait qu'avec l'appréciation du peso, c'est une réduction de l'écart entre ceux qui possèdent des dollars et les autres qui a été encouragée. Enfin, ceux qui ne recevaient que des pesos en échange de leur travail trouvèrent dans l'augmentation de leur pouvoir d'achat une stimulation à garder leur travail⁴⁵.

⁴² Antoni Kapcia, *Cuba After the Crisis. Revolutionising the Revolution*. Washington, Research Institute for the Study of Conflict and Terrorism (*Conflict Studies* 289), 1996, p. 8. La production sucrière, une source importante de devises, a décliné substantiellement entre la fin des années 1980 et le début de la décennie suivante. Aussi, il pourrait être ajouté que la culture du tabac a également été l'objet d'un retrait de l'État au profit de fermes familiales. 90% du tabac récolté à Cuba est cultivé par 30,000 petits agriculteurs. Sur cette question, on lira J. J. Putman, *loc. cit.*, p. 18.

⁴³ A. R.M. Ritter, *loc. cit.*, p. 125; Maria C. Werlau, «Foreign Investment in Cuba. The Limits of Commercial Engagement», *World Affairs*, vol. 160, n° 2 (automne 1997), p. 55.

⁴⁴ Le taux d'épargne élevé, explicable par l'absence de produits à acheter ainsi que par plusieurs services largement subventionnés par l'État, permettait à au moins une partie de la population de s'approvisionner dans ces marchés agricoles libres. À ce sujet, voir C. D. Deere, *loc. cit.*, p. 664; ainsi que Manuel Pastor Jr et Andrew Zimbalist, «Cuba's Economic Conundrum», *NACLA Report on the Americas*, vol. 34, n° 2 (septembre-octobre 1995), p. 10.

⁴⁵ C. D. Deere, *loc. cit.*, pp. 664-665.

Comme plusieurs l'on déjà noté dans le cas des ex pays de l'Est et de Cuba, la productivité industrielle et agricole atteinte par l'État était faible par rapport à la production des petites exploitations privées⁴⁶. Si une productivité élevée n'était peut-être pas perçue comme essentielle à l'époque où l'aide soviétique coulait à flots, la cessation de la même aide semble avoir changé la perception qu'avaient les autorités à propos de celle-ci. Comme le cas étudié le suggère, l'État paraît considérer que l'augmentation de la productivité ne peut nécessairement passer que par son retrait, plus partiel que total, du secteur d'activité analysé. N'est-ce pas là une perception qui se nourrit d'un certain idéal néo-libéral en processus de mondialisation et qui prétend que l'État distord à la fois l'offre et la demande? C'est un peu comme si devant l'adversité, l'État cubain avait jugé que la nécessaire augmentation de la productivité ne pouvait se produire que dans les mains du secteur collectif-privé. Clairement, donc, les mécanismes du marché ont été, dans la sphère de la production et de la distribution des denrées alimentaires, sinon insérés, du moins légalisés puisque ceux-ci existaient *de facto* dans le marché noir. Pour la population de consommateurs frustrés, la baisse des prix par rapport au marché noir et l'augmentation de la variété et de la disponibilité des produits ont sans doute constitué des avantages appréciables.

Si la mise en place des unités de production coopérative et des marchés a officialisé l'usage des mécanismes du marché, il semblerait exagéré de conclure pour autant que tout l'exercice relève de l'opérationnalisation de l'idéal néo-libéral. S'il est juste de constater que le mécanisme du marché est perçu par l'État comme étant une manière efficace de produire et de distribuer des ressources agricoles, le contrôle qu'exerce l'État et son rôle dans l'achat, la distribution et la vente de ces mêmes ressources demeure important et soumet l'usage du

⁴⁶ On lira, à titre indicatif, W. Philips Shively, *Pouvoir et décision. Introduction à la science politique*, Montréal et Toronto, Chenelière/McGraw-Hill, 1999, p. 98.

marché à une réglementation stricte qui favorise l'amoindrissement des inégalités, notamment en n'autorisant uniquement la vente libre des surplus agricoles et en imposant une taxe à ceux qui pratiquent ces activités commerciales⁴⁷. Se faisant, l'État est peut-être à légitimer peu à peu ce mécanisme du marché auprès de la population mais sans toutefois faire de ce marché le principal moyen de répartition des ressources. Sa présence est encore fort présente et est garante, jusqu'à un certain point, de la protection de la population contre les excès de ce marché.

Si la décision de l'État de procéder à une libéralisation progressive dans le domaine agricole avait pour but de rehausser la capacité des Cubains à s'approvisionner en biens et en services à une époque à laquelle l'État n'arrivait plus à fournir les rations de base à la population pour des raisons tant structurelles qu'organisationnelles, cette décision doit être considérée dans un contexte plus large⁴⁸. En effet, les mesures analysées précédemment ainsi que les autres qui furent adoptées, par exemple, la légalisation de l'exercice privé de certaines professions liées aux services ainsi que des micro-entreprises privées, la taxation de ces activités ainsi que celle liée à la vente des produits agricoles, doivent être situées dans le prolongement d'une mesure prise par l'État qui a créée un précédent dans l'histoire de la Révolution cubaine: la légalisation du dollar américain.

Devant les difficultés économiques et logistiques rencontrées par l'État à la suite de l'écroulement de l'empire soviétique et de la cessation des subventions et de l'aide accordés à

⁴⁷ C. D. Deere, *loc. cit.*, p. 661. L'imposition d'une taxe à ceux qui sont engagés dans des pratiques commerciales individuelles s'inscrit bien dans l'objectif de l'État de continuer à répartir la richesse.

⁴⁸ Précisons ici que l'État continue à financer certains programmes très coûteux en recherche médicale et à financer le fonctionnement de l'armée et de la police. Si les difficultés économiques rencontrées à la fin de la guerre froide sont réelles, les priorités de financement sont peut-être à remettre en question.

Cuba par ce dernier, l'une des premières mesures prises par les autorités fut de dé-criminaliser, par la Loi-décret 140 d'août 1993, la possession et l'usage du dollar⁴⁹. La légalisation du dollar avait pour objectif central de canaliser cette devise des mains du privé et du marché noir vers l'État qui pourrait ainsi les ré-utiliser à d'autres fins. Cette canalisation de la devise forte s'est effectuée notamment par l'ouverture de boutiques et de petits magasins administrés par l'État dans lesquels sont vendus à forts prix des produits importés. Tout se paie en dollars américains, il va sans dire. Les profits que l'État réalise en dollars peuvent ensuite être dirigés, par exemple sous la forme de subventions des produits de bases, vers ceux qui en ont le plus besoin⁵⁰. Voilà un exemple de la manière par laquelle l'État tente de recycler les devises qui sont envoyées, en toute légalité, aux familles restées dans l'île par les Cubains vivant à l'étranger⁵¹, qui sont dépensées par les touristes et par les Cubains qui ont accès, par toutes sortes de moyens, aux dollars américains⁵². La dé-criminalisation du dollar aurait ainsi facilité l'approvisionnement en biens et services pour les Cubains détenteurs de devises fortes, encouragé la diminution des prix par rapport à ceux qui étaient pratiqués sur le marché noir et

⁴⁹ A. R.M. Ritter, *loc. cit.*, p. 124; ainsi que Pedro Monreal et Manuel Rua del Llano, «'Apertura' and Reform of the Cuban Economy: The Institutional Transformations, 1990-93» (chapitre trois), in Archibald R. M. Ritter et John M. Kirk, *Cuba in the International System. Normalizing and Integration*. New York, St. Martin's Press, 1995, p. 49.

⁵⁰ A. J. Jatar-Hausmann, *loc. cit.*, pp. 92-94. Les magasins à dollars administrés par l'État ont été surnommés les "caisses enregistreuses de dollars" de l'État. En 1997, ces magasins ont été la source de 17% des revenus en devises de l'État.

⁵¹ David Rieff, «Cuba Refrozen», *Foreign Affairs*, vol. 76 n° 4 (juillet-août 1996), pp. 65. Selon cet auteur, l'envoi de fonds par la communauté cubano-américaine s'élèverait minimalement à 800 millions de dollars par année, ce qui est considérable par rapport aux autres sources de revenus telles le tourisme ou l'industrie sucrière.

⁵² Environ 44% de la population aurait accès aux dollars. Agriculteurs, restaurateurs, employés des *joint-ventures*, travailleurs impliqués dans le secteur touristique, travailleurs autonomes (incluant la prostitution), bénéficiaires du soutien économique en provenance de l'étranger et individus trafiquant sur le marché noir constituent quelques groupes qui ont accès, plus ou moins régulièrement et légalement aux dollars. Consulter A. Kapcia, *op. cit.*, p. 7.

permis à l'État de bénéficier d'une source non-négligeable de devises. Pourtant, la légalisation du dollar a eu des conséquences extrêmement profondes sur la société cubaine.

Parmi ces conséquences, la plus évidente est probablement la division qui s'opère entre ceux qui ont accès aux dollars et les autres. Cette distinction, qui se reflète directement sur le pouvoir d'achat de la population, crée un fossé entre les Cubains, une inégalité sociale manifeste qui va à l'encontre du projet socialiste. Avec la dollarisation de l'économie et ses prolongements tels la légalisation de certaines professions autonomes et des marchés agricoles libres, ce sont les valeurs révolutionnaires qui tendent sinon à disparaître, du moins à se brouiller. Quelques dollars par mois reçus en pourboires par un portier travaillant dans un lieu fréquenté par les touristes place celui-ci, d'un angle pécuniaire, dans une position avantageuse par rapport à un médecin ou à un enseignant. Celui qui était perçu, il y a encore peu de temps, comme contribuant par son travail au bien-être et au développement de la collectivité, subit ladite ouverture économique comme une épreuve à la fois financière et morale, alors que le petit entrepreneur, le *bisnero* [*businessman*], le chauffeur de taxi ou celui qui joue l'intermédiaire entre les deux économies devient en quelque sorte le gagnant dans la Cuba du temps mondial⁵³. Le fossé socio-économique se fait sentir dans tous les milieux, grignote la société cubaine et le projet de société qui voulait rassembler les Cubains. Par ce processus,

(...) co-operation is giving way to an individualistic search for dollars, self-employment and the benefits of the free market, while equality is being undermined by the resented dualism between Cubans with access to dollars and those still solely dependent on the state, peso-based, economy (...) ⁵⁴.

⁵³ Silvana Paternostro, «Communism's Cuban Orphans», *World Policy Journal*, vol. 13, n° 1 (printemps 1996), pp. 39-40; A. R. M. Ritter, *loc. cit.*, pp. 119-121; et Deidre McFadyen, «The Social Repercussions of the Crisis», *NACLA Report on the Americas*, vol. 34, n° 2 (septembre-octobre 1995), p. 22.

⁵⁴ A. Kapcia, *op. cit.*, p. 22.

Un autre observateur, Cubain celui-là, de noter qu'un "(...) undeniable process of individuation is now taking place in Cuban society. The notion of personal dignity and independence, the personal capacity to work and create projects, the desire to distinguish oneself from the rest of society are very marked right now"⁵⁵. Officieusement, il serait donc question d'une mutation de la hiérarchie sociale à Cuba, une mutation qui privilégierait des valeurs telles la réussite individuelle, l'accumulation de profits, la capacité à consommer, etc.

Les transformations qui ont cours à Cuba induisent, on l'a vu, des changements dans le type de socialisme qui dit ou veut être pratiqué. Car dans l'esprit de plusieurs hauts fonctionnaires et ministres cubains, la dollarisation et tous ses prolongements n'ont pas pour but de faire transiter l'économie socialiste cubaine vers un capitalisme mais bien de défendre et développer le socialisme; le rendre plus efficace⁵⁶. Aussi efficace que le néo-libéralisme? Car si le socialisme du temps mondial doit *unidéologiser* ses valeurs afin d'être efficace, productif et compétitif par rapport aux marchés mondiaux, n'est-ce pas tout l'imaginaire de l'effacement qui est déclenché et qui mine les bases normatives de la société cubaine? La richesse matérielle, que Fidel Castro considère pourtant, au niveau rhétorique, comme plus ou moins insignifiante si elle n'est pas partagée selon un usage "juste et solidaire"⁵⁷, n'est-elle pas à devenir une valeur individuelle acceptable justement parce que l'État, en y étant plus ou moins contraint, a légalisé une manière d'être et de faire qui favorise le principe

⁵⁵ Miguel Limia, «Rethinking the Revolution. Nine Testimonies from Cuba», *NACLA Report on the Americas*, vol. 34, n° 2 (septembre-octobre 1995), p. 24.

⁵⁶ «Cuba. Investment Law Reformed», *Facts on File*, vol. 55, n° 2859, p. 679; et A. J. Jatar-Hausmann, *loc. cit.*, p. 93. On notera ici que la question de finalité, c'est-à-dire ce pourquoi les autorités prennent une mesure plutôt qu'une autre, paraît être la sauvegarde du socialisme. Si cet objectif peut être critiqué, il semble tout de même important de noter que les autorités poursuivent un but; celui de projeter le socialisme cubain d'aujourd'hui dans le futur. Cet objectif est sans doute un élément nourricier du sens cubain.

⁵⁷ Les références à cet élément ont été présentées au peu plus tôt dans ce chapitre.

d'accumulation? Cette légalisation aurait ainsi désymbolisé les valeurs de justice sociale, d'égalité et de solidarité qui semblaient animer la société cubaine. Bien que ces comportements étaient sans doute présents avant la fin de la guerre froide dans les marges de la société cubaine et notamment dans le marché noir, la légalisation de l'usage du dollar ainsi que son acceptation rend légitime, du moins sur le plan symbolique, les comportements sociaux liés à son utilisation et aux privilèges auxquels il donne droit⁵⁸. De plus, les inégalités économiques contribuent sans doute à amincir le tissu social. Ainsi donc, il pourrait être considéré que la dé-criminalisation du dollar et la légalisation d'espaces de plus en plus larges dans lesquels la logique de marché est introduite, serait peu à peu à cannibaliser les bases normatives du système socialiste et à créer, par la pratique quotidienne, une nouvelle réalité socio-économique à Cuba⁵⁹.

Le troisième et dernier secteur qui fera l'objet d'une brève analyse sera celui de l'investissement étranger. Les mesures législatives prises dans le secteur de l'investissement l'ont été dans le même cadre de difficultés économiques que celles prises dans les autres secteurs d'activités abordés plus haut. Le secteur de l'investissement étranger a suscité un vif

⁵⁸ A. R. M. Ritter, *loc. cit.*, p. 122. La soif de dollars ainsi que l'appât du gain étaient aussi présents au cours des années 1980. La tendance se serait amplifiée -et officialisée- avec les mesures prises par l'État à partir de 1992-1993. Un exemple nous vient en tête. Un chauffeur de taxi «improvisé» qui nous conduisait au Palais des Congrès nous confia qu'il s'était éclipsé momentanément de son emploi d'un grand hôpital de La Havane afin de gagner quelques dollars. Ce genre de pratique révèle l'ampleur de la chasse aux dollars à laquelle s'adonnent les Havanais. Si la nécessité peut expliquer en partie ce comportement, le fait de s'absenter durant un quart de travail pour aller gagner des dollars alors que cette activité pourrait se faire à d'autres moments de la journée ou de la semaine semble aussi relever d'une certaine indifférence à l'Autre, aux patients de l'hôpital, à la collectivité dans son ensemble, à des valeurs aussi élémentaires que la responsabilité professionnelle. Voilà une illustration de la désymbolisation de la hiérarchie des valeurs qui semble s'opérer à Cuba.

⁵⁹ Nous nous référons ici indirectement à l'expression "cannibalisme ontologique du marché" utilisée par J.C. Guillebaud, *op. cit.*, p. 73 qui consiste en "(...) cette tendance à rabattre toute la complexité de l'existence humaine et de la vie en société sur le quantitatif ou le mesurable, à promouvoir un *homo oeconomicus* tragiquement unidimensionnel, à faire de la loi de l'offre et de la demande un concept tyrannique (...).

intérêt de la part du gouvernement cubain après 1989. Cet intérêt soudain pour l'investissement étranger pourrait paraître, à prime abord, plutôt suspect. Un gouvernement communiste en train de courtiser le grand capital, peu importe d'où il vienne, même des États-Unis⁶⁰? Franchement! Et bien oui. Avec la suspension de l'aide soviétique, le gouvernement de Castro a entrepris, même à contrecœur, de faire de Cuba un pôle attrayant pour l'investissement étranger direct. Comme il a été mentionné plus tôt, la volonté de stabiliser le peso, de réduire le déficit budgétaire et l'inflation avaient pour objectif de réduire les pressions internes qui risquaient de compromettre le régime cubain. Toutefois, même si cela n'a pas été officiellement présenté de cette façon par les autorités cubaines, il semble raisonnable de croire que ces mesures d'ajustement macro-économique avaient aussi pour but d'attirer les investisseurs, ceux-ci recherchant des lieux d'investissements au climat économique propice. Si cette interprétation semble peut-être exagérée, il convient de considérer que pour attirer l'investissement, les États n'ont pas nécessairement besoin de se faire imposer directement des mesures d'austérité par l'extérieur. La seule nécessité économique peut être un stimulant puissant. Ainsi, il semble plausible que les politiques d'austérité aient eu à Cuba pour objectif -peut-être secondaire- de rendre le pays plus attractif aux investisseurs. Cette interprétation, qui nous est personnelle, rendrait l'État cubain tout à fait semblable aux autres pays en développement qui, pour attirer l'investissement, sont souvent prêts à modifier leur législation et leur Constitution.

En plus donc de cette question d'ajustement macro-économique auto-infligé, des sessions d'informations vantant les mérites de Cuba comme terre d'investissements sont organisées. Des Cubains de haut rang se rendent à l'étranger pour discuter affaires, Cuba

⁶⁰ M. C. Werlau, *loc. cit.*, p. 52 et note 3.

participe aux foires commerciales internationales⁶¹. Les autorités cubaines tiennent des propos doucereux concernant les investisseurs potentiels, même si ces derniers, particulièrement les riches Cubains-Américains, étaient qualifiés, il y a encore peu de temps, de *gusanos* [les vers]⁶². Serait-on à assister à l'internationalisation de l'État cubain? Les besoins en devises étrangères étant pressants et la compétition entre les pays en développement étant pour le moins féroce, les autorités cubaines procédèrent en 1995 à l'amendement de la Loi sur l'investissement étranger de 1982 (loi-décret 50). En vertu de la loi-décret 77, les étrangers peuvent devenir, théoriquement et légalement, propriétaires à 100% de leur entreprise opérant en terre cubaine. Aussi, afin de créer un climat propice à l'investissement, certains observateurs ont noté que le gouvernement cubain a tendance à accorder des conditions très avantageuses aux investisseurs, notamment en leur donnant congé de taxes, en permettant le rapatriement complet des profits, en favorisant un retour rapide sur l'investissement et en signant des ententes protégeant les investisseurs contre une éventuelle expropriation⁶³.

Dans sa campagne de séduction du grand capital, le gouvernement cubain est sans doute amené à accepter certaines conditions désavantageuses pour Cuba, sa population et son environnement. Le climat commercial risqué que constitue Cuba, l'application inégale des lois, la lourdeur bureaucratique et la crainte que les autorités cubaines décident de remettre en

⁶¹ À titre indicatif, pour les premiers mois de l'années 2000, Cuba a participé à l'Expocomer de Panama en mars 2000 et Carlos Lage, vice-président de Cuba, s'est rendu à la foire industrielle de Hanover (Allemagne) en plus de participer à une rencontre de gens d'affaires à Oporto, Portugal. Lire «Regresó a Cuba vicepresidente Carlos Lage», *Granma*, n° 69, année 4 (mercredi, 29 mars 2000), <http://www.granma.cubaweb.cu/29mar00/nacional/articulo14.html>

⁶² S. Paternostro, *loc. cit.*, p. 41; ainsi que Román de la Campa, «Cuba: Ideology Meets Globalization», *Dissent*, vol. 43, n° 2 (printemps 1996), p. 20-21.

⁶³ M. C. Werlau, *loc. cit.*, p. 54; D. Rieff, *loc. cit.*, p. 65. Tous les secteurs peuvent être l'objet d'investissements étrangers sauf l'éducation, la santé et la défense nationale. Voir «Cuba. Investment Law Reformed», *loc. cit.*, p. 678.

question les termes du partenariat, pousseraient les investisseurs à investir le moins possible tout en recherchant un retour immédiat sur leurs investissements. Avec l'ampleur des difficultés économiques, le gouvernement accepterait ce genre de compromis. Voilà pourquoi "(...) many analysts assume that Cuba's desperate situation is forcing a 'fire sale' of available assets"⁶⁴. Dans un contexte pareil, il est peu étonnant que les opérations de très importants investisseurs tels Sherritt du Canada tombent dans l'exploitation sans vergogne et soient associées à une dégradation avancée de l'environnement⁶⁵. L'indépendance, si valorisée par le régime ainsi que par la population, serait donc largement minée par l'impatience dont font preuve les autorités dans leur chasse aux dollars. Si les éléments précédents s'inscrivent très bien dans le courant néo-libéral qui consiste à déréglementer, à libéraliser et à réduire à leur plus simple expression les obstacles à l'investissement, plusieurs indices suggèrent que la Loi sur l'investissement étranger de 1995 est moins (néo) libérale qu'elle ne peut le laisser croire, bien qu'elle le soit déjà par rapport aux normes et au contexte socio-historique de Cuba.

D'abord, mentionnons qu'en dépit de l'autorisation que la loi-décret 77 de 1995 accorde aux étrangers de détenir la totalité d'une entreprise opérant à Cuba, très rares sont les étrangers qui ont obtenu ce privilège. Paradoxalement, même si le gouvernement cubain semble prêt à faire plusieurs concessions face à l'investisseur potentiel, il étudie cas par cas les demandes de constitution des entreprises mixtes (*joint ventures*) et semble tenir à demeurer le partenaire majoritaire dans la plupart de ces entreprises⁶⁶. De plus, le contrôle de l'État sur la qualité des investissements ne semble pas se relâcher aussi facilement. À preuve, des douzaines de licences d'opération commerciales auraient été retirées à des entreprises étrangères pour des

⁶⁴ *Ibid.*, p. 60.

⁶⁵ M. C. Werlau, *loc. cit.*, p. 58 et note 22.

⁶⁶ Le partenaire étranger est typiquement détenteur de 49% des entreprises mixtes opérant à Cuba. M. C. Werlau, *loc. cit.*, p. 52 et note 4.

motifs de «pratiques corrompues», formulation dont la signification gagnerait à être éclaircie. De plus, des précédents d'annulation et même de nationalisation de portions étrangères mixtes auraient signifié aux investisseurs que le gouvernement Cubain ne badine pas avec des pratiques capitalistes douteuses⁶⁷.

Cela étant, les gestionnaires cubains des entreprises mixtes mais aussi des sociétés d'État actives sur les marchés internationaux tendent, malgré de nombreuses critiques concernant leur manque d'organisation et de transparence, à adopter un comportement qui peut ressembler, à certains égards, à celui de leurs contreparties étrangères et officiellement capitalistes. Cette observation suggère que ces gestionnaires sont lentement à constituer une nouvelle classe d'entrepreneurs qui adoptent des pratiques et des façons de réfléchir semblables à la classe transnationale d'entrepreneurs. L'ouverture à l'investissement étranger pourrait donc avoir des conséquences plus profondes; elle pourrait faciliter, par la pratique, l'intériorisation de l'idéal néo-libéral dans une partie de la population et ainsi favoriser une prise de décisions qui participerait de cet idéal. Toutefois, ce mécanisme est probablement inhibé par la présence au pouvoir de la vieille garde socialiste qui perçoit un danger dans cette «intrusion» du capitalisme à Cuba⁶⁸.

Comme il en a été question plus haut, la notion selon laquelle l'ouverture de Cuba à l'investissement étranger ne semble avoir pour objet que de permettre au socialisme de se

⁶⁷ M. C. Werlau, *loc. cit.*, p. 56 et note 12. Du reste, on remarquera que ces pratiques nationalistes et quelquefois incompréhensibles du gouvernement cubain accentuent les facteurs de risque des investissements à Cuba. Dans ce contexte, les détenteurs de capital font le nécessaire pour que leur investissement soit rentabilisé le plus rapidement possible. L'horizon du court terme devient donc un objectif qui n'est pas sans poser problème pour un pays en développement comme Cuba.

⁶⁸ Haroldo Dilla Alfonso, «The Cuban Experiment. Economic Reform, Social Restructuring, and Politics», *Latin American Perspectives*, vol. 27, n° 1 (janvier 2000), pp. 35-37; et M. Pastor Jr. et A. Zimbalist, *loc. cit.*, pp. 11-12.

développer est très présente dans le discours⁶⁹. Malgré une Loi sur l'investissement étranger qui semble relativement libérale, le traitement que l'État fait de cet investissement semble favoriser, sous certains angles, l'égalité et la justice. En effet, l'utilisation de l'investissement étranger que fait l'État semble se distinguer de celle que font d'autres pays en développement. D'abord, les salaires que reçoivent les Cubains travaillant dans les entreprises mixtes doivent être payés en dollars américains à une agence gouvernementale qui se charge ensuite de les redistribuer. Aussi, le salaire mensuel moyen que doivent obligatoirement verser les étrangers à leurs employés cubains est de trois à quatre fois plus élevé que celui payé à la main d'oeuvre d'autres pays d'Amérique centrale⁷⁰. Cela peut se comprendre dans la mesure où la main d'oeuvre cubaine est généralement plus scolarisée que celle d'Amérique centrale. Tout de même, le fait que l'État exige qu'un salaire relativement élevé soit versé par les entreprises étrangères n'est sans doute pas très orthodoxe à l'ère du temps mondial et de la migration des capitaux selon les coûts mondiaux de la main d'oeuvre. C'est peut-être cela que signifiait Fidel Castro en affirmant que la mondialisation doit s'adapter à Cuba et pas le contraire...

Si le gouvernement cubain est souvent accusé d'adopter des politiques incohérentes, les modalités suivantes semblent faire exception. En effet, étant donné la prétention socialiste du régime, sa volonté de justice sociale et d'égalité, l'État a pris la décision de conserver les salaires versés en dollars par les entreprises étrangères et de ne remettre aux travailleurs cubains qu'une infime partie de ce que l'entreprise paie à l'agence gouvernementale. La fraction du salaire remise aux travailleurs leur est payée en pesos et équivaut plus ou moins à ce qu'un employé de l'État gagne; le reste est retenu par l'État⁷¹. Bien qu'elle semble injuste

⁶⁹ Pour d'autres exemples de ce discours, on lira M. C. Werlau, *loc. cit.*, p. 56.

⁷⁰ M. C. Werlau, *loc. cit.*, p. 57, note 15.

⁷¹ Cette façon de faire est relativement courante. On consultera à ce propos S. Paternostro, *loc. cit.*, p. 40; et M. C. Werlau, *loc. cit.*, pp. 59-60. Les employés des entreprises mixtes reçoivent

pour le travailleur, cette pratique s'inscrit dans l'effort que met le gouvernement à contenir l'inégalité sociale qui mine les fondements de la société cubaine. Dans ce cas-ci, l'État cherche à favoriser l'égalité, à contrôler les pressions inflationnistes et à augmenter ses revenus pour ensuite les redistribuer aux plus nécessiteux. Cette pratique, en théorie, est très louable. Elle serait sans doute plus appréciée encore si personne ne pouvait douter que ces argents n'étaient pas en partie détournés et utilisés afin de maintenir en place les forces policières ou d'autres entreprises plus ou moins douteuses. Tout de même, cette conception particulière de l'utilisation de l'investissement étranger vient renforcer l'idée selon laquelle l'adoption de l'idéal néo-libéral par les autorités semble être plus évidente quand vient le temps d'attirer l'investisseur que dans la pratique et l'usage des profits qui découlent de ces investissements. La Loi sur l'investissement étranger de 1995 serait donc à l'image de la Cuba du temps mondial, c'est-à-dire à la fois socialiste et capitaliste. L'emprunt à ces deux systèmes ainsi que l'adjonction à ce tout original de certaines tendances néo-libérales contribuent à faire du gouvernement, de la société et de l'économie cubaines un paradoxe monumental -et original- que les difficultés économiques semblent alourdir davantage.

Que l'économie cubaine emprunte plusieurs éléments au capitalisme, qu'une économie capitaliste soit à se superposer à l'économie socialiste et même à la traverser et à la miner, cela est indéniable. Pourtant, cette constatation n'est pas très utile pour l'analyse qui veut être pratiquée dans le cadre du présent chapitre. Car, au risque de paraître redondant, il ne suffit pas de remarquer que le socialisme cubain soit à se déliter sous l'action du souffle du temps mondial. Il s'agit plutôt d'identifier les changements qui s'opèrent graduellement dans l'économie cubaine et d'évaluer, dans la mesure du possible, si ces derniers mènent Cuba à

tout de même certains avantages auxquels d'autres travailleurs, par exemple ceux de la fonction publique, n'ont pas droit.

adopter des mesures accordées au diapason de l'idéal néo-libéral. Comme illustré dans le cas de la réforme agraire et de la dollarisation, de la loi sur l'investissement et de tous les prolongements de celles-ci, l'État demeure très actif et présent. Toutefois, cette présence s'exprime différemment à l'ère du temps mondial qu'à l'époque précédente. Ainsi, s'il peut être noté que l'État se désengage partiellement de l'agriculture, l'on pourrait qualifier ce repli de stratégique dans la mesure où ce dernier est largement compensé par les énergies que met l'État à faire la cour aux investisseurs étrangers. D'ailleurs, comme les entreprises, petites, moyennes ou de grande taille ne peuvent être détenues par les Cubains, seul l'État est habilité à jouer le rôle de courtisan du grand capital. Les circonstances de l'après guerre froide favoriseraient donc la modification des rôles de l'État dans le même sens que plusieurs pays en développement, latino-américains ou autres, qui s'efforcent d'attirer l'investisseur avant qu'il ne porte son dévolu sur une autre région⁷².

À la lumière de l'analyse des modifications apportées au cours des années 1990 aux trois secteurs d'activités étudiés, il est possible de procéder aux constats suivants. Les deux caractéristiques du cas cubain identifiées dans l'hypothèse de départ semblent exercer leur influence sur la préservation d'un sens à Cuba puisque, contrairement aux réformes adoptées en Russie ainsi que dans plusieurs ex pays de l'Est, le gouvernement cubain s'est engagé dans une voie très graduelle de réformes. Ces réformes vont dans le sens d'une ouverture et d'une libéralisation de l'économie tout en conservant certains des acquis de la Révolution ainsi que le régime politique autoritaire caractérisé par l'unipartisme. Ainsi, les dix années qui ont suivi

⁷² Pour plus de détails, on pourra lire, à titre indicatif, Fred Halliday, «The Third World and the End of the Cold War» (chapitre deuxième), in Barbara Stallings (dir.), *Global Change, Regional Response: the New International Context of Development*, New York, Cambridge University Press, 1995, pp. 33-66; R. de la Campa, *loc. cit.*, pp. 19-21; ainsi que John M. Stopford, Susan Strange et John S. Henley, *Rival States, Rival Firms. Competition for World Market Shares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

la fin de la guerre froide n'ont pas transformé du tout au tout la Cuba du temps mondial. Toutefois, bien qu'introduites de manière graduelle, plusieurs transformations affectent profondément et qualitativement la société cubaine. À un point tel que la Cuba des années 1990 peut difficilement être qualifiée de socialiste. Si le discours officiel célèbre toujours la Révolution et invoque le caractère socialiste de l'Île, certaines décisions prises par les autorités minent les fondements les plus élémentaires du socialisme. Mais la question n'est pas ici d'évaluer les résidus du socialisme cubain. Il s'agit bien davantage de prendre acte de la pénétration à Cuba de certains principes néo-libéraux dont l'individualisme, l'importance montante du libre-choix et la recherche du profit à tout prix.

Pourtant, le fait que Cuba n'ait pas procédé à la dévaluation du peso et que la privatisation, la libéralisation et la déréglementation n'aient pas été aussi drastiques et subites que ces mesures l'ont été au Mexique ou en Russie, suggère une relative imperméabilité de Cuba au processus d'unidéologisation. Le rejet du néo-libéralisme à Cuba est sans doute explicable d'une part par l'espèce de crainte que doit éprouver l'État à voir apparaître des valeurs contraires à celles sur lesquelles il base sa légitimité et sa raison d'être ainsi que sur les difficultés que rencontre notamment la Russie dans le cadre de sa transition rapide vers la démocratie de marché⁷³. Aussi, il semble fort plausible que l'État exerce une résistance contre l'opérationnalisation des principes néo-libéraux à Cuba puisque ces derniers sont liés aux États-Unis et à la communauté cubano-américaine. Cette dernière, rappelons-le, joue le rôle d'extérieur constitutif principal de Cuba. La présence de cet extérieur favorise donc la légitimation des mesures et des valeurs mises de l'avant par le gouvernement cubain. Or, adopter les principes qui caractérisent l'extérieur constitutif équivaldrait à donner raison à la

⁷³ A. J. Jatar-Hausmann, *loc. cit.*, pp. 100-102.

communauté cubaine de Miami et à reconnaître la défaite de la voie cubaine face à la puissance américaine⁷⁴. Cela serait fatal à la légitimité du régime et à la place de Fidel Castro dans l'histoire, une place qui s'est constituée en grande partie sur un anti-américanisme exacerbé.

C'est d'ailleurs probablement cette question de lutte idéologico-nationaliste, très liée à l'identité exacerbée étudiée dans le chapitre troisième, qui pousse la population à vivre les difficultés économiques et la stagnation politique avec ingéniosité et résignation. La réponse suivante d'un Cubain à une question formulée par un Américain résume bien la situation.

You may criticize the policies we [Cuban] embarked upon, but were we to choose another way, we would have *to compromise our sovereignty*. I mean we would have to give you Americans *too much of a say in our affairs*. Beyond that, even assuming you are right in everything you say -and these days, sometimes I am of the opinion you are- you Americans, with your history of meddling in our affairs and trying to dominate us, simply to not have the *moral standing* to be the ones to deliver the judgment⁷⁵.

À partir des analyses effectuées au cours de ce chapitre, peut-il être conclu que Cuba, c'est-à-dire l'État et sa population, soit à incorporer certaines des caractéristiques de l'idéal néo-libéral? La réponse à cette question est probablement aussi complexe que la société cubaine du temps mondial puisque les intentions, les objectifs et les retombées relatifs aux politiques adoptées sont souvent contradictoires et paradoxales, à la fois sans doute le fruit d'une bonne foi, de circonstances pressantes et d'un ordre du jour obscur.

⁷⁴ L'enchevêtrement de l'ouverture économique et de la rigidité politique dont fait preuve le gouvernement cubain pourrait sans doute être décrit par la forte présence d'un temps local cubain qui contredit ou transforme le temps mondial. Lire Zaki Laïdi, *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1994, pp. 58-59.

⁷⁵ Rapporté par D. Rieff, *loc. cit.*, pp. 75-76. L'italique est un ajout de notre part. Une autre déclaration du même genre va comme suit. "With all the good and all the bad, this Cuba is ours. It belongs to no one else as long as we can preserve it". Cité dans Mirta Rodríguez Calderón, «Life in the Special Period», *NACLA Report on the Americas*, vol. 34, n° 2 (septembre-octobre 1995), p. 19.

Tout de même, l'analyse des trois secteurs que nous avons sélectionnés nous permet de proposer une réponse à la question précédente. D'une part, il est fort probable que la vie quotidienne des Cubains, rendue plus difficile avec la fin de la guerre froide pour des raisons déjà évoquées, les ait poussé à se mettre à la chasse aux dollars et à travailler pour eux-mêmes plutôt que pour la collectivité. La vie quotidienne, encadrée légalement par les décisions prises par l'État, faciliterait le glissement des normes et des valeurs révolutionnaires vers le principe organisateur que l'idéal néo-libéral privilégie avec force: le libre-choix. Si ce principe du libre-choix tend à être reconnu par l'État, quoique timidement, et que son exercice permette à la population d'intégrer à son alimentation un peu plus de fruits, de légumes, de protéines et de se procurer des articles d'usage courant comme le savon et la lessive, il serait injuste de la blâmer, à plus forte raison encore lorsque des difficultés d'approvisionnement en denrées de base occasionnent des problèmes de santé⁷⁶. Car la notion de collectivité a sans doute de la difficulté à s'infiltrer et à faire valoir sa raison d'être dans l'esprit de ceux qui n'arrivent que difficilement à combler leurs besoins. Dans ce contexte, l'environnement légal et normatif de l'après guerre froide à Cuba serait propice à la pénétration de l'idéal néo-libéral au sein de la population et cela, malgré le mécontentement de l'élite traditionnelle qui trouve dommage que la Cuba socialiste soit à perdre de son essence⁷⁷. Le genre de vie quotidienne à laquelle est soumise la population et les valeurs contraires au socialisme qui se trouvent plus

⁷⁶ À titre indicatif, des problèmes de vision sont apparus en raison d'une carence en certaines vitamines nécessaires au bon fonctionnement de l'oeil. On lira à ce sujet C. Mesa-Lago, «Assessing Economic and Social Performance...», *loc. cit.*, pp. 857-876; et The Cuba Neuropathy Field Investigation Team, «Epidemic Optic Neuropathy in Cuba -Clinical and Characterization and Risk Factors», *The New England Journal of Medicine*, vol. 333, n° 18 (2 novembre 1995), pp. 1176-1182.

⁷⁷ A. J. Jatar-Hausmann, *The Cuban Way. Capitalism, Communism and Confrontation*. West Hartford, Kumarian Press, 1999, pp. 111-113. L'auteur indique que si les professions autonomes sont légalisées, ces dernières sont encore loin d'être perçues comme légitimes dans le cadre d'une certaine vision du monde encore présente dans la Cuba du temps mondial.

ou moins légalisées n'ont sans doute pas été l'objectif de l'État. Qu'importe l'intention, le résultat, lui, demeure le même.

Ainsi donc, toute la pratique sociale qui semble s'inspirer d'un certain idéal néo-libéral serait en partie redevable à la détérioration des conditions de vie ainsi qu'à la force symbolique de la légalisation de certaines activités mercantiles et de l'officialisation d'une logique marchande dans certains secteurs d'activités autrefois monopolisés par l'État comme celui de la production agricole et du travail. Comme noté plus haut, les administrateurs cubains qui évoluent dans le secteur des sociétés d'État rentables ou des *joint-ventures* seraient peu à peu à intégrer certains comportements ressemblant à ceux qu'ont les détenteurs du grand capital. La recherche du profit à court terme constitue l'un de ces comportements. Enfin, il est sans doute juste de remarquer que la société cubaine est traversée inégalement par des courants libéraux qui n'affectent pas tous les secteurs ni toute la population.

Quand à l'État cubain, le rôle actif qu'il joue dans le secteur de l'économie internationale, notamment dans le secteur de l'investissement étranger, semble se rapprocher de celui que jouent les gouvernements de la plupart des pays du monde, particulièrement dans la course aux investissements. Pourtant, son rôle est encore central à l'organisation et à la gestion de la vie à Cuba. Si les sources de financement ont changé, passant de l'aide soviétique aux investissements étrangers, à l'imposition de taxes aux travailleurs autonomes et à ceux qui ont accès aux dollars, l'État ne semble pas s'être désengagé de son rôle de répartiteur de ces dernières. Cela dit et comme l'exemple de la production agricole le suggère, le marché semble être perçu par l'État comme un outil pouvant l'aider dans sa tâche. Les marchés agricoles en constituent un exemple. Par rapport à la première partie du chapitre qui traitait de la rhétorique, il semble que les lois et amendements adoptés au cours des années

1990 à Cuba soient généralement en accord avec elle. Même si les systèmes d'éducation et de santé rencontrent d'importantes difficultés, ceux-ci n'ont pas été abandonnés malgré les politiques d'austérité adoptées par l'État en 1993-1994.

Les coupures effectuées dans la fonction publique se sont faites de manière plutôt civilisée et une augmentation de salaire a été accordée en 1999 aux employés de l'État oeuvrant dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la justice et du maintien de l'ordre⁷⁸. Ainsi, l'État ne semble pas avoir profité de l'introduction de la logique marchande et de la dollarisation de l'économie pour se retirer de ses responsabilités sociales. Il a toutefois favorisé, même si ce n'était pas son objectif premier, la création d'une strate sociale plus privilégiée qui ne dépend plus uniquement de l'État pour subvenir à ses besoins. Comme il a pu être constaté, l'État a clairement initié un processus d'intégration de la logique marchande dans certaines sphères de production, de distribution et de vente. Les décisions qui ont été prises ont également pour effet d'officialiser certaines pratiques et certaines valeurs, tant au sein de la population en général que des travailleurs et cadres impliqués dans le secteur de l'économie internationale et particulièrement des entreprises mixtes.

Comme on l'a vu dans les chapitres deuxième et troisième, deux caractéristiques du cas cubain, en l'occurrence la tradition de résistance et l'identité exacerbée par l'État, confèrent un sens propre à Cuba, une cubanité qui est toujours présente à l'ère du temps mondial. Selon l'hypothèse de départ, ce sens réduirait la prégnance de l'idéal néo-libéral à Cuba. Par rapport à ce qui a été abordé dans le présent chapitre il semble que l'hypothèse ne puisse être confirmée qu'en partie, dans la mesure où une certaine tendance néo-libérale tend à marquer le paysage économique et social cubain. Il a été remarqué que certains secteurs

⁷⁸ F. Soberón Valdés, *loc. cit.*, p. 2.

d'activités sont graduellement et ponctuellement soumis à une logique marchande. Il y a donc effectivement introduction de ce principe néo-libéral à Cuba. Celui-ci s'exprime notamment à travers la privatisation des terres agricoles, l'ouverture de marchés dont le fonctionnement se base sur le principe de l'offre et de la demande et la légalisation des professions autonomes. Bien que ces indices montrent que la logique marchande soit peu à peu à faire son nid à Cuba, les cas étudiés suggèrent aussi que cette introduction est faite de manière très progressive, voire à contre-coeur, par un État qui semble vouloir à la fois encadrer très étroitement cette introduction tout en semblant se rendre compte qu'une fois admise et intériorisée, celle-ci soit difficile à freiner et à contenir. Cependant, par rapport à la Russie ou à d'autres pays en transition ou en développement qui ont transformé leurs structures économiques et politiques selon les principes de la privatisation systématique, de la déréglementation et de la libéralisation, le cas cubain semble faire figure de cousin prudent. Certains blocages au niveau politique et social, notamment l'ardeur du sentiment nationaliste, peuvent expliquer cela. Si l'idéal néo-libéral est à se faufiler, même lentement et par secteurs, cela signifie que le sens identifié dans l'hypothèse n'arriverait pas à imperméabiliser de manière adéquate Cuba contre l'idéal néo-libéral. Comment cela pourrait-il être expliqué?

D'abord, il convient de constater que la tradition de résistance, abordée dans le chapitre deuxième, présente des traits semblables à ceux de Janus, le dieu à deux faces. En effet, telle qu'observée dans le chapitre second, la tradition de résistance serait omniprésente et encore active à l'époque du temps mondial. Ainsi, cette caractéristique du cas cubain jouerait contre la nébuleuse normative proposée par le régime de Fidel Castro. En se rendant compte des bienfaits -mais aussi des difficultés et des limitations que génèrent le système socio-économique implanté par la Révolution- la population répondrait en quelque sorte de

cette tradition en adoptant des idées et des comportements lui permettant de parvenir à des fins aussi légitimes que celles de se nourrir ou d'améliorer ses conditions d'existence. La participation au marché noir, le non-respect des règles et l'adoption de valeurs qui rendent légitimes ces comportements en constitueraient des manifestations. Dès lors, l'hypothèse de départ paraît, d'une certaine manière, avoir sous-estimé la force de cette tradition de résistance. Celle-ci aurait la capacité, comme au début des années 1960, de provoquer des changements radicaux mais aussi d'exercer son influence de manière plus subtile et graduelle, par exemple contre des idées et des valeurs internes à la société cubaine qui sont jugées inadéquates à un moment donné.

À la rigueur, -et cela constitue un élément que l'hypothèse n'avait pas identifié- la tradition de résistance pourrait être considérée comme un agent favorisant l'adoption de l'idéal néo-libéral. Cela, dans la mesure où, pour contrer une situation jugée inacceptable par la population cubaine (difficultés d'approvisionnement en énergie et en nourriture, etc.), des idées et des comportements contraires à ceux prônés par l'autorité émergent et entrent en conflit avec les idées officielles ou largement répandues. Ces explications, semble-t-il, pourraient servir à justifier pourquoi la tradition de résistance identifiée dans l'hypothèse ne permettrait pas nécessairement le rejet de l'idéal néo-libéral si ce dernier permet de croire que son adoption rende possible un changement qualitativement meilleur. En définitive, l'idéal néo-libéral se convertirait dans le cas cubain en munitions de la résistance contre la nébuleuse socialiste cubaine qui arrive avec de plus en plus de difficultés à répondre aux besoins de la population. À tort ou à raison, cet idéal de remplacement serait perçu comme la voie du changement. Ainsi, la notion de convergence universelle, qui tend à inscrire la plupart des États et des populations dans un courant empruntant à des degrés divers au néo-libéralisme,

semble avoir placé Cuba dans cet orbite. Toutefois, les cas étudiés dans le présent chapitre montrent que les changements apportés par l'État qui sont de nature néo-libérale tendent à être fortement encadrés et limités à certains secteurs d'activités. Ainsi pourrait-on peut-être parler de convergence universelle limitée en se référant au cas cubain.

La deuxième caractéristique sur laquelle repose l'hypothèse, en l'occurrence l'identité cubaine exacerbée par l'État, semble offrir une interprétation qui pourrait expliquer la résignation des Cubains face à un régime qui éprouve des difficultés à remplir ses responsabilités tout en étant préoccupé par la pénétration de l'idéal néo-libéral. En effet, le nationalisme cubain, dont une des bases principales est l'anti-américanisme, arriverait à freiner l'adoption de l'idéal néo-libéral que l'État associe directement aux États-Unis et particulièrement à la communauté cubano-américaine et aux valeurs qu'elle défend. Paradoxalement, les autorités cubaines tendent à considérer que les problèmes économiques rencontrés au cours des années 1990 peuvent être sinon réglés du moins allégés par l'adoption de mesures que nous avons pu lier à certains principes néo-libéraux. Comme mentionné plus haut, la libéralisation économique est qualifiée rhétoriquement par les autorités cubaines d'outil servant à renouveler et à renforcer le socialisme. Ainsi, certains principes néo-libéraux deviennent un moyen pour demeurer «typiquement» cubain et socialiste même si au départ ces principes sont intimement associés aux valeurs qui caractérisent l'extérieur constitutif. D'un point de vue politique et idéologique, cela pose des problèmes de taille. Aussi, il conviendra de noter que l'identité cubaine exacerbée servirait davantage le projet nationaliste cubain que son projet socialiste. Dès lors, la résistance à l'idéal néo-libéral serait reléguée derrière la résistance à l'impérialisme américain, à une lutte idéologique dont les fondements deviennent de moins en moins solides et de plus en plus le fruit d'une fixation historique, autant du côté

américain que cubain. Ne pas plier face au pouvoir hégémonique américain deviendrait l'objectif à la fois de la tradition de résistance et de l'identité cubaine bien plus que l'obligation de lutter contre l'idéal néo-libéral pour lui-même. Tant et si bien qu'un analyste écrit à ce propos que

(...) For him [Fidel Castro], compromise with investors is not difficult; it is compromise with Washington that is unacceptable. (...) [T]he Cuban state is resisting only to the United States. It is not resisting capitalism (...) or the corruption of its citizenry through prostitution and a huge black market in stolen goods. It is engaged not in a program of Marxist action but in anti-Americanism taken for a species of idealism and become an obsession⁷⁹.

L'idée que caresse le gouvernement cubain de faire éventuellement de l'Euro la monnaie qui pourrait remplacer le dollar américain comme deuxième mode d'échanges à Cuba s'inscrit, semble-t-il, dans cette voie cherchant à résister à tout ce qui est américain sans que cela n'ait pour objectif de résister à l'idéal néo-libéral⁸⁰. À la lumière du chapitre quatrième, les caractéristiques du cas cubain identifiées dans l'hypothèse, si elles demeurent significatives, ne paraissent pas être en mesure de contrer à elles seules la pénétration de l'idéal néo-libéral à Cuba. Le présent chapitre suggère plutôt que les caractéristiques cubaines identifiées ralentissent le phénomène d'implantation du (néo) libéralisme à Cuba sans pour autant être en mesure de l'en empêcher.

Une autre faille de l'hypothèse de départ pourrait résider dans l'identification de la conséquence de la présence du sens à Cuba. En effet, si le projet socialiste est en train d'être grignoté, le sens alimenté par les deux caractéristiques identifiées dans l'hypothèse demeure. Même si ce sens imprègne Cuba, l'hypothèse n'aurait pas identifié la principale retombée de la présence du sens car, comme il l'a été remarqué dans les paragraphes précédents, c'est

⁷⁹ D. Rieff, *loc. cit.*, pp. 64 et 69.

⁸⁰ Pour connaître les détails de cette stratégie, on lira entre autres «Cuba Plans to Go Euro. Island Switching to Europe's Single Currency to Avoid Trade Exchange Fees», CNN Financial Network (10 mai 1999), <http://cnnfn.com/hotstories/economy/9905/10/cuba>.

d'abord une protection contre l'impérialisme américain que ce sens constituerait. En fait, l'ensemble du présent exercice montre que l'extérieur constitutif est un élément fondateur du sens cubain, que la finalité, le fondement et l'unité s'en nourrissent. Pour cette raison, l'hypothèse de départ doit se faire plus précise quant à la centralité de l'extérieur constitutif dans la permanence du sens à Cuba. L'hypothèse constituait un guide de recherche. L'analyse effectuée au cours des quatre chapitres nous permet ici de la préciser et, ce faisant, de souligner une dynamique qui ressort particulièrement du cas cubain.

Ainsi, l'hypothèse de départ n'était pas complètement erronée; la tradition de résistance et l'identité cubaine permettent la conservation d'un sens, un sens qui constitue une couche protectrice partielle contre la pénétration de l'idéal néo-libéral, mais qui permet par dessus tout au gouvernement cubain de résister idéologiquement, non sans difficulté, au néo-impérialisme américain. Le paradoxe réside dans le fait que, pour résister aux États-Unis, le gouvernement cubain est à ouvrir son économie aux pays qui pratiquent, peut-être avec moins d'arrogance mais de manière tout aussi déterminée, l'impérialisme nouveau genre tout en ayant intégré dans leurs pratiques des comportements et des valeurs néo-libérales. Gardons toutefois à l'esprit que les cas étudiés au cours du chapitre quatrième ont montré que s'il y a effectivement un mouvement de libéralisation économique à Cuba, celui-ci s'effectue dans un cadre très serré, très réglementé et avec un certain souci de réduire l'inégalité et l'injustice sociale créées par cette même libéralisation.

Enfin, si la libéralisation économique s'effectue peu à peu, des observateurs ont remarqué la très faible percée de la libéralisation politique à Cuba⁸¹. Fondamentalement, cette libéralisation politique repose, comme l'économique, sur le principe du libre-choix. Or, à

⁸¹ M. C. Werlau, *loc. cit.*, pp. 51-69; D. Rieff, *loc. cit.*, pp. 62-76, etc.

Cuba, ce libre-choix ne serait présent que partiellement dans le secteur économique et très limité dans le secteur politique. L'idéal néo-libéral ne peut être uniquement circonscrit au secteur de l'économie; sa dimension politique doit aussi être considérée. Cela étant, le chapitre quatrième voulait se concentrer davantage sur les retombées de l'idéal néo-libéral opérationnalisé dans le champ de l'économie en raison de l'évidence et du nombre des réformes qui ont été appliquées dans ce secteur par les autorités cubaines. Les observations qui précèdent montrent donc que l'idéal néo-libéral ne souffle pas à Cuba de la même façon qu'en Russie ou que dans les ex pays du bloc de l'Est qui ont opéré, plus ou moins concomitamment, une libéralisation politique et économique. Sous cet angle, donc, l'idéal néo-libéral traverserait partiellement Cuba dans sa dimension économique mais de manière extrêmement superficielle dans le champs de l'application de mesures politiques allant dans ce sens. L'hypothèse de départ était donc, malgré ses failles, partiellement fondée.

Si la rhétorique tenue par l'État semble vouloir faire de la lutte à la mondialisation néo-libérale son principal cheval de bataille, il est sans doute aussi juste de remarquer que la lutte à la mondialisation néo-libérale a mené, au cours des années 1990, à des résultats plutôt mitigés du point de vue des politiques relatives à l'économie. En dépit de la tendance du gouvernement cubain à recourir à certains principes néo-libéraux qu'il s'efforce ensuite de contenir tant bien que mal, le discours tenu par les autorités cubaines paraît pouvoir provoquer une réflexion sur la mondialisation de l'idéal néo-libéral dans la mesure où, même si Cuba juge nécessaire d'adopter certains principes néo-libéraux, son discours percutant veut alerter et conscientiser le monde relativement aux dangers d'une néo-libéralisation planétaire.

Si le discours est plus ou moins en conflit d'intérêt avec les gestes posés par le gouvernement cubain au cours des années 1990, les énergies qu'investit l'État dans

l'organisation de conférences sur la mondialisation et les problèmes que celle-ci peut causer ainsi que la participation de Cuba dans les forums sur la question favorisent sans doute l'émergence ou le renforcement d'une réflexion transnationale dont les premiers signes sont notamment apparus lors de la conférence ministérielle de Seattle à la fin de 1999. Si le gouvernement cubain ne peut se targuer d'être imperméable aux principes néo-libéraux, sauf peut-être en ce qui a trait au système politique, le discours officiel sur la question fait de Cuba l'un des chantres de la lutte contre l'adoption irréfléchie de l'idéal néo-libéral par les autres États. Ne serait-ce qu'à cet égard, Cuba favorise le dialogue et la création d'un espace de réflexion qui perd toutefois de sa crédibilité une fois mis en relation avec la réalité des mesures économiques prises par le régime castriste depuis la fin de la guerre froide.

CONCLUSION

L'idéal néo-libéral en processus de mondialisation s'est implanté avec célérité particulièrement après la fin de la guerre froide. Cet idéal semble avoir été perçu comme le corpus normatif le plus approprié par les ex-pays du bloc de l'Est ainsi que par bon nombre de pays en développement. Proposant des idées et des normes qui affectent profondément la gestion de l'économie, la santé publique, l'éducation, le travail et le tissu social dans son ensemble, l'idéal néo-libéral ne propose toutefois pas de sens autre que celui de la performance et de l'efficacité mesurées en terme de rentabilité économique. Malgré cette tendance systémique, des exemples de résistance à l'idéal néo-libéral peuvent être identifiés. La problématique de la présente thèse suggérait que Cuba constitue un cas au sein duquel cette résistance se manifeste. Dans le contexte de la mondialisation de l'idéal néo-libéral, l'auteur cherchait à expliquer pourquoi Cuba s'acharne à faire l'expérience de la mondialisation d'une façon qui se distingue de celle caractérisant la plupart des autres pays.

Le chapitre premier a proposé une réponse à cette question. En effet, l'hypothèse suggérait que, dans son ensemble, Cuba est marquée par deux caractéristiques principales qui permettraient la conservation d'un sens, concept réunissant les notions de finalité, de fondement et d'unité. Le sens tiendrait en quelque sorte un rôle défensif, c'est-à-dire qu'il protégerait la société et l'État cubains d'une intériorisation foudroyante de l'idéal néo-libéral. L'hypothèse a identifié la tradition de résistance et l'identité nationale exacerbée par l'action de l'État cubain comme étant les deux caractéristiques permettant au sens d'être préservé. L'hypothèse ne peut être confirmée dans sa totalité. Avant de procéder à la récapitulation des éléments de l'hypothèse qui peuvent être confirmés et de ceux qui doivent être remis en

question, revenons aux paramètres conceptuels contenus dans le chapitre premier qui méritent d'être soulevés ou commentés en cette fin d'exercice.

D'abord, retournons à la notion de mondialisation. Pour certains observateurs, la mondialisation rendrait désuète la notion de frontière nationale comme cadre d'analyse; tout étant devenu global et à peu de choses près, semblable. Selon cette perspective, il serait préférable de se sortir du cadre national pour mieux appréhender l'essence de la mondialisation, de l'international et du global. Si cela relève d'une réalité dont il faut tenir compte, il semble toutefois imprudent de délaisser l'étude de l'intra-frontalier, c'est-à-dire de ce qui relève du local, pour ne privilégier que le mondial. La présente thèse suggère que l'étude du local demeure un paramètre dont doivent tenir compte les chercheurs en science politique. Non pas que l'idée de frontière soit importante en elle-même. Elle rappelle cependant que des populations se souviennent, vivent et rêvent à partir d'un territoire et d'un environnement particuliers. Ces collectivités partagent une histoire, des traditions, des identités et des valeurs qui forment, dans un champ spatial limité, un tout unique et particulier qui influe sur l'articulation du local au global et vice versa. L'imaginaire qui imprègne les sociétés constitue un élément important dans la compréhension que l'on peut tirer des mesures prises et des gestes posés par la population et par l'État dans le contexte de la mondialisation accélérée. C'est du moins ce que l'analyse du cas cubain, avec tous ses paradoxes, permet de noter. En ce sens, il serait futile de vouloir tout reporter sur le mondial et l'international sans faire de liens avec des vies et des contextes particuliers qui sont soumis à de multiples pressions à la fois locales et globales.

D'autre part, l'étude du cas cubain permet de confirmer ce que R.W. Cox affirmait à propos du fait que la résistance à la mondialisation proviendrait du Sud. Si toutes les

manifestations de résistance à la mondialisation n'émergent pas du Sud, le cas cubain illustre assez bien la dynamique qui se crée dans certains pays en développement qui refusent, dans la mesure de leurs capacités, d'adhérer à ce corpus normatif que constitue l'idéal néo-libéral, corpus souvent lié au concept d'impérialisme. La position de Cuba en ce domaine contribue à conscientiser d'autres pays sur le caractère anti-démocratique ou injuste de certaines pratiques imposées par la nébuleuse néo-libérale¹. Aussi, le cas cubain souligne la capacité de l'État à résister, pour des motifs variés, contre l'intériorisation de l'idéal néo-libéral par les décideurs ainsi que par la population en général. Cela vient élargir l'observation faite par Cox et reprise ensuite par plusieurs selon laquelle l'État devient de plus en plus une courroie de transmission au service du grand capital. Si cette tendance est sans aucun doute observable, la présente thèse rappelle que des décisions prises par l'État peuvent aussi contribuer à contester l'ordre néo-libéral et à favoriser la transformation de la structure des relations internationales afin que cette dernière devienne davantage un outil de réalisation collective plutôt que de domination.

À la lumière de l'étude qui s'achève et pour reprendre les mots de Cox, l'on pourrait sans doute affirmer que le cas cubain, malgré la modestie de son économie et les contradictions de sa situation, joint sa résistance aux autres "(...) tendances contestataires de diversification [en] pos[a]nt un défi surtout sur le plan idéologique, puisqu'elles nient, en effet, l'affirmation de la nécessité historique, de l'inévitable globalisation"². Cette conclusion est fort importante à nos yeux dans la mesure où l'étude du cas cubain a révélé que l'idéal néo-libéral en processus de mondialisation n'est pas incontournable. Cette constatation a, sur

¹ Robert W. Cox soutient en effet que le "(...) déclenchement de la réaction antiglobalisante viendra du tiers-monde". Lire «Dialectique de l'économie-monde en fin de siècle», *Études internationales*, vol. 21, n° 4 (décembre 1990), p. 703. Même si Cuba n'est pas elle-même démocratique, Cuba est très active à dénoncer les pratiques anti-démocratiques des institutions internationales telles la BM et le FMI. Malgré ce paradoxe, l'action cubaine demeure utile.

² *Ibid.*, p. 695.

le plan symbolique beaucoup d'importance car, comme il a été affirmé dans le chapitre premier, l'identification de cas de résistance à l'idéal néo-libéral, favorise la dé-légitimation du discours fort qui prétend que la mondialisation de l'idéal néo-libéral est inévitable et souhaitable. Les brumes asphyxiantes produites par l'idée d'inévitabilité qui brouillent les capacités de réflexion se trouvent donc à être dissipées et, par conséquent, à libérer la réflexion des limites imposées par l'idéal néo-libéral. Même si l'hypothèse n'est pas confirmée dans son ensemble, le cas cubain démontre que l'idéal néo-libéral, bien que commençant à prendre racine à Cuba, est l'objet d'une résistance qui ralentit la pénétration de l'idéal néo-libéral dans la plus grande île des Caraïbes. Cette constatation prend davantage de signification lorsque l'on compare la vitesse des changements qui se sont produits en Pologne, en Hongrie ou en Russie au cours des années 1990 par rapport au cas cubain. À cet égard, la présente thèse a répondu à la motivation principale qui avait poussé l'auteur à entreprendre cet exercice.

Traitée dans le chapitre deuxième, la tradition de résistance semble avoir constitué un élément important pouvant expliquer les difficultés que rencontre l'idéal néo-libéral à Cuba. Ce chapitre a en effet démontré que la tradition de résistance avait permis de conserver dans la mémoire cubaine collective des repères historiques, des normes et des valeurs qui n'ont pas complètement disparus avec la fin de la guerre froide. La conservation de ces points de repère aurait à son tour permis la rétention d'un sens. En effet, les repères normatifs et historiques conservés et ré-utilisés dans l'après guerre froide favoriseraient l'alimentation des piliers fondement, unité et finalité du sens laïdien. En d'autres termes, des valeurs de base telles la souveraineté, le courage et la résistance (fondement) favoriseraient la réalisation d'une vie meilleure dans un cadre de souveraineté nationale (finalité). Cette dernière permettrait à la

société cubaine de se construire à l'image de ceux qui ont lutté pour la patrie (unité). Le deuxième chapitre a montré que ces éléments étaient demeurés bien présents dans la période post-guerre froide et auraient donc constitué un écran protecteur contre l'idéal néo-libéral en processus de mondialisation.

Le troisième chapitre a expliqué que les éléments traités dans le chapitre précédent étaient en quelque sorte activés par l'action de l'État et l'environnement sémantique et symbolique qu'il contribue à créer. Le chapitre troisième a exposé et illustré comment l'État cubain procède et quelles sont les conséquences de l'exacerbation de l'identité nationale sur le rejet de l'extérieur constitutif et des valeurs qui le caractérisent. À ce sujet, le chapitre a identifié la communauté cubano-américaine comme étant la source première d'identification négative. En d'autres termes, la communauté cubano-américaine constitue le contraire de ce que devrait être un 'bon' Cubain insulaire. À sa façon, le chapitre troisième montre que l'action de l'État cubain contribue à la surchauffe identitaire. Mise en relation avec le concept du sens laïdien, l'identité cubaine arriverait à nourrir particulièrement l'imaginaire identitaire et collectif cubain qui peut être assez directement associé au pilier unité du sens. Aussi, le projet révolutionnaire dans lequel s'ancre l'identité cubaine pourrait être lié à un avenir réputé meilleur, c'est-à-dire au pilier finalité du sens. De la même manière, ce projet révolutionnaire alimente le pilier fondement du sens dans la mesure où il se fonde sur la résistance et la rétention d'un bagage normatif particulier, donc d'un socle commun sur lequel construire le présent et l'avenir.

Le chapitre quatrième, quant à lui, s'était donné comme mandat d'analyser des amendements législatifs d'importance afin d'en identifier les composantes ou les motifs qui révéleraient une intériorisation ou un désir de réifier l'idéal néo-libéral. Qu'il s'agisse de la

Loi agraire de 1994, de la légalisation de la possession et de l'usage du dollar ou de l'amendement à la Loi sur l'investissement étranger, le chapitre a fait ressortir que ces amendements pouvaient être considérés comme étant traversés par certains des idéaux néo-libéraux. Sous cet angle, nous avons démontré que le discours sur la mondialisation tenu par l'État cubain ne s'accorde pas tout à fait avec les gestes qu'il pose. Les amendements législatifs, dont certains éléments légalisent des pratiques clairement liées à des normes néo-libérales comme l'individualisme, la recherche de profits et l'introduction de la logique marchande dans des sphères d'activités jusque-là monopolisées par l'État, démontrent cette réalité. Cela étant, le chapitre quatrième a aussi souligné que malgré cette présence réelle de l'idéal néo-libéral dans certains secteurs d'activités, des règlements et des comportements indiquent que cet idéal veut être contenu par l'État et qu'il n'est pas nécessairement considéré par tous comme légitime mais davantage comme une manière de se sortir de la très sévère crise économique dans laquelle le pays a été plongé depuis le début des années 1990.

À partir des études de cas réalisées dans le chapitre quatrième et des constats que nous avons été amenés à faire, il est possible d'évaluer le bien-fondé des éléments qui composaient l'hypothèse de travail. Plus particulièrement, il convient de revenir sur l'identité, le sens et la tradition de résistance afin de comprendre pourquoi ces trois notions ne permettent pas de largement confirmer notre hypothèse. D'abord, il semble que l'hypothèse n'ait pas pris compte du fait que dans le contexte cubain, la notion d'identité soit étroitement liée à la notion d'anti-américanisme de source politico-idéologique. Cet aspect important de l'identité cubaine modelée par l'État influe sur le type de résistance que la population exerce ainsi que sur la vision du monde qu'elle développe. Ainsi, l'anti-américanisme deviendrait l'objet premier de la résistance cubaine, peut-être même davantage que la résistance à l'idéal

néo-libéral. Comme il l'a été remarqué dans le chapitre quatrième, tous les moyens, même le recours à certains principes néo-libéraux, deviennent légitimes s'ils permettent de résister dans la guerre idéologique que se font les États-Unis et Cuba. En fait, la présence du sens à Cuba favorise effectivement la résistance à l'idéal néo-libéral. Toutefois, l'État semble recycler et utiliser le sens contre l'impérialisme américain et particulièrement contre sa personnification la plus incarnée, la communauté cubano-américaine. Dans cet objectif, Cuba ne paraît pas considérer les autres agents de l'idéal néo-libéral comme une menace néo-impérialiste mais plutôt une voie de résistance à l'idéal néo-libéral directement associé à la communauté cubano-américaine. En outre, l'hypothèse avait bien identifié la présence d'un sens mais avait sous-estimé les autres usages ou conséquences de cette présence de sens à Cuba.

D'autre part, il faut remarquer que certains aspects de la tradition de résistance ont surgi au cours des recherches et de l'analyse. Ceci, dans la mesure où la tradition de résistance semble nuire au projet de société proposé par Fidel Castro, particulièrement depuis 1989, année à partir de laquelle des difficultés extrêmes ont miné la capacité de l'État cubain à combler les besoins de la population. La perte relative de légitimité du régime castriste favoriserait donc l'activation de la tradition de résistance contre les valeurs et les normes qu'il propose puisqu'elles ne semblent pas être en mesure de permettre la réalisation de la population cubaine. Sous cet angle, il pourrait être observé que si la population perçoit l'idéal cubain comme étant davantage une source de frustrations que de réalisation, l'idéal néo-libéral risque -malheureusement- de prendre la place de l'idéal cubain dans l'imaginaire populaire et partant, dans une pratique et une réflexion s'en inspirant. De l'avis de l'auteur, il est souhaitable que de telles circonstances ne se concrétisent jamais de manière à conserver certains espaces dégagés des brumes asphyxiantes de l'idéal néo-libéral.

En définitive, le chapitre quatrième a permis d'enrichir les conceptions de départ de l'auteur. Dans son ensemble, la thèse a été en mesure de favoriser une compréhension du cas cubain à partir d'éléments somme toute assez peu fréquemment utilisés en politique internationale. Les notions de sens, de résistance, d'identité et d'imaginaire appliquées au cas cubain ont donc contribué à la compréhension de la dynamique qui s'opère dans le cadre de la mondialisation de l'idéal néo-libéral dans les pays en transition et en développement.

BIBLIOGRAPHIE

- AGUILAR, Luis E. *Cuba 1933: prologue to revolution*. Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, 1972.
- ALBERT, Michel. *Capitalisme contre capitalisme*. Paris, Seuil, 1991, pp. 7-26; 289-301.
- ALLAN, George. *The Importance of the Past. A Meditation on the Authority of Tradition*. Albany, State University of New York Press, 1986.
- ALVARIÑO ATIENZAR, Alberto. «Cuba est bloquée, mais pas isolée». *Granma internacional*, n° 9 (septembre 1997).
- AMIN, Samir. *Capitalism in the Age of Globalization*, London et New Jersey, ZED Books, 1997.
- AMIN, Samir. *La déconnexion. Pour sortir du système mondial*. Paris, La Découverte, 1985.
- AMIN, Samir. *La gestion capitaliste de la crise. Le cinquantième anniversaire des institutions de Bretton-Woods*. Paris, l'Harmattan, 1995.
- AMIN, Samir et al. *Le grand tumulte? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde* (trad. de Y. Benot de *Transforming the Revolution. Social Movements and the World-System*). Paris, La Découverte, 1991.
- AMIN, Samir. «Le modèle théorique d'accumulation et de développement dans le monde contemporain», *Revue tiers-monde* (octobre-décembre 1972), pp. 703-726.
- AMIN, Samir. *Les défis de la mondialisation*. Montréal et Paris, L'Harmattan, 1996.
- ANDERSON, Benedict. *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (trad. de P.-E. Dauzat). Paris, La Découverte, 1996.
- ARRIGHI, Giovanni. «World Income Inequalities and the Future of Socialism». *New Left Review*, vol. 189 (septembre-octobre 1991).
- AUGIER, Angel. «Une niña en la historia». *Granma*, n° 5, année 4 (vendredi, 7 janvier 2000). <http://www.granma.cubaweb.cu/7ene00/nacional/articulo13.html>.
- BADIE, Bertrand et al. *Démocratie*. Paris, PUF, 1990.
- BADIE, Bertrand. *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*. Paris, Fayard, 1995.

- BADIE, Bertrand et Marie-Claude SMOUTS. *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*. Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, 1992.
- BALDWIN, David A. (éd.). *Neorealism and Neoliberalism: The Contemporary Debate*. New York, Columbia University Press, 1993.
- BALDWIN, Richard E. «The Causes of Regionalism». *The World Economy*, vol. 20, n° 7 (novembre 1997), pp. 877-882.
- BALOYRA, Enrique A. et James A. MORRIS (éds.). *Conflict and Change in Cuba*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 1993.
- BARBER, Benjamin R. *Djihad versus McWorld. Mondialisation et intégrisme contre la démocratie*. Paris, Desclée de Brouwer, 1996.
- BARNET, Richard J. et John CAVANAGH. *Global Dreams. Imperial Corporations and the New World Order*. New York, Simon & Schuster, 1994.
- BARÓ HERRERA, Silvio. *Globalización y desarrollo mundial*. La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1997.
- BAYIN, Anne. «My Havana». CBC News Online (été 1999). www.newsworld.cbc.ca/news/indepth/cuba/html.
- BERGAD, Laird W. *Cuban Rural Society in the Nineteenth Century. The Social and Economic History of Monoculture in Matanzas*. Princeton, Princeton University Press, 1990.
- BETHELL, Leslie (éd.). *A Cultural History of Latin America. Literature, Music and the Visual Arts in the 19th and 20th Centuries*. Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- BIENEFELD, Manfred. «Financial Deregulation: Disarming the Nation-State». *Studies in Political Economy*, vol. 37 (printemps 1992), pp. 31-58.
- BIERSTEKER, Thomas J. «Reducing the Role of the State in the Economy: A Conceptual Exploration of IMF and World Bank Prescriptions». *International Studies Quarterly*, vol. 34, n° 4 (décembre 1990), pp. 477-492.
- BIERSTEKER, Thomas J. «The 'Triumph' of Liberal Economic Ideas in the Developing World» (chap. 6). In B. STALLINGS (éd.). *Global Change, Regional Response: The New International Context of Development*. New York, Cambridge University Press, 1995, pp. 174-196.
- BLACKBURN, Robin. «Prologue to the Cuban Revolution». *New Left Review*, vol. 21 (octobre 1963), pp. 52-91.

- BLASIER, Cole. «El fin de la asociación soviético-cubana». *Estudios internacionales*, année 26, n° 103 (juillet-septembre 1993), pp. 296-340.
- BOLI, John et George M. THOMAS (éds.). *Constructing World Culture. International Nongovernmental Organizations Since 1875*. Stanford, Stanford University Press, 1999.
- BOURDEAU, Philippe et Claude PERRON. *350 mots clés de science politique*, Montréal et Toronto, Chenelière/McGraw-Hill, 1998.
- BOURDIEU, Pierre. «L'essence du néolibéralisme». *Le monde diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr/md/1998/03/BOURDIEU/10167.html>, (mars 1998).
- BRAUDEL, Fernand. *Le temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979, pp. 11-71.
- CAHEN, Michel. *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*. Paris, l'Harmattan, 1994.
- CARDOSO, Eliana et Ann HELWEGE. *Cuba After Communism*. Cambridge (Mass.) et London (G.-B.), MIT Press, 1992.
- CARRANZA, Julio; Luis GUTIÉRREZ URDANETA et Pedro MONREAL GONZALEZ. *Cuba: Restructuring the Economy: A Contribution to the Debate*. London, Institute of Latin American Studies, University of London, 1996.
- CASTAÑEDA, Jorge. *Compañeros: The Life and Death of Che Guevara*. New York, Alfred A. Knopf, 1997.
- CASTILLO MELÉNDEZ, Francisco. *La Defensa de la Isla de Cuba en la Segunda mitad del Siglo XVII*. Sevilla, Excma. Diputación Provincial de Sevilla, 1986.
- CASTORIADIS, Cornélius. *La montée de l'insignifiance*. «Les carrefours du labyrinthe IV», Paris, Seuil, 1996.
- CASTRO RUZ, Fidel. «Actuando separados, uno a uno, podríamos ser todos devorados: juntos, nadie tendría poder para devorar a ninguno de nosotros». Extrait d'un discours prononcé par le président lors de l'ouverture du neuvième sommet ibéro-américain, La Havane, novembre 1999. *Granma internacional*, n° 228, année 3 (mardi, 16 novembre 1999). <http://www.granma.cu/espanol/nov3/actuando-e.html>.
- CASTRO RUZ, Fidel. Discours prononcé le 28 janvier 2000 lors de la clôture de la Deuxième rencontre sur la mondialisation et les problèmes de développement. Palais des Congrès de La Havane (Cuba), 24 au 28 janvier 2000.
- CASTRO RUZ, Fidel. *Nous luttons avant pour notre pays; aujourd'hui, nous luttons pour le monde*, Discours tenu à Santiago de Cuba le 26 juillet 1998. La Habana, Editora Política, 1998.

- CASTRO RUZ, Fidel. «Una loba feroz disfrazada de mujer lo envolvió a la fuerza con la bandera de la barra y las estrellas». *Granma Internacional* (3 décembre 1999). <http://www.granma.cu/espanol/dic3/convoca-e.html>.
- CASTRO RUZ, Fidel. *Une révolution ne peut naître que de la culture et des idées*. Allocution prononcée par Fidel Castro Ruz, président du Conseil d'État de la République de Cuba, au Grand Amphithéâtre de l'Université centrale du Venezuela, le 3 février 1999. La Habana, Editora Política, 1999.
- CENTRO DE ESTUDIOS SOBRE AMÉRICA (éd.). *The Cuban Revolution into the 1990s. Cuban Perspectives*. Boulder, San Fransisco, Oxford, Westview Press, 1992.
- CEPAL. *La Economía Cubana: reformas estructurales y desempeño en los noventas*. Mexico, CEPAL, Fondo de Cultura Económica, 1998.
- CHEBEL, Malek. *La formation de l'identité politique*. Paris, PUF, 1986.
- CHESNAIS, François. *La mondialisation du capital*. Paris, Syros, 1994.
- CHESNEAUX, Jean. *Habiter le temps. Passé, présent, futur: esquisse d'un dialogue politique*. Paris, Bayard, 1996.
- CHEVALLIER, Jacques *et al.* *Discours et idéologie*. Paris, PUF, 1980.
- CHOMSKY, Noam. *Democracy in a Neoliberal Order: Doctrines and Realities*. Cape Town, University of Cape Town Document Management Services, 1997.
- CHOSSUDOVSKY, Michel. *La mondialisation de la pauvreté*. Montréal, Écosociété, 1998.
- CLARK, Ian. *Globalization and Fragmentation : International Relations in the Twentieth Century*. Oxford (Angleterre) et New York, Oxford University Press, 1997.
- COHEN, James et Françoise MOULIN CIVIL (dir.). *Cuba sous le régime de la constitution de 1940. Politique, pensée critique, littérature*. Paris et Montréal, l'Harmattan, 1997.
- COLLINS, Peter. *Ideology after the Fall of Communism. The Triumph of Liberal Democracy?* London et New York, Boyars/Bowerdean, 1992.
- COUFFIGNAL, George. «Le rôle de l'État en Amérique latine: pistes de recherche». *Cahiers des Amériques latines* n° 26 (1997), pp. 183-191.
- COX, Robert W. «Critical Politcal Economy» (chap. 2). In B. HETTNE (éd.). *International Political Economy. Understanding Global Disorder*. London, ZED Books, 1995, pp. 31-45.

- COX, Robert W. «Dialectique de l'économie-monde en fin de siècle». *Études internationales*, vol. 21, n° 4 (décembre 1990), pp. 693-703.
- COX, Robert W. *Production, Power, and World Order: Social Forces in the Making of the Future*. New York, Columbia University Press, 1987.
- COX, Robert W. «Structural Issues of Global Governance: Implications for Europe». In S. GILL (éd.). *Gramsci, Historical Materialism, and International Relations*. Cambridge, Cambridge University Press, 1993, pp. 259-289.
- COX, Robert W. et Timothy J. SINCLAIR. «Gramsci, Hegemony, and International Relations: an Essay in Method» [1983]. In *Approaches to World Order*. Cambridge, Cambridge University Press, 1996, pp. 124-143.
- CUDJOE, Selwyn R. *Resistance and Caribbean Literature*. Athens (Ohio), Ohio University Press, 1980.
- CUERVO HEWITT, Julia. *Aché, presencia africana. Tradiciones yoruba-lucumi en la narrativa cubana*. New York, Peter Lang, 1988.
- DE BERNARD, François. *Le gouvernement de la pauvreté*. Paris, Éditions du Félin, 1995.
- DEERE, Carmen Diana. «Reforming Cuban Agriculture». *Development and Change*, vol. 28 (1997), pp. 649-669.
- DE LA CAMPA, Román. «Cuba: Ideology Meets Globalization». *Dissent*, vol. 43, n° 2 (printemps 1996), pp. 19-21.
- DEVEREUX, Eve. *The Book of world flags*. London, New Burlington Books, 1992.
- DEVETAK, Richard et Richard Higgot. «Justice unbound? Globalization, states and the transformation of the social bond». *International Affairs*, vol. 75, n° 3, 1999, pp. 483-498.
- DILLA ALFONSO, Haroldo. «The Cuban Experiment. Economic Reform, Social Restructuring, and Politics». *Latin American Perspectives*, vol. 27, n° 1 (janvier 2000), pp. 33-44.
- DILLA ALFONSO, Haroldo, Manuel MONEREO et Juan VALDÉS PAZ (dir.). *Alternativas de izquierda al neoliberalismo*. Madrid, Fundación de Investigaciones marxistas, 1995.
- DOLGOFF, Sam. *The Cuban Revolution. A Critical Perspective*. Montréal, Black Rose Books, 1976.
- DOS SANTOS, Theotonio. «The Structure of Dependence», *American Economic Review*, vol. LX, n° 2 (mai 1970), pp. 109-110.

- DUMONT, Fernand. *L'Avenir de la mémoire*. Montréal, Nuit blanche/CEFAN, 1995.
- DUSSEL PETERS, Enrique. «Mexico's Liberalization Strategy, 10 Years On: Results and Alternatives». *Journal of Economic Issues*, vol. XXXII, n° 2 (juin 1998), pp. 351-363.
- El Economista de Cuba*, année 2, n° 12 (novembre-décembre 1999). Section «*En el Centro*», n° 10, pp. 1-4.
- ERISMAN, H. Michael et John M. KIRK (éd.). *Cuban Foreign Policy Confronts a New International Order*. Boulder et London, Lynne Rienner Publishers, 1991.
- EVANS, Peter; Dietrich RUSCHEMEYER et Theda SKOCPOL (éds.). *Bringing the State Back In*. Cambridge, Cambridge University Press, 1985.
- FAURIOL, George et Eva LOSER (éd.). *Cuba. The International Dimension*. New Brunswick (É.-U.) et London (G.-B.), Transaction Publishers, 1990.
- FEATHERSTONE, Mike (éd.). *Global Culture. Nationalism, Globalization, and Modernity*. London, Newbury Park et New Delhi, SAGE Publications, 1990.
- FEIGENBAUM, Harvey; Jeffrey HENIG et Chris HAMNETT. *Shrinking the State. The Political Underpinnings of Privatization*. Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- FEINSILVER, Julie M. «Cuba's Current Integration into the International and Hemispheric Systems». In A.R.M. RITTER et J.M. KIRK. *Cuba in the International System. Normalizing and Integration*. New York, St. Martin's Press, 1995, pp. 73-83.
- FERNÁNDEZ RETAMAR, Roberto Fernández Retamar. «Cuba Defended: Countering Another Black Legend». *The South Atlantic Quarterly*, vol. 96, n° 1, hiver 1997, pp. 95-115.
- CANADIAN FOUNDATION FOR THE AMERICAS. *Cuba Today: The events taking place in Cuba and the ensuing issues for Canadian policy*. Background papers presented on March 6, 1998 at a round table of the Canadian Foundation for the Americas (FOCAL). Ottawa, FOCAL, 1999.
- FOGEL, Jean-François et Bertrand ROSENTHAL. *Fin de siècle à La Havane. Les secrets du pouvoir cubain*. Paris, Seuil, 1993.
- FONER, Philip S. *A History of Cuba and its Relations with the United States* (tome premier, 1492-1845). New York, International Publishers, 1962.
- FONER, Philip S. (éd.). *Our America by José Martí. Writings on Latin America and the Struggle for Cuban Independence*. Trad. par E. Randall, J. de Onís et R. H. Foner. New York et London, Monthly Review Press, 1977.

- FORNET, Ambrosio. «Introduction». *South Atlantic Quarterly*, vol. 96, n° 1 (hiver 1997), pp. 1-15.
- FUCHS, Gérard. *L'Europe contre la mondialisation. Changer l'avenir*. Paris, l'Harmattan, 1996.
- FUKUYAMA, Francis. *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992.
- GARCÍA, A. «Con la ternura de Celia y la fuerza de Maceo». *Granma*, n° 27, année 4 (mardi, 8 février 2000). <http://www.granma.cubaweb.cu/8feb00/nacional/articulo12.html>.
- GARCÍA REYES, Miguel et María Guadalupe LÓPEZ DE LLERGO. *Cuba Despues de la Era Soviética*. Mexico, Colegio de México, 1994.
- GAUCHET, Marcel. «L'expérience totalitaire et la pensée de la politique». *Esprit*, vol. 8-9 (août-septembre 1976), pp. 24-25.
- GÉNESIS MULTIMEDIA. «II Encuentro Internacional de Economistas. Globalización y Problemas del Desarrollo». CD-ROM, 1999.
- GEORGE, Susan. *The Debt Boomerang. How Third World Debt Harms Us All*. Boulder et San Francisco, Westview Press, 1992.
- GIL, Federico. «Antecedents of the Cuban Revolution». *Centennial Review*, vol. 6 (été 1962), pp. 373-393.
- GILL, Stephen. *American Hegemony and the Trilateral Commission*. Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- GILL, Stephen (éd.). *Gramsci, Historical Materialism and International Relations*. Cambridge, Cambridge University Press, 1993.
- GILL, Stephen et David LAW. «Global Hegemony and the Structural Power of Capital». In S. GILL (éd.). *Gramsci, Historical Materialism and International Relations*. Cambridge, Cambridge University Press, 1993, pp. 122-123.
- GILL, Stephen et David LAW. *The Global Political Economy. Perspectives, Problems, and Policies*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1988.
- GIULIANO, Maurizio. *El Caso CEA, Intelectuales e Inquisidores en Cuba, Perestroika en la Isla?* Miami, Ediciones Universal, 1998.
- GONZÁLEZ CASANOVA, Pablo. «Thinking About Cuba». *Social Justice*, vol. 12, n° 4, pp. 153-159.

- GOSSE, Van. *Where the Boys Are. Cuba, Cold War America and the Making of a New Left*. London, New York, Verso, 1993.
- GRANMA INTERNACIONAL. Plusieurs éditions, 1989-2000.
- GRINSPUN, Richard et R. KREKLEWICH. «Consolidating Liberal Reforms: 'Free Trade' as a Conditioning Framework». *Studies in Political Economy*, vol. 43 (printemps 1994), pp. 33-61.
- GUICHARNAUD-TOLLIS, Michèle. *Regards sur Cuba au XIXe siècle. Témoignages européens*. Paris, l'Harmattan, 1996.
- GUILLEBAUD, Jean-Claude. *La refondation du monde*. Paris, Seuil, 1999.
- GUNDER FRANK, André. *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Paris, Maspero, 1968.
- HAGGARD, Stephan et Robert KAUFMAN (éds.). *The Politics of Economic Adjustment: International Constraints, Distributive Politics, and the State*. Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1992.
- HALLIDAY, Fred. «The Third World and the End of the Cold War» (chapitre deuxième). In B. STALLINGS (dir.). *Global Change, Regional Response: the New International Context of Development*. New York, Cambridge University Press, 1995, pp. 33-66.
- HALPERIN, Maurice. *Return to Havana. The Decline of Cuban Society Under Castro*. Nashville, Vanderbilt University Press, 1994.
- HARNECKER, Marta. *Fidel Castro's Political Strategy From Moncada to Victory*, New York, Pathfinder Press, 1987.
- HENNESSY, C.A.M. «The Roots of Cuban Nationalism». *International Affairs* (juillet 1963), pp. 345-359.
- HENTSCH, Thierry. *Introduction aux fondements du politique*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1993.
- HOFFMANN, Bert (éd.). *Cuba, Apertura y Reforma Económica: Perfil para un Debate*. Caracas, Nueva Sociedad, 1995.
- HOGENBOOM, Barbara. «Mexico: Open Regionalism and the Politics of a Transnationalizing State». *International Journal of Political Economy*, vol. 26, n° 4 (hiver 1996-1997), pp. 14-35.
- HOOVER, Kenneth R., James MARCIA et Kristen PARRIS. *The Power of Identity. Politics in a New Key*. Chatham (New Jersey), Chatham House Publishers, 1997.

- HUBERMAN, Leo et Paul M. SWEEZY. *Cuba; An Anatomy of a Revolution*. New York, Monthly Review Press, 1961.
- IKENBERRY, John. «The International Spread of Privatization Policies: Inducements, Learning, and 'Policy Bandwagoning'». Center for International Studies, Princeton University, 1988.
- INSIGHT GUIDE. *Cuba*. London, Apa Publications (3^e édition), 1999.
- JACOBY, Russel. *The End of Utopia. Politics and Culture in an Age of Apathy*. New York, Basic Books, 1999.
- JATAR HAUSMANN, Julia. *The Cuban Way: Communism, Capitalism and Confrontation*. West Hartford, Kumarian Press, 1999.
- JATAR HAUSMANN, Julia. «What Cuba Can Teach Russia». *Foreign Policy*, vol. 113 (hiver 1998- 1999), pp. 87-103
- JUVENTUD REBELDE. Plusieurs numéros.
- KAPCIA, Antoni. *Cuba After the Crisis. Revolutionising the Revolution*. Washington, Research Institute for the Study of Conflict and Terrorism (*Conflict Studies* n° 289), 1996.
- KLEIN, Thomas. «'Globalization' as a Strategy of Capital. New Thinking in Modern Capitalism». *Journal of Political Economy*, vol. 26, n° 3 (automne 1996), pp. 60-68.
- KUTTNER, Robert. *Everything for Sale: the Virtues and Limits of Markets*. New York, Alfred Knopf, 1997.
- KUTTNER, Robert. *The Economic Illusion: False Choices Between Prosperity and Social Justice*. Boston, Houghton Mifflin, 1984.
- KUTTNER, Robert. *The End of Laissez-Faire: National Purpose and the Global Economy After the Cold War*. New York, Alfred Knopf, 1991.
- LAGE DÁVILA, Carlos. «No debemos aspirar a particulares ventajas o migajas de un orden mundial injusto y despiadado, sino a transformarlo exigiendo nuestros derechos». Discours prononcé par le vice-président du Conseil d'État de Cuba, lors du deuxième Sommet des pays ACP, Santo Domingo, 25-26 novembre 1999. *Granma*, n° 237, année 3 (samedi, 27 novembre 1999). <http://www.granma.cubaweb.cu/27nov99/interna/articulo1.html>.

- LAGE DÁVILA, Carlos. «Sin desconocer la gravedad de las dificultades y limitaciones el país está en un proceso de recuperación económica». Allocution du vice-président de la République de Cuba, prononcée lors de la Réunion nationale des présidents municipaux du Pouvoir populaire. *El Economista de Cuba Online*. http://www.eleconomista.cubaweb.cu/eco9/19_090a.html.
- LAÏDI, Zaki. «Espace, vitesse et sens à l'heure de la mondialisation». *Politique étrangère*, vol. 1, n° 61 (printemps 1996), pp. 603-615.
- LAÏDI, Zaki, «Les imaginaires de la mondialisation». *Esprit* n° 246 (octobre 1998), pp. 85-98.
- LAÏDI, Zaki. *Un monde privé de sens*. Paris, Fayard, 1994.
- LAMORE, Jean. *Criollismo blanco. Criollismo blanco et conscience nationale à Cuba. Esprit créole et conscience nationale*, Paris CNRS, 1980.
- LATOUCHE, Serge. *L'occidentalisation du monde. Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*. Paris, La Découverte, 1989.
- LEINER, Marvin. *Sexual Politics in Cuba: Machismo, Homosexuality, and AIDS*. Boulder, Westview Press, 1994.
- LEÓN GARCÍA, Fransisco. «Cuba y la Economía Internacional». *Estudios Internacionales*, vol. XXVI, n° 103 (juillet-septembre 1993).
- LESSMANN, Robert. *Empresas Mixtas en Cuba*. Caracas, Fundación Friedrich Ebert et Nueva Sociedad, 1994.
- LÉVESQUE, Jacques. *1989 la fin d'un empire. L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1995.
- LIMIA Miguel. «Rethinking the Revolution. Nine Testimonies from Cuba». *NACLA Report on the Americas*, vol. 34, n° 2 (septembre-octobre 1995).
- LISS, Sheldon. *Roots of Revolution*. Lincoln, University of Nebraska Press, 1987.
- LOCKWOOD, LEE. *Castro's Cuba, Cuba's Fidel*. Boulder, Westview Press, 1990 (1967; 1969).
- LÓPEZ, Félix. «Que el pueblo sea la imagen de Camilo». *Granma*, n° 215, année 2 (mercredi 28 octobre 1998). <http://www.granma.cubaweb.cu/28oct98/nacional/articulo2.html>.
- LÓPEZ, Félix. «La maldad terminó por convertirme en símbolo». *Granma*, n° 246, année 3 (10 décembre 1999). <http://www.granma.cubaweb.cu/10dic99/nacional/articulo13.html>.

- LÓPEZ SEGRERA, Fransisco. *Cuba sans l'URSS, 1989-1995 antécédents, variables, alternatives et scénarios*. Thèse de doctorat. Lille, 1995.
- LYNCH, Cecelia. «Social Movements and the Problem of Globalization». *Alternatives*, vol. 23, n°2 (1998), pp. 149-173.
- MACHOVER, Jacobo (dir.). *La Havane 1952-1961. D'un dictateur l'autre: explosion des sens et morale révolutionnaire*. Paris, Éditions Autrement, série mémoires n° 31, 1994.
- MALLIN, Jay Sr. *Covering Castro: Rise and Decline of Cuba's Communist Dictator*. New Brunswick, Transaction Books, 1994.
- MÁRQUEZ STERLING, Carlos et Manuel. *Historia de la Isla de Cuba*. New York, Regent Publishing Company, 1975.
- MARSHALL, Don D. *Caribbean Political Economy at the Crossroads. NAFTA and Regional Developmentalism*. New York, St. Martin's Press, 1998.
- MÁS, Sara. «El pueblo unido en un solo reclamo exige regreso inmediato de Elian». *Granma*, n° 28, année 4 (mercredi, 9 février 2000). <http://www.granma.cubaweb.cu/9feb00/nacional/articulo13.html>.
- MÁS, Sara. «Historias detrás de un sueño». *Granma Internacional* (semaine du 4 novembre 1999). <http://www.granma.cu/espanol/nov4/historias-e.html>.
- MÁS, Sara. «Reclamo por la inocencia secuestrada». *Granma*, n° 259, année 3 (mercredi, 29 décembre 1999). <http://www.granma.cubaweb.cu/29dic99/nacional/articulo12.html>.
- McCLOSKEY, Deirdre N. «Other Things Equal: Learning to Love Globalization». *Eastern Economic Journal* 25,1 (hiver 1999), pp. 117-121.
- MCFADYEN, Deidre «The Social Repercussions of the Crisis». *NACLA Report on the Americas*, vol. 34, n° 2 (septembre-octobre 1995), p. 20-22.
- MENDEL, David (éd.). *The Former 'State Socialist' World. View From the Left*. Montréal, Black Rose Books, 1996.
- MENÉNDEZ, Marina et Luis Jesús GONZÁLEZ. «Los secretos del milagro». Article résumant les propos tenus par Fidel Castro lors de la dernière journée de la deuxième Rencontre internationale des économistes sur la mondialisation et les problèmes de développement. Publié sur le site officiel de cet événement. http://www.globalizacion.cubaweb.cu/texto/0034_29.html.
- MERCIER, David. «Le régionalisme stratégique dans les Amériques: tenants et aboutissants de l'ALÉNA vus d'une perspective mexicaine». *Études internationales*, vol. XXXI, n° 1 (mars 2000), pp. 111-133.

- MESA-LAGO, Carmelo. *Are Economic Reforms Propelling Cuba to the market?* Coral Gables (Floride), North-South Center, University of Miami, 1994.
- MESA-LAGO, Carmelo. «Assessing Economic and Social Performance in the Cuban Transition of the 1990s». *World Development*, vol. 26, n° 5 (mai 1998), pp. 857-876.
- MESA-LAGO, Carmelo (éd.). *Cuba After the Cold War*. Pittsburgh, Pittsburgh University Press, 1993.
- MESA-LAGO, Carmelo. «Efectos económicos en Cuba del derrumbe del socialismo en la Unión Soviética». *Estudios internacionales*, année 26, n° 103 (juillet-septembre 1993), pp. 341-414.
- MEYER, Brigit et Peter GESCHIER. *Globalization and Identity : Dialectics of Flow and Closure*. Oxford G.-B.) et Malden (É.-U.), Blackwell Publishers, 1999.
- MITTELMAN, James H (dir.). *Globalization: Critical Reflections*. Boulder et London, Lynne Rienner Publishers, 1996.
- MOLYNEUX, Maxine. *State, Gender, and Institutional Change in Cuba's 'Special Period': The Federación de Mujeres Cubanas*. London, Institute of Latin American Studies, 1996.
- MONREAL GONZÁLEZ, Pedro. «Cuba y América latina y el Caribe: apuntes sobre un caso de inserción económica». *Estudios internacionales*, année 26, n° 103 (juillet-septembre 1993), pp. 500-536.
- MONREAL GONZÁLEZ, Pedro et Manuel RUA DEL LLANO. «'Apertura' and Reform of the Cuban Economy: The Institutional Transformations, 1990-93» (chapitre trois). In A.R. M. RITTER et J.M. KIRK. *Cuba in the International System. Normalizing and Integration*. New York, St. Martin's Press, 1995, pp. 36-57.
- MONTANER, Carlos Alberto. *Cuba: claves para una conciencia en crisis*. Madrid, Editorial Playor (2e édition), 1983.
- MOORE, Brian L. *Cultural Power, Resistance and Pluralism: Colonial Guyana 1838-1900*. Montréal et Kingston, London et Buffalo, McGill-Queen's University Press, 1995.
- MOUFFE, Chantal (éd.). *Gramsci and Marxist Theory*. London, Boston et Henley, Routledge & Kegan Paul, 1979.
- MOUFFE, Chantal. *Le politique et ses enjeux: pour une démocratie plurielle*. Paris, La Découverte/MAUSS, 1994, pp. 7-25.
- MOUFFE, Chantal. «The End of Politics and the Rise of the Radical Right». *Dissent*, vol. 42, n° 2 (automne 1995), pp. 498-502.

- MUSSET, Alain. «Interventionnisme, libéralisme et mondialisation: l'Amérique latine dans tous ses états». *Cahiers des Amériques latines*, n° 26 (1997), pp. 69-74.
- NELSON, Joan (éd.). *Economic Crisis and Policy Choice: The Politics of Adjustment in the Third World*. Princeton, N.J., Princeton University Press, 1990.
- NÚÑEZ JIMÉNEZ, Antonio. *Cuba, Cultura, Estado y revolución*. México, Presencia Latinoamericana, 1984.
- OCAMPO, José Antonio. «New Economic Thinking in Latin America». *Journal of Latin American Studies*, vol. 22, n° 1 (février 1990), pp. 169-181.
- OCDE. *Cohésion sociale et mondialisation de l'économie. Ce que l'avenir nous réserve*. Paris, OCDE, 1997.
- ODELL, John. *U.S. International Monetary Policy: Markets, Power and Ideas as Sources of Change*. Princeton, N.J., Princeton University Press, 1982.
- OFICINA NACIONAL DE ESTADÍSTICAS (ONE). *Panorama Económico y Social. Cuba 1999*. ONE, janvier 2000.
- OTERO, Lisandro. «Utopia Revisited». *South Atlantic Quarterly* 96, 1 (hiver 1997), pp. 17-30.
- Ò TUATHAIL, Gearòid. «The Bush Administration and the 'End' of the Cold War: a Critical Geopolitics of U.S. Foreign Policy in 1989». *Geoforum*, vol. 23, n° 4, pp. 437-452.
- PAGES, Raisa. «Camilo, la muerte no mata». *Granma Internacional* (1 novembre 1999). <http://www.granma.cu/espanol/nov1/44camilo-e.html>.
- PAQUEROT, Sylvie (dir.) et al. *L'État aux orties?*. Montréal, Ecosociété, 1996.
- PASTOR, Manuel Jr. et Andrew ZIMBALIST. «Cuba's Economic Conundrum». *NACLA Report on the Americas*, vol. 34, n° 2 (septembre-octobre 1995), pp. 7-12.
- PATERNOSTRO, Silvana. «Communism's Cuban Orphans». *World Policy Journal*, vol. 13, n° 1 (printemps 1996), pp. 37-42.
- PERELMAN, Marc. «Médecine douce». *Jeune Afrique* n° 1990 (2-8 mars 1999), pp. 56-57.
- PÉREZ, Louis A. Jr. *Cuba and the United States: Ties of Singular Intimacy*, Athens, University of Georgia Press, 1990.
- PÉREZ, Louis A. Jr. *Cuba: Between Reform and Revolution*, New York, Oxford University Press, 1988.

- PÉREZ, Louis A. Jr. *Essays on Cuban History. Historiography and Research*. Gainesville, Floride, University Press of Florida, 1995.
- PÉREZ, Louis A. Jr. (éd.). *On becoming Cuban : identity, nationality and culture*. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999.
- PÉREZ-LOPEZ, Jorge (éd.). *Cuba at a Crossroads: Politics and Economics after the Fourth Party Congress*. Gainesville, University Press of Florida, 1994.
- PÉREZ-LOPEZ, Jorge. *Cuba's Second Economy : From Behind the Scenes to Center Stage*. New Brunswick (É.-U.), Transaction Publishers, 1995.
- PÉREZ-STABLE, Marifeli. *The Cuban Revolution. Origins, Course, and Legacy*. New York et Oxford, Oxford University Press, 1993.
- PETRELLA, Riccardo. «Urgence: re-créer la citoyennet  . Au-delà de l'  conomie de marché capitaliste mondialis  e, lib  ralis  e, d  r  glement  e, privatis  e et comp  titive». In Sylvie PAQUEROT (dir.) et al. *L'  tat aux orties?* Montréal, Ecosociété, 1996.
- PI  NERA, Toni. «Como un ciervo herido que busca en el monte amparo...», *Granma*, n   35, année 4 (vendredi, 18 février 2000). <http://www.granma.cubaweb.cu/18feb00/nacional/articulo14.html>.
- PIOTTE, Jean-Marc. *Sens et politique. Pour en finir avec de grands désarrois*. Outremont, VLB   diteur, 1990.
- POLANYI, Karl. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* (traduction française de Malamoud et Angeno). Paris, Gallimard, 1983 (1944, 1972).
- PORTELL VIL  , Herminio. *Historia de Cuba en Sus Relaciones Con los Estados Unidos y Espa  a* (en 4 volumes). La Habana, Jes  s Montero, 1938-1941.
- PREEG, Ernest H. et Jonathan D. LEVINE. *Cuba and the New Economic Order*. Washington, D.C., Center for Strategic and International Studies, «Significant Issues Series», vol. 25, n   2, 1993.
- PUTMAN, John J. «In the Revolution Cuba». *National Geographic*, vol. 195, n   6 (juin 1999), pp. 2-35.
- RABKIN, Rhoda P. *Cuban Politics. The Revolutionary Experiment*. New York, Westport, London, Praeger, 1991.
- RADU, Michael. «Cuba's Transition: Institutional Lessons from Eastern Europe». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 37, n   2 (  t   1995), pp. 83-111.

- RANCIÈRE, Jacques. *La Mécontente*, Paris, Galilée, 1999.
- RIEFF, David. «Cuba Refrozen». *Foreign Affairs*, vol. 76, n° 4 (juillet-août 1996), pp. 62-76.
- RITTER, Archibald R. M. «Cuba en los noventa: reorientación económica y reintegración internacional». *Estudios internacionales*, année 26, n° 103 (juillet-septembre 1993), pp. 454-479.
- RITTER, Archibald R. M. et John M. KIRK. *Cuba in the International System. Normalizing and Integration*. New York, St. Martin's Press, 1995.
- RITTER, Archibald R. M. «Entrepreneurship, Microentreprise, and Public Policy in Cuba: Promotion, Containment, or Asphyxiation?». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 40, n° 2 (été 1998), pp. 63-94.
- RITTER, Archibald R. M. «The Dual Currency Bifurcation of Cuba's Economy in the 1990s: Causes, Consequences and Cures». *CEPAL Review* 57 (décembre 1995), pp. 113-131.
- ROBAINA GONZALEZ, Roberto. «Cuba: We Return to Russia». *International Affairs*, vol. 44, n° 4 (1998), pp. 54-61.
- ROCA, Sergio G. «Evolución del pensamiento cubano sobre Cuba y la economía mundial a través de las revistas económicas». *Estudios internacionales*, année 26, n° 103 (juillet-septembre 1993), pp. 537-564.
- RODRÍGUEZ, José Luis. «Cuba en la economía internacional: nuevos mercados y desafíos de los años noventa». *Estudios internacionales*, année 26, n° 103 (juillet-septembre 1993), pp. 415-453.
- RODRÍGUEZ BERUFF, Jorge (éd.). *Cuba en Crisis: Perspectivas Económicas y Políticas*. San Juan, Editorial de la Universidad de Puerto Rico, 1995.
- RODRÍGUEZ CALDERÓN, José. «Life in the Specail Period». *NACLA Report on the Americas*, vol. 34, n° 2 (septembre-octobre 1995), p. 18-19.
- ROSANVALLON, Pierre. «Culture politique libérale et réformisme». *Esprit*, vol. 3-4 (mars-avril 1999), pp. 161-170.
- ROSENAU, James N. «Distant Proximities: The Dynamics and Dialectics of Globalization» (chap. 3). In B. HETTNE (éd.). *International Political Economy. Understanding Global Disorder*. London et New Jersey, ZED Books, 1995, pp. 46-64.
- ROWTHORN, Robert et Richard KOZUL-WRIGHT. *Globalization and Economic Convergence: an Assessment*. Genève, United Nations Conference on Trade and Development, 1998.

- RUFIN, Jean-Christophe. *La dictature libérale. Le secret de la toute-puissance des démocraties au XXe siècle*. Paris, Éd. Lattès, 1994.
- RUFIN, Jean-Christophe. *L'empire et les nouveaux barbares. Rupture Nord-Sud*. Paris, Éd. Lattès, 1991.
- RUGGIE, John. «International Regimes, Transactions and Change: Embedded Liberalism in the Postwar Economic Order». *International Organization*, vol. 36, n° 2 (printemps 1982), pp. 379-415.
- RUPERT, Mark. «Contesting Hegemony: American and Far-Right Ideologies of Globalization». In K. BURCH et R. A. DENEMARK (dir.). *Constitutiong International Political Economy*. Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1997, pp. 113-138.
- SAKAMOTO, Yoshikazu. «Democratization, Social Movements and World Order» (chap.6). In B. HETTNE (éd.). *International Political Economy. Understanding Global Disorder*. London et New Jersey, ZED Books, 1995, pp. 129-143.
- SANS AUTEUR. «Castro: Some Cuban assets' untouchable». *CNN Interactive*, 18 mai 1999. <http://www.cnn.com/WORLD/americas/9905/18/BC-CUBA-CASTRO.reut/>
- SANS AUTEUR. «Cuba. Investment Law Reformed». *Facts on File*, vol. 55, n° 2859, pp. 678-679.
- SANS AUTEUR. «Cuba, is it Time to End the Embargo?». Numéro dédié à Cuba. *Cigar Aficionado* (juin 1999).
- SANS AUTEUR. «Cuba Plans to Go Euro. Island Switching to Europe's Single Currency to Avoid Trade Exchange Fees». *CNN Financial Network*, 10 mai 1999. <http://cnnfn.com/hotstories/economy/9905/10/cuba/>.
- SANS AUTEUR. «En los resultados de 1999 se aprecia una mejoría, ante todo, en los indicadores de eficiencia económica». *Granma*, n° 259, année 3 (mercredi, 29 décembre 1999). <http://www.granma.cubaweb.cu/29dic99/nacional/articulo1.html>.
- SANS AUTEUR. «Íntensas jornadas de las abuelas de Elián en el Congreso de los Estados Unidos». *Granma*, n° 20, année 4 (vendredi, 28 janvier 2000). <http://www.granma.cubaweb.cu/28ene00/interna/articulo7.html>.
- SANS AUTEUR. «The Implications of Free Trade and the NAFTA for Latin America». *Peace Research*, vol. 25, n° 1 (février 1993), pp. 77-84.
- SCHOLTE, Jan Aart. «Global Capitalism and the State». *International Affairs*, vol. 73, n° 3 (janvier 1997), pp. 427-453.

- SERBIN, Andrés et Joseph TULCHIN (éd.). *Cuba y el Caribe en la Posguerra Fría*. Caracas, Instituto Venezolano de Estudios Sociales y Políticos et Nueva Sociedad, 1994.
- SHAFFER, Michael. *Sectors, States, and Social Forces: Towards a New Comparative Political Economy of Development*. Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1994.
- SHARP, Joanne P. «Reel Geographies in Post-Cold War American Movies». In G. Ô TUATHAIL et S. DALBY (éds.). *Rethinking Geopolitics*. London, Routledge, 1998, pp. 152-169.
- SHELTON, Raúl M. *Cuba y su Cultura*. Miami, Ediciones Universal, 1993.
- SHIVELY, Philips. *Pouvoir et décision. Introduction à la science politique*. Montréal et Toronto, Chenelière/McGraw-Hill, 1999.
- SIMONS, Geoff. *Cuba from Conquistador to Castro*. New York, St. Martin's Press, 1996.
- SMITH, Wayne S. (éd.). *The Russians Aren't Coming. New Soviet Policy in Latin America*. Boulder et London, Lynne Rienner, 1992.
- SNYDER, Richard. «After Neoliberalism. The Politics of Reregulation in Mexico». *World Politics*, vol. 51 (janvier 1999), pp. 173-204.
- SOBERÓN VALDÉS, Fransisco. «Al Peso lo que Es del Peso». *El Economista de Cuba* année 2, n° 12 (novembre-décembre 1999). Section "En el Centro, Especial n° 10", pp. 1-4.
- STALLINGS, Barbara. «International Influence on Economic Policy: Debt, Stabilization, and Structural Reform». In S. HAGGARD and R KAUFMAN (éds.). *The Politics of Economic Adjustment: International Constraints, Distributive Politics, and the State*. Princeton, N.J., Princeton University Press, 1992, pp. 41-88.
- STALLINGS, Barbara. «Introduction: Global Change, Regional Response». In B. STALLINGS (éd.). *Global Change, Regional Response: The New International Context of Development*. New York, Cambridge University Press, 1995, pp. 1-30.
- STOPFORD, John M., Susan STRANGE et John S. HENLEY. *Rival States, Rival Firms. Competition for World Market Shares*. Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- STUBBS, Jean. *Cuba, the Test of Time*. London, Latin America Bureau, 1989.
- SUCHLICKI, Jaime. *Cuba, from Columbus to Castro*. New York, Scribner's Sons, 1974.
- SUNKEL, Osvaldo. «Intégration capitaliste transnationale et désintégration nationale en Amérique latine». *Politique étrangère*, vol. 35 (1970), pp. 641-699.

- SWEENEY, John. «Seven Days in Havana. How Castro's Market Socialism Works». *World Affairs*, vol. 159, n° 1 (été 1996), pp. 12-23.
- SZULC, Tad. *Fidel: A Critical Portrait*. New York, Avon Books, 1987.
- TABARES del REAL, José A. *La revolución del 30: sus dos últimos años*. La Havane, Instituto Cubano del libro, 1973.
- THE CUBA NEUROPATHY FIELD INVESTIGATION TEAM. «Epidemic Optic Neuropathy in Cuba -Clinical and Characterization and Risk Factors». *The New England Journal of Medicine*, vol. 333, n° 18 (2 novembre 1995), pp. 1176-1182.
- TENZER, Nicolas. *La société dépolitisée. Essai sur les fondements du politique*. Paris, PUF, 1990.
- THOMAS, Hugh. *Cuba, the Pursuit of Freedom*. New York, Harper and Row, 1971.
- THUREAU-DANGIN, Philippe. *La concurrence et la mort*, Paris, Syros, 1995
- TRASK, David F.; Michael C. Meyer et Roger R. Trask (éds.). *A Bibliography of United States-Latin American Relations since 1810*. Lincoln, University of Nebraska Press, 1968.
- TULCHIN, Joseph S. et Rafael HERNANDEZ (éds.). *Cuba and the United States: Will the Cold War in the Caribbean End?* Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1991.
- TURENNE SJOLANDER, Claire. «The Rhetoric of Globalization: What's in a Wor(l)d?». *International Journal*, vol. LI, n° 4 (automne 1996), pp. 603-615.
- TURENNE SJOLANDER, Claire. «Multilateralism, Regionalism, and Unilateralism: International Trade and the Marginalization of the South». In G. DIRKS *et al.* *The State of the United Nations, 1993: North-South Perspectives*. Providence (R.I.), ACUNS, Reports and Papers, 1993, n° 5, pp. 83-97.
- UNITED NATIONS. *World Economic and Social Survey*. New York, UN, 1997.
- VAN DER PIJL, KEES. «The Second Glorious Revolution: Globalizing Elites and Historical Change» (chap. 5). In B. HETTNE (éd.). *International Political Economy. Understanding Global Disorder*. London et New Jersey, ZED Books, 1995, pp. 100-128.
- VIRILIO, Paul. *Cybermonde. La politique du pire*. Paris, Textuel, 1996.
- VITIER, Cintio. «Martí and the Challenge of the 1990s». *South Atlantic Quarterly*, vol. 96, n° 1 (hiver 1997), pp. 213-220.

- WALLERSTEIN, Immanuel. «Histoire et dilemmes des mouvements antisystémiques». In S. AMIN et al. *Le grand tumulte? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde*. La Découverte, Paris, 1990, pp. 10-55.
- WERLAU, Maria C. «Foreign Investment in Cuba. The Limits of Commercial Engagement». *World Affairs*, vol. 160, n° 2 (automne 1997), pp. 51-69.
- WILLIAMSON, John. *The Progress of Policy Reform in Latin America*. Washington, D.C., Institute for International Economics, 1990.
- WILLMORE, Larry. «Export Processing Zones in Cuba». Paper prepared for presentation to an international symposium on 'The Cuban Economy: Problems, Policies, Perspectives', Carleton University, Ottawa, Canada, 29 September, 1999.
- WRIGHT, Irene A. *The Early History of Cuba, 1492-1586*. New York, Macmillan Company, 1916.
- ZIMBALIST, Andrew (éd.). *Cuban Political Economy: Controversies in Cubanology*. Boulder, Westview Press, 1988.
- ZIMBALIST, Andrew et Claes BRUNDENIUS. *The Cuban Economy. Measurement and Analysis of Socialist Performance*. Baltimore et London, Johns Hopkins University Press, 1989.